

Le Quotidien Edition Nationale d'Information D'ORAN

EDUCATION NATIONALE : QUE VA FAIRE BENGHEBRIT ?

EL YAZID DIB



P. 6 à 15

C'EST L'AÏD,
FAITES VOS COURSES,
RIEN NE VA PLUS !

CHERIF ALI



L'ALGÉRIE NE VA PAS SI MAL

ABED CHAREF

- Les FARC, histoire d'une hibernation sanglante SID LAKHDAR BOUMEDIENE
- États-Unis, Europe : année électorale, climat très incertain PIERRE MORVILLE
- Islam, islamisme, djihadisme : éclairages BELKACEM AHcene-DJABALLAH
- Les jeux d'échecs du Moyen-Orient KAMAL GUERROU



LE MYSTÈRE BEN LADEN

AKRAM BELKAÏD

Casino Mediterráneo
Les meilleurs Casinos en Méditerranée.
www.casinomediterraneo.es



En présentant ce ticket dans le Casino Mediterráneo vous aurez:

Casino Mediterráneo

FREE

Entrée gratuite pour Casino Mediterráneo Alicante et Casino Mediterráneo Benidorm.

Une boisson gratuite

www.casinomediterraneo.es

Lutte anti-terroriste

L'Algérie en exemple

«Nous avons toute une stratégie à mettre en place à partir de l'expérience algérienne, en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et pour participer à l'élaboration d'une charte internationale, qui encadre et codifie les règles d'échanges, à travers les réseaux sociaux.»

Ghania Oukazi

C'est ce que nous a déclaré, hier, le ministre des Affaires mährébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, en marge de l'atelier international sur «le rôle de la démocratie dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme», organisé au Palais des Nations de Club des Pins, en présence de nombreux officiels, diplomates universitaires, experts dans la lutte anti-terroriste.

Abdelkader Messahel a bien accepté de nous recevoir en marge de ce rendez-vous et a souligné que «la stratégie que l'Algérie doit mettre en œuvre repose sur le constat que nous avons fait sur le terrorisme, chez nous et dans les autres pays, et les enseignements nécessaires que nous en tirons.»

Il explique par exemple, à cet effet, que «l'on s'interroge pourquoi il n'y a pas beaucoup d'Algériens dans Daech ? Les Occidentaux nous disent qu'il y en a 300 au sein des groupes activant, dans les pays étrangers, pour nous, ils sont bien moins, peut-être une dizaine.» Le ministre tient surtout à préciser que «le nombre de terroristes algériens a, énormément diminué, d'abord en Algérie grâce à la mise en œuvre de la politique de la Concorde civile, la Réconciliation nationale, la réhabilitation de l'Islam traditionnel dans sa vocation cultuelle et culturelle, grâce à la presse, la justice, la so-

ciété civile, les partis politiques, tous sont contre l'extrémisme violent.»

Ce concept qu'il dit «consacré au plan international» est aujourd'hui, traité par l'Algérie «à travers son expérience de la lutte qu'elle a menée contre le terrorisme, durant les années 90 et qu'elle continue de mener sans répit.»

L'expérience algérienne a-t-il dit, «a été relatée dans un document qui a été rendu public, a fait l'objet d'une communication aux Nations unies, au sein du comité du Conseil de sécurité, chargé de la réflexion sur le terrorisme en plus de sa présentation au forum de Washington, le 29 septembre 2015.»

UNE CHARTE POUR ENCADRER LES RÉSEAUX SOCIAUX

Une date qui, fait-il savoir, «coïncide avec le 10^{ème} anniversaire de la mise en œuvre de la Charte pour la paix et la Réconciliation nationale.» En plus de sa lutte contre le terrorisme en vue de son éradication, l'Algérie s'attelle à réfléchir sur le rôle des réseaux sociaux, dans la propagation de l'extrémisme violent et du discours radical, l'objectif étant de participer dans l'élaboration d'une Charte internationale qui encadre et codifie ce domaine pour qu'il ne devienne pas une tribune pour les terroristes.» Il souligne que «nous voulons que les réseaux sociaux soient un véritable moyen mo-

erde de rapprochement entre les cultures et les peuples.» L'exercice que l'Algérie s'applique, selon Messahel, à réussir «c'est de considérer et de faire de la démocratie, l'antidote à l'extrémisme violent, au radicalisme et à la propagande terroriste.» Il tient à préciser que «la démocratie en Algérie, ce n'est pas une coquetterie mais un choix stratégique pour lutter contre le discours exclusif, et semer la culture du vivre ensemble, s'accepter dans le cadre de la Constitution et des lois de la République.»

Au passage, il fait savoir que «l'Inde a organisé, récemment, un atelier où l'expérience algérienne a été présentée, ce qui nous encourage davantage, à la rendre publique partout à travers le monde.» Le ministre annonce, à cet effet, «la publication d'un petit livre d'une centaine de pages, relatant l'ensemble des étapes de l'expérience algérienne que nous allons diffuser, en Algérie et à travers le monde, pour aider à la compréhension du terrorisme et des moyens susceptibles d'en atténuer les effets, de l'éradiquer.» En plus des solutions politiques que l'Algérie a mis en œuvre pour décourager l'extrémisme violent et le discours radical, Messahel évoque la diplomatie comme «point principal qui doit être consacré au rapprochement des visions et des approches, au niveau de la Communauté internationale pour ne pas confondre –par



Ph.: Rachid K.

exemple- entre intervention et assistance militaire étrangère dans les pays en difficulté sécuritaire..»

MESSAHEL DÉNONCE «LES POLITIQUES INTERVENTIONNISTES GÉNÉRATRICES DE CHAOS»

Il rappelle, avec insistance, la crise en Libye où dit-il «on avance qu'elle sera très bientôt en cessation de paiement alors qu'elle a des milliards et des milliards qui sont gelés dans les banques étrangères, dégèlez-les et laissez le gouvernement libyen résoudre les problèmes de son pays !» Au lieu d'interventions militaires étrangères, l'Algérie demande par la voix de son ministre, de lever l'embargo que l'ONU a décrété sur les armes en Libye. «Levez cet embargo et laissez le gouvernement avoir des armes pour lutter contre le terrorisme,» exhorte-t-il.

C'est ainsi que dans son discours d'ouverture, Messahel n'a pas manqué de lancer, à l'attention de la Communauté internationale que «si la démocratie joue un rôle déterminant dans la lutte contre le terrorisme, au plan

interne, cette lutte ne peut s'accommoder, au plan international de logique de double poids ou de double mesure, dans la définition du terrorisme ainsi que de politiques interventionnistes génératrices de chaos et de désordres favorables, aux groupes terroristes.» Il estime alors qu'«elle exige la promotion d'une coopération bilatérale, régionale et internationale pluri-sectorielle répondant aux besoins réels de la lutte commune contre le terrorisme, la mobilisation effective et inconditionnée des ressources pour le renforcement des capacités, là où elles manquent le plus, dans la confrontation avec ce fléau, des relations économiques, commerciales et financières mises par la promotion d'une prospérité, réellement, partagée et non par des rapports de force iniques, ainsi qu'une plus grande démocratisation des relations internationales et le renforcement du multilatéralisme.»

Le discours du sous-secrétaire d'Etat américain à l'ouverture de l'atelier a mis, lui aussi, en exergue l'importance de l'expérience algérienne et le rôle de l'Algérie «comme partenaire stratégique, dans la lutte anti-terrorisme.»

Publicité

Aid Adha Moubarek ♦
à tous les musulmans

ooredoo

أَيُّدُّ مُبَارَكٌ

Aid Moubarak

ooredoo.dz

Hadjis victimes d'une arnaque Mohamed Aïssa fait taire la polémique

Abdelkrim Zerzouri

Très contrarié par la médiatisation de l'affaire des hadjis algériens arnaqués par un voyagiste, ou des individus qu'on présente comme ses intermédiaires, selon des affirmations de sources concordantes, le ministre des Affaires religieuses et Wakfs, Mohamed Aïssa, a défendu toute déclaration ou révélation à propos de ce dossier. Relevant dans ce sens avoir attiré l'attention de ses collègues aux «déclarations aventurières» concernant les pèlerins algériens arnaqués et «dont la polémique est ouverte dans un pays qui n'est pas le nôtre». Voilà ce qui gêne au plus haut degré les autorités en charge de l'organisation du hadj 2016, le débat public autour d'une question embarrassante à plus d'un titre. «L'enquête se fait à Alger en vérité, les visas étant octroyés à Alger. L'opérateur est un Algérien qui a agi à partir de l'Algérie, c'est pourquoi j'ai interpellé tout le monde pour ne plus commenter», a souligné dans ce contexte M. Mohamed Aïssa. Puis, allant à l'essentiel de ce qui a provoqué sa contrariété, il dira pour mieux expliciter pourquoi il tient à mettre fin à la polémique qu'«en règle générale, ce genre de pèlerin ou pseudo pèlerin ou candidat au pèlerinage est refoulé carrément avec des commentaires médiatiques très négatifs. Ce n'est pas le cas pour nous, donc autant ne plus commenter et attendre les enquêtes qui sont déjà engagées au niveau d'Alger avec premièrement la commission de suivi au niveau du ministère des Affaires religieuses et la cellule de crise au niveau du ministère des Affaires étrangères». Pour mémoire, les hadjis victimes de cette «arnaque», dont le nombre avoisine la cinquantaine, ont pu continuer leur pèlerinage grâce à la coopération «positive» des autorités saoudiennes, alors que ces mêmes autorités n'ont pas accordé ce genre d'avantage pour des candidats au hadj de plusieurs autres nationalités. On le comprend mieux sous cet angle, des Algériens sans autorisation de hadj ont été acceptés alors que cela n'a pas été le cas pour d'autres se trouvant dans des situations presque similaires. Plus de 80.000 candidats au hadj 2016, qui n'avaient pas d'autorisation pour accomplir le cinquième pilier de l'Islam, ont été refoulés par les autorités saoudiennes. Cet «incident» des Algériens arnaqués et qui ont été malgré tout acceptés ne peut, donc, que faire grincer des dents des milliers d'autres candidats malheureux au hadj, et mettre dans la plus grande gêne les autorités saoudiennes, elles-

mêmes. Ces dernières souhaiteraient qu'on ne parle plus de ce dossier, et l'on n'a pas manqué de le faire savoir à M. Mohamed Aïssa. Enfin, parfois la communication tatillonne a des effets inverses quant au but recherché, car à force de dire qu'on ne veut pas polémiquer sur un quelconque dossier, c'est comme si on enfonçait le bouton «polémique».

Si tant de questions relevant de l'organisation du hadj ont été étudiées et corrigées, le dossier «communication hadj» reste à inventer. Avec pleins d'envoyés algériens, c'est à une véritable foire d'empoigne qu'on s'adonne sur les Lieux Saints de l'Islam. En tout cas, toujours à propos des hadjis victimes d'arnaques, M. Mohamed Aïssa a indiqué que «nous savons où dénicher l'information, parce qu'il y a deux ou trois portails pour activer ce processus. Nous pouvons être en mesure de connaître les responsabilités en temps opportun».

Quant à la médiatisation des résultats de l'enquête, «cela reste du ressort des autorités compétentes», a relevé M. Mohamed Aïssa. Le ministre a également souligné avoir interpellé ses collègues ainsi que les journalistes à s'intéresser au pèlerinage que «nous réussissons de mieux en mieux» et aux observations qui détectent les anomalies pour les médiatiser. «Je n'ai rien contre parce que cela nous permettra de nous corriger, de nous critiquer, de réajuster notre démarche et de revoir notre copie». Le ministre a effectué mardi soir une visite inopinée dans certains lieux d'hébergement des hadjis algériens pour s'enquérir de leur état d'hébergement et de restauration notamment. Mohamed Aïssa s'est entretenu, à l'occasion, avec certains hadjis qui lui ont exprimé leur satisfaction quant à leur prise en charge, alors que certains parmi eux se sont plaints de leur situation, notamment pour ce qui concerne l'hébergement, et l'état d'insalubrité dans certains hôtels. En réponse à leurs doléances, le ministre a promis de régler leur situation dans les plus brefs délais. Le ministre était accompagné par le directeur général de l'Office national du Hadj et de la Omra et coordinateur général du Hadj. Selon une première évaluation, les autorités en charge de l'organisation du hadj estiment que tout se déroule dans de bonnes conditions. «Bien sûr qu'il y a des insuffisances, mais c'est le hadj et ce n'est pas de tout repos pour quiconque veut accomplir ses rites», en convenant des avis largement partagés au sein de la population.

Transfert par voie électronique des nouveaux bacheliers Dépôt des demandes du 14 au 17 septembre

Le dépôt des demandes de transfert des nouveaux bacheliers se fera pour la première fois par voie électronique du 14 au 17 septembre afin de faciliter l'opération, a annoncé le directeur général des enseignements et de la formation supérieurs au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghouali. Le ministère a mis en place une plateforme électronique pour faciliter le dépôt des demandes de transfert par les étudiants qui utiliseront pour ce faire les noms d'utilisateur et mots de passe fournis lors des inscriptions, a précisé M. Ghouali dans une déclaration à l'APS.

Après avoir souligné que la question des transferts concernait un «nombre considérable» d'étudiants, le responsable a précisé que les demandes de transfert devaient être déposées via le compte électronique utilisé lors des inscriptions. Les étudiants concernés recevront une réponse à partir du 20 septembre, a-t-il ajouté en assurant que l'opération se fera dans la transparence la plus totale. Si une demande est rejetée, les motifs du rejet seront donnés et les demandes de transfert seront traitées en fonction des critères fixés dans la circulaire, du seuil minimal de points et de la disponibilité des places pédagogiques dans les établissements universitaires. Le responsable a, par ailleurs, indiqué que les services compétents du ministère de l'Enseignement supérieur «continuent à accompagner



et à orienter les nouveaux bacheliers qui rencontrent des difficultés administratives dans leurs inscriptions dans les établissements universitaires». M. Ghouali a souligné dans ce contexte la prise en charge des nouveaux bacheliers qui ne se sont pas présentés aux universités pour les inscriptions finales et les bacheliers ayant décroché le baccalauréat à l'étranger et désirent s'inscrire à l'université algérienne. Il précise néanmoins que ces derniers doivent suivre des procédures particulières.

Pour le responsable du ministère, «toutes les dispositions juridiques doivent être prises» pour le lancement effectif de la rentrée universitaire ; les cours ont commencé

dans certains établissements universitaires à l'instar de l'USTHB (Bab Ezzouar) et de certaines universités de l'est du pays. Dans ce cadre, le ministre du secteur, Tahar Hadjar, donnera le 18 septembre prochain à partir de l'université de Biskra le coup d'envoi officiel de la rentrée universitaire 2016-2017 avec un cours inaugural qui portera sur le plagiat scientifique, a-t-il indiqué en soulignant l'importance de la décision ministérielle à ce sujet et la nécessité de son application afin de mettre un terme à de tels dérapages. M. Ghouali a également évoqué la conférence nationale sur les œuvres universitaires prévue prochainement en présence des partenaires sociaux.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Les apprentis sorciers pris au piège de leurs tours

d'organisations terroristes. Ils ont fait comme si celles-ci leur seraient «reconnaisantes» d'avoir fermé les yeux sur l'afflux chez elles de leurs ressortissants candidats au «djihad».

Ces pays qui pensent tout savoir sur les organisations djihadistes dont certains d'entre eux ont cyniquement favorisé l'émergence et la montée en puissance de nuisance avec le calcul qu'ils peuvent indéfiniment les manipuler et s'en servir pour faire aboutir leurs desseins géopolitiques là où c'est nécessaire, découvrent sur le tard qu'ils ont contribué à la création de monstres dont ils ne peuvent plus contrôler les pulsions destructrices qui ne les épargnent pas. Que ces Etats aient décidé bien tard de se préoccuper de la radicalisation d'une frange de leur jeunesse au gré de la montée en puissance des organisations terroristes et de leurs «exploits» contre des régimes décrétés à abattre au prétexte de leur caractère dictatorial et à la répression barbare ferait trivialement sourire n'eût été que cette radicalisation dont ils n'ont pas su et certainement pas voulu cerner la dangerosité leur fait encourir des périls mortels. Pas qu'à eux mais pour tous les pays où leurs «radicalisés» dormants et ceux partis ailleurs concrétiser leurs aspirations djihadistes suivront et exécuteront les criminelles directives que leur transmettent leurs chefs et gourous terroristes.

L'essaimage des rescapés terroristes du sanglant et barbare projet d'instauration d'un «khalifa islamique» a sans nul doute commencé et va avoir des conséquences sombres pour les populations au sein desquelles ils espèrent se fondre et être en mesure d'accomplir leur sinistre besogne. L'alerte est certes donnée. Suffira-t-elle pour autant pour déjouer leurs macabres desseins ?

Ses combattants défait sur tous les fronts, les territoires sur lesquels elle a proclamé et tenté d'organiser son pseudo-«khalifa islamique» se réduisent en peau de chagrin, l'organisation terroriste «Daech» en est réduite à commander à ses adeptes l'exécution de spectaculaires et sanglants attentats suicides ou aux véhicules piégés là où ils le peuvent: en Syrie, en Irak ou en Libye mais également dans les pays qui lui font une guerre active. Comme l'ont démontré les séries d'attentats revendiqués par elle en Europe, en Amérique même et ceux qui sont perpétrés en Syrie et en Irak au cœur de zones sous contrôle des régimes de ces pays, Daech dispose d'un vivier d'exécutants disséminés, fanatisés et déterminés à mettre en œuvre sa stratégie mortière et terrorisante.

Il faut par conséquent s'attendre à ce que Daech se retrouvant de plus en plus acculée militairement dans ce qu'il lui reste de territoire sous son contrôle en Syrie, en Irak et en Libye elle instruise ses adeptes là où ils se trouvent d'intensifier les actions terroristes. Ce que les services de renseignement des Etats que Daech cherche à frapper estiment en mesure de se produire avec le retour au pays de leurs ressortissants partis rejoindre les rangs de Daech et désormais forcés de s'y résoudre par son inéluctable défaite militaire et l'effondrement de son pseudo-«khalifa islamique». La perspective leur donne des sueurs froides car se sachant dans l'impossibilité de pister puis de neutraliser avant leur passage à l'acte les milliers de «djihadistes» dont leurs pays ont dans un premier temps encouragé voire même suscité la vocation en faisant du régime syrien l'ennemi dont la chute vaut que l'on y contribue même au sein des rangs

Marché de l'automobile

Les immatriculations de véhicules en baisse

Les derniers chiffres révélés par l'Office national des Statistiques (ONS) sur les immatriculations des véhicules neufs ne font que confirmer la tendance baissière des importations amorcée depuis 2014.

Moncef Wafi

Alors, 776.423 véhicules dont 158.065 neufs ont été immatriculés et réimmatriculés durant le deuxième semestre 2015. Et l'ONS de préciser que même si les 6 derniers mois de 2015 ont enregistré une légère progression des immatriculations de 76.000 véhicules supplémentaires par rapport à la même période en 2014, il reste que les immatriculations des véhicules neufs ont baissé de près de 19,88%, soit moins de 39.000 unités comparativement, à la même période de référence.

Pour l'année dernière, l'ONS indique que le deuxième semestre a été plus prolifique en termes d'immatriculations que les 6 premiers mois avec plus de 47.000 véhicules (+ 6,50%). Par ailleurs, et selon la même source d'informations, les nouvelles immatriculations ont particulièrement, concernées les véhicules de tourisme (72,87%) et les camionnettes (18,44%), suivent de loin les camions (3,62%), les remorques (1,33%), les tracteurs routiers (1,05%) et les autocars-autobus (0,78%).

Et c'est sans grande surprise que les marques européennes (françaises et allemandes) et asiatiques (sud-coréennes et japonaises) dominent ce classement. Selon toujours l'ONS, 63,28% des voitures roulent à l'essence contre 36,72% au gasoil, alors que plus de la moitié des voitures de tourisme (53,90%) utilisent l'essence contre 19,95% le gasoil. La wilaya d'Alger (27,23%) vient en tête des immatriculations et ré-immatriculations durant le second semestre de 2015, Tizi-Ouzou (5,24%), et Oran (5,18%) complétant le podium. Cette courbe descendante

te dans les immatriculations devra être confirmée par les chiffres, en 2016, puisque pour les 7 premiers mois de cette année, et selon le Centre national des statistiques des Douanes (CNIS), la facture d'importation des véhicules a reculé à 768 millions de dollars contre 2,4 milliards (mds) pour la même période, en 2015, soit une baisse de 68%, l'équivalent de 1,63 mds. Quant aux quantités importées, elles ont chuté de 73,74% avec 53.356 véhicules importés, entre début janvier et fin juillet derniers, contre 203.174 unités, durant la même période en 2015, soit 149.818 véhicules de moins. Cette courbe descendante conforte le pari du gouvernement de ramener la facture d'importation des véhicules neufs à 1 milliard de dollars pour cette année contre 3,14 milliards, en 2015 et 5,7 milliards en 2014. Une facture qui a déjà reculé à 691 millions de dollars, durant ce premier semestre contre 2,13 milliards durant la même période de 2015, soit une baisse de 1,44 milliard. Même si théoriquement on est encore un peu loin des prévisions du gouvernement ; Said Djellab, DG du Commerce extérieur au ministère du Commerce avait indiqué que l'objectif du gouvernement «est de rationaliser les dépenses des devises, avec un objectif de 1 milliard de dollars contre 3 milliards, en 2015» ; la tendance à la baisse doit se confirmer davantage pour le reste de l'année en cours. Si la valeur vénale des importations a baissé de 67,53%, les quantités importées, elles, ont chuté de 73,63% avec 47.484 véhicules importés, entre début janvier et fin juin derniers, contre 180.082 unités au 1^{er} semestre 2015, soit 132.598 véhicules de moins, avait précisé le CNIS.

Publicité

Djezzy Go Ahdar UN MAX DE HADRA

50 DA = 50 MIN

1,75 DA/30 SEC VERS LES AUTRES RÉSEAUX

COMPOSE *720#



Africa CEO Forum 2017

Des chefs d'entreprises algériennes attendus à Genève



R. N.

Le document affirme que depuis 2012, plusieurs chefs d'entreprises algériennes ont participé à ce Forum et ont «contribué à porter au centre des discussions le rôle incontournable du secteur privé dans la dynamique de croissance africaine. Il rappelle que Issad Rebrab, P-dg de Cevital, a été «élu P-dg de l'année aux AFRICA CEO FORUM AWARDS 2015». D'autres personnalités algériennes sont, également, citées par le communiqué : Slim Othmane, P-dg de NCA-Rouiba, Abdelmajid Fekkai, P-dg de Redmed Group, Mohamed Laïd Benamor, P-dg du Groupe Benamor; Abderrahmane Benhamadi, P-dg de Condor Electronics, Mourad Taieb Ezzraimi, P-DG du Groupe industriel SIM ou encore Ali Haddad, président du FCE, et Abdelmalek Sahraoui, P-dg de Petroser.

L'AFRICA CEO FORUM 2017 réunira «plus de 1.000 participants venus de plus de 63 pays». Ils sont «dirigeants de grandes entreprises africaines et internationales, financiers actifs sur le continent et décideurs publics» et «viendront enrichir leurs visions stratégiques et échanger avec la communauté économique et financière sur leurs objectifs de développement et d'investissements», indique la même source. Les organisateurs estiment que cette rencontre, qui intervient dans un contexte de «stagnation de l'économie mondiale» qui «pèse sur la croissance des pays africains», «répond à la volonté des participants du AFRICA CEO FORUM, entreprises et États, de dynamiser les flux financiers vers l'Afrique pour contribuer à la réalisation de leurs projets d'infrastructures et de développement».

Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

On n'en finit pas d'épier la femme. Scruter ses formes. Fantasmer sur ce que cachent ses oreilles. S'émerveiller devant sa coquetterie. S'enivrer de son élégance quand elle éblouit. Les yeux la dévorent. La dévisagent, au croisement. Lui volent du charme quand elle en dégage. Lui forcent le sourire quand elle n'en veut pas renvoyer. Femme adulée. Femme respectée. Femme obéie, Femme cajolée. Femme gâtée. Mais aussi, femme détestée. Femme détenue dans sa soumission. Femme étouffée dans sa fratrie. Femme écrasée par le poids des traditions. Femme éreintée par le machisme. Femme ségrégée et claustrophobe dans son statut minorant.

C'est tout le paradoxe qu'elle renvoie dans une société frappée d'hypocrisie et de cécité. En France, elle n'est plus tolérée en foulard et en burkini. Ce n'est pas son environnement d'origine. Les différences y deviennent très apparentes. La peur s'y est installée. Le fossé intercommunautaire se creuse... Le rejet du nouveau arrivé s'affirme. En Algérie, chez des zélés, on lui ferme les portes des lycées à cause de ses mèches rebelles lâchées en l'air, ou de la longueur de sa jupe jugée trop courte. Ailleurs la classe politique et les médias ne cessent de ressasser en boucle des histoires de burkini. Ici certains malins, occupant l'espace virtuel, leur renvoient des photos de femmes voilées ayant réussi leur vie professionnelle et sociale, pour souligner qu'elles ne sont pas pour autant de débiles analphabètes. Mais rares sont ceux qui avaient riposté pour dénoncer la stupidité de ces vigiles postés devant les portiques des lycées et universités et qui auraient empêché les cours à des jeunes filles libres de s'habiller normalement. Dans ce cas, comme dans l'autre, la femme est victime de cette humiliation et de ce rabaissement qu'on lui impose. Elle n'est pas libre d'être elle-même. Portant le voile ou pas, elle se trouve forcée de sentir le mal-être de sa visibilité dans l'espace public. Face à ce phénomène qui tend à cacher des regards, un pan entier de la société, si effectivement cela était vérifié, l'État ne devrait pas tergiverser parce qu'il est le garant de l'égalité des chances et de la protection des plus faibles. Saurait-il faire face au populisme misogynie qui limite les libertés individuelles consacrées dans le droit ? ... En France, le conseil d'État a tranché pour la liberté de se vêtir dans l'espace public et de porter le burkini. Voici une belle leçon de démocratie pour ceux qui n'ont jamais compris que la laïcité est la neutralité de l'État dans un pays multiconfessionnel dans lequel doivent cohabiter les croyants de toutes les religions, les agnostiques et autres sceptiques ou athéistes.

Transport ferroviaire Des locomotives françaises et américaines pour la SNTF

Yazid Alilat

Le directeur général de la SNTF, M. Yacine Bendjaballah, a annoncé hier mercredi la mise en place dès ce jeudi d'un programme spécial pour les grands départs de l'Aïd El-Adha afin de répondre à une forte demande en cette période de fêtes. «Pour l'Aïd, il y a un programme spécial avec une augmentation du nombre de voitures à partir de ce jeudi pour que les voyageurs puissent regagner leurs domiciles», a-t-il indiqué hier mercredi à la radio nationale. Les horaires ne seront pas chamboulés, mais «il y aura un plus grand nombre de voitures pour les trains», a-t-il expliqué. Pour le premier jour de l'Aïd, il n'y aura pas de train en circulation entre 6 heures du matin et 14 heures. Le service reprendra à 14 heures pour la banlieue. «Le lendemain, pas de dessertes également», a-t-il précisé. Par ailleurs, sur le programme de modernisation des trains et l'acquisition de nouveaux matériels, dont des locomotives et des voitures modernes, le DG de la SNTF a indiqué qu'il se poursuit normalement. «On commence à réceptionner les trains de transports de marchandises. Nous avons reçu des locomotives fabriquées aux Etats-Unis et dix autres doivent arriver dans les prochains mois. Celles déjà arrivées ont commencé à être exploitées à Béjaïa et Tixer, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, alors que pour les locomotives rénovées à Constantine, une première machine a été mise en service pour essais la semaine dernière». Le programme de développement du rail est doté d'un financement global de 127 milliards de dinars. Un peu plus de 50% de ce programme ont été déjà engagés sous la forme d'achat de 17 autorails auprès du constructeur français Alstom pour les grandes lignes et le réseau inter-villes avec une enveloppe de 21 milliards de dinars. Puis il y a le programme d'acquisition de 30 machines diesel de 4000 CV pour le développement du fret ferroviaire et, surtout, le basculement du contrôle du passage des trains en mode manuel avec relais à celui électronique, qui permet le passage rapide des trains, au lieu des longues attentes entre le passage de deux trains. A l'unité de rénovation de Sidi Bel-Abbès, 202 voitures seront prochainement réceptionnées. «L'année prochaine on commencera à produire deux voitures par mois, le programme s'étalant jusqu'en 2017». Le DG de la SNTF a également annoncé la réception en janvier prochain de 17 locomotives d'un constructeur français. Mais, c'est durant ce mois de septembre que «le train de demain» sera présenté au public lors de journées portes ouvertes, a annoncé M. Bendjaballah. Pour les nouveautés concernant les nouvelles lignes qui vont entrer en exploitation, il a annoncé la vente du 1^{er} billet de train Birtouta-Zeralda ou Alger-Zeralda par Birtouta le 1^{er} novembre prochain. Il y aura également la réouverture prochaine de la ligne Thénia-Tizi

Ouzou, «les travaux vont bon train», ainsi que la ligne à grande vitesse Oued Tlelat-Tlemcen. Les trains qui vont circuler sur la nouvelle ligne Birtouta-Zeralda seront en mode 160 km/h, tout comme ceux de la ville de Tlelat vers la frontière avec le Maroc. Quant à la reprise de la ligne Alger-Tunis, le DG de la SNTF a expliqué que le matériel actuel n'est pas adapté à l'infrastructure existante, notamment les tunnels. «On a fait des essais et il y a des tunnels qu'on ne peut passer. C'est un problème technique, les essais étaient négatifs, on va régler ce problème de tunnels», a-t-il indiqué avant de souligner qu'on espère que l'été prochain il y aura le train pour Tunis. Quant à la ligne Oran-Bechar, il relève que le «matériel actuel n'est pas adapté à des zones de sable. C'est un gros problème, mais il sera réglé avec la mise en place de nouvelles voitures destinées spécialement pour la ligne Bechar, avec protection contre le sable et climatisation». M. Bendjaballah a souligné au passage que les trains de cette ligne partent toujours «complets». Sur la modernisation des modes de paiement et de réservation, il a annoncé qu'une convention sera mise en place avec la BNA pour mettre en place le dispositif d'achat de billetterie et d'abonnement par carte CIB, alors que «nous sommes en phase de généralisation pour le dispositif de réservation par internet». Par contre, le ticket unique (train-métro-tramway) est en cours de réalisation. Revenant d'autre part sur la mort d'un sexagénaire, fauché par un train mardi près d'Annaba, suivi par l'incendie par une foule en colère de trois voitures de ce même train, M. Bendjaballah a été clair: «Nous allons porter plainte contre X». «On va déterminer le préjudice et on va porter plainte contre X», précise le DG de la SNTF pour qui le train «est le bien du peuple. Nous sommes en 2016, on doit sensibiliser les gens sur les dangers de traverser la voie ferrée. On a construit une clôture, et des gens viennent la détruire», s'est lamenté M. Bendjaballah. L'accident s'est produit près de la localité de Sidi Ammar, près d'Annaba. «Malgré toutes les campagnes de sensibilisation sur les accidents de train, il y a toujours des individus qui circulent sur la voie ferrée», rappelle M. Bendjaballah relevant qu'il y a, «hélas, des citoyens qui ouvrent des voies sur les murs de protection pour pénétrer sur les voies ferrées. Tous les efforts ont été faits pour la surveillance de tous le réseau ferré national, et on a évité des accidents aux passages protégés, mais l'accident d'hier est dû à la destruction du mur de protection», explique-t-il. Il signalera que trois voitures de ce train ont été incendiées. «Il y a eu incendie de trois voitures dont le coût de l'unité est de 46 millions de dinars. On a un train quotidien vers Sidi Ammar de six voitures. Maintenant, il y aura seulement trois voitures en attendant la mise en circulation d'autres voitures. L'incendie des trois voitures n'est pas à l'avantage du citoyen», regrette-t-il.

Ghoul à propos de Dounia Parc Les explications de Sellal sont «claires, franches et transparentes»

Le président du parti Tadjamou Amal El Djazair (TAJ), Amar Ghoul a estimé mercredi à Alger que les échéances électorales de 2017 constituent une «solide et importante» étape dans le processus de l'action démocratique en Algérie, affirmant que sa formation y prendra part. Intervenant lors d'une réunion du bureau politique de son parti, Ghoul a indiqué que les élections législatives et locales de 2017 doivent être «constructives et aboutir à ce qu'il y a de mieux dans leur dimension démocratique et en termes de probité». Affirmant que son parti abordera ces échéances «avec détermination, fort de ses programmes, alternatives et idées», il a ajouté que «les listes électorales seront ouvertes aux jeunes, aux compétences et aux femmes».

Concernant d'éventuelles alliances lors des prochaines échéances

électorales, le président de TAJ a indiqué que la participation de son parti sera «en solo», n'écartant pas toutefois l'idée, qui a-t-il dit, «reste de l'ordre du possible en cas de propositions et si elles sont dans l'intérêt de la patrie».

Rappelant sa proposition à la classe politique pour la mise en place d'une «charte d'honneur visant à moraliser l'action politique et à faire prévaloir l'intégrité et la crédibilité en se basant sur les programmes et les idées loin de l'invective et de la diffamation», M. Ghoul a affirmé que cette initiative s'adresse à tous les partis sans aucune exception».

Le président de TAJ a réitéré à cette occasion le soutien et l'appui de son parti au programme du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. Evoquant la loi de finances 2017, M. Ghoul a souligné l'importance qu'elle pren-

ne en compte la dimension sociale, appelant à l'ouverture davantage d'espaces d'investissement et de nouvelles ressources hors hydrocarbures pour la création de plus de postes d'emploi». Par ailleurs, M. Ghoul a affirmé que les explications du Premier ministre, Abdelmalek Sellal au sujet de l'affaire «Dounia Parc» qui a fait couler beaucoup d'encre sont «claires, franches et transparentes» ajoutant que cette réponse «a mis fin à la polémique et clos l'affaire». «Dounia Parc est géré par une entreprise publique dotée de prérogatives et d'autonomie administrative et financière et non par le ministère», a expliqué Amar Ghoul en sa qualité d'ancien ministre du secteur. Il a soutenu, dans ce sens, que durant son mandat, le ministère n'a octroyé aucun mètre à qui que ce soit et n'a signé, ni donné aucune autorisation».

Les importations de sucre en hausse

La facture d'importation de sucre s'est chiffrée à 487,36 millions de dollars (usd) durant les sept premiers mois de 2016 contre près de 470 millions usd à la même période de 2015, soit une hausse de 3,75%, a appris l'APS auprès des Douanes. Les quantités importées de sucre (de betterave brute, de canne à sucre, sirop de lactose...) ont enregistré une hausse plus importante à 1,26 million de tonnes (Mt) contre 1,14

Mt, en progression de 10,75% entre les deux périodes de comparaison, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Sur les marchés mondiaux, une baisse des cours des sures roux et blanc a été enregistrée en raison d'une bonne récolte mondiale de canne à sucre. Le prix moyen à l'importation du sucre roux par l'Algérie a baissé à 350 dollars/tonne sur les 5 premiers mois 2016 contre 391

dollars/tonne à la même période de 2015 (-10,5%). Pour le sucre blanc, l'Algérie l'a acheté sur les marchés mondiaux à 503 dollars/tonne contre 526 dollars, soit une baisse de 4,4% entre les deux périodes de comparaison. En 2015, les importations de sucre avaient diminué à 714,76 millions usd contre 861,04 millions usd en 2014 (-17%), tandis que les quantités importées avaient augmenté à 1,93 Mt contre 1,92 Mt (+0,5%).

Mostaganem

Un enfant meurt noyé dans un bassin d'eau

Un enfant de 12 ans a trouvé la mort noyé, mardi soir dans un bassin d'eau dans son domicile familial au douar «Ouled Benyoucef» dans la commune de Bouguirat (Mostaganem), a-t-on appris mercredi auprès des services de la protection civile.

Les agents de la protection civile sont intervenus pour repêcher le corps de la victime qui a été transféré vers la morgue de l'établissement hospitalier de santé de proximité de cette commune.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête

pour déterminer les circonstances de cet accident. Ce cas de noyade est le deuxième du genre dans des bassins d'eau cette année dans la wilaya de Mostaganem, après celui enregistré en mars dernier où un enfant de 11 ans est mort dans la commune de Kheireddine.

Bouira

Carambolage sur l'autoroute, 10 blessés

Dix personnes ont été légèrement blessées mercredi suite à un carambolage de plusieurs véhicules sur la pente autoroutière de Djebahia (ouest de Bouira), selon les services de la Protection civile. «L'accident a eu lieu à 10h49 sur la pente autoroutière de Djebahia et sur la voie allant vers la capitale Alger et où des travaux de mise à

niveau du tronçon sont toujours en cours», a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la direction de la Protection civile de Bouira, le capitaine Rahmani Raouf. «Le carambolage a impliqué six véhicules légers, ce qui a causé des blessures de différents degrés à dix personnes», a précisé M. Rahmani.

Les unités de la Protection civile

de Djebahia et d'Aumar sont intervenues et elles ont évacué les blessés vers l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Lakhdaria.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet énième carambolage sur la pente autoroutière de Djebahia considérée comme un point noir à Bouira.

Djelfa

Sept blessés dans un carambolage

Sept (7) personnes ont été atteintes de blessures, mercredi matin à Djelfa, dans un spectaculaire carambolage impliquant quatre (4) véhicules dont un camion semi-remorque, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident est survenu au nord de Djelfa, sur l'axe de la RN 1 reliant Hassi Bahbah à Aïn Ouessara, au lieu-dit Gueltete Stel, lorsqu'un

semi-remorque chargé de bonnes de gaz butane vides est entré en collision avec un minibus, heureusement vide de passagers, et deux (2) véhicules touristiques, a-t-on précisé de même source. L'intervention prompte d'agents de la Protection civile, relevant du centre avancé de S'kiaâ et des unités secondaires de Hassi Bahbah et Aïn Ouessara, a permis la prise en charge des

sept (7) blessés, atteints de blessures diverses, dont trois (3) membres d'une même famille et un se trouvant dans un état critique, est-il signalé. Toutes les victimes ont été transférées vers le service des urgences de l'hôpital de Hassi Bahbah, alors qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cet énième sinistre de la route, a-t-on ajouté de même source.

Illizi

Collision entre deux véhicules, sept blessés

Sept personnes ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu mercredi dans le territoire de la commune d'In Amenas. La collision entre les deux véhicules de tourisme a fait sept blessés plus ou moins graves. Ils

ont été aussitôt admis aux urgences de l'EPSP d'In Amenas, a indiqué notre source. Une enquête a été diligentée par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de l'accident.

Education nationale : que va faire Benghebrit ?

Attendre et voir, ou passer carrément à l'acte quitte à faire fuir toute résistance au changement et déloger les forces obstinées.



Par El yazid Dib

Quel est le mal de notre école ? Qui le lui cause principalement ? Que doit-on faire et quelle thérapie lui doit-on prescrire ? Le mal de l'école n'est pas viscéralement dans ses classes ou ses préaux. Car il existe plusieurs écoles en face de celle dite publique. Il y a l'école de la famille, de la rue et du net. Chacune d'elles à ses modes d'emploi et ses emplois du temps. Si la famille ne s'oppose pas à faire don de son enfant, qui s'offre tout livré aux aléas des cages d'escaliers et des coins de rues malfamés, il n'est pas de l'apanage d'un enseignant de pouvoir le libérer de ce monde grandement cruel. Le temps qu'écoule l'élève dehors est plus important que celui qu'il consomme sur un banc. Le temps qu'il dépense face à son p'tit écran digital est plus long que celui qui devait le faire plonger dans un livre ou dans un cahier. Accaparé ainsi de toute part, l'élève ne peut avoir pour unique maman que Benghebrit. D'où la nécessité de dire que l'école est un tout. C'est une route, un quartier, une bande, un trottoir, un cybercafé, un stade... c'est dans tous les départements ministériels qu'elle trouver son authentique expression.

C'est facile d'emprunter le chemin de l'école. Mais il est difficile de se faire dedans. Quelle est cette école qui depuis l'arrivée de madame le Ministre n'a cessé d'accroître le souci des uns et aiguise la violence chez les autres ? En quoi la vision imprégnée par cette gentillesse - qui du reste ne reste qu'au plan de la projection- puisse-t-elle exacerber les débats et chuchoter l'incertitude ?

La fuite des sujets du Bac n'a pas encore livré tous ses secrets ni levé le voile sur ceux qui tapis à l'ombre des classes guetteraient la tombée de l'école et celle de son Ministre. Outre la crédibilité d'un tel examen pas comme les autres, produit divinisé, il est de la sienne d'en souffrir si la faute et l'erreur sont dans son camp et à nous tous d'en prendre conscience si l'intention de faire mal est une conspiration et une volonté délibérée. Ce sont en fait les enfants qui ont triché, parfois sous la bénédiction des parents si ce n'était sous leurs tacites ou expresses encouragements du moins leur passive complicité. La complaisance quasi-totale a fait le reste. Qu'envisage Madame le Ministre pour éradiquer cette attitude tricheuse et malhonnête, pour que l'examen redécouvre toute son auréole fanée par un saillant qui n'a pas décliné son identité ?

L'école n'est pas Benghebrit. C'est à la nation qui se cultive dans le champ des cartables à l'aurore des portails de faire émerger l'excellence et rabrouer l'imposture. Dans chaque écolier l'on suppose à bon ou mauvais escient trouver un futur gréviste, un coupeur de route, un mauvais citoyen ou un quart de responsable. C'est dire que l'école est une équation globale. Une espèce unique où vient s'exprimer l'ambition nationale. L'école algérienne a besoin d'un briseur de tabous, d'un combattant téméraire. Il n'ira pas loin s'il veut améliorer les choses d'une façon concertante qui comme à l'accoutumée entraînerait l'adhésion des acteurs et des protagonistes. Les têtes vont être coupées, des manuels déchirés, des leçons retirées. C'est à une révolution générale qu'il faudrait recourir pour sauver la chose du comportement acultural qui la mine.

Une année est finie par un examen trop controversé. Rien n'est insolite, rien n'est surprenant puisque l'objectif escompté ne provient pas d'un hasard ou d'une simple coïncidence. Des sujets qui s'enfuient aux autres qui sont inapprochables ; les avis ne sont que des éléments d'appréciation. L'essentiel était de faire partir la dame. Devant une telle imprudence, tout Ministre digne et responsable aurait sine-die présenté sa démission, si ce n'était ce dessein maléfique et pernicieux de vouloir la



faire déguerpir. Son maintien, étant certes du pouvoir discrétionnaire présidentiel était aussi une exigence sociale émanant du genre de ceux et celles qui aiment la beauté, le savoir et la modernisation. Il était question du devenir d'un pays en proie à toute sorte de prédation. On avait voulu construire le citoyen de demain dans la peau de l'enfant de ce jour par des matériaux moyenâgeux, obscurcis et borné à l'émeri. Il n'est pas du tout préconisé d'avoir une école laïque comme certains tentent de diffuser ce projet qui n'existe pas. La religion, voire l'islam fait partie de l'être national et l'écolier n'a pas besoin de maîtriser toutes les techniques rituelles de la grande ablution et de l'ensevelissement d'un mort. Il n'existe par ailleurs aucune exigence religieusement lâche de lui faire apprendre à cet âge là, les conditions légales du khol3 (une forme de dissolution du mariage qui intervient à l'initiative de la femme), bien au contraire l'islam lui apprend l'espoir, la bienfaisance, le bon sens, le bon comportement et les actes de solidarité et de tolérance.

Les caractéristiques de l'école étaient toutes à inscrire dans un registre de grogne, de colère et de grèves interminables. Du primaire au secondaire l'école n'avait pas l'air d'égayer ses classes. Dans ces situations de parodie et de zizanie elle était devenue presque une chose alarmante et mangeuse d'innocence. On n'espérait plus la voir amarrée aux nouvelles technologies de l'éducation ni accéder à la phase didactique de l'enseignement présentiel et dynamiser ainsi le distanciel. Restons là, faisons du sur place en attendant la résolution de tous les problèmes qu'invoquerait un corps en appétit incessant. Depuis, l'école tellement mise en débat contradictoire et suscitant d'innombrables appréhensions sur son devenir commence légèrement et avec sérénité à sortir de la tête de ce marasme qui a trop duré. Il est cependant primordial à l'amorce de cette saison de décliner en actions concrètes ce que va faire Benghebrit.

L'on ne doit plus se contenter des différents chantiers ou ateliers ouverts depuis le lancement de la réforme en 2001 inhérente à l'école et au système éducatif. Le but assigné était de faire émerger une école de qualité apte à faire hisser le pays au diapason des standards internationaux. Si pratiquement tout le monde était convié à mélanger ses pinceaux aux nuances qui allaient, croit-on faire naître une œuvre de dimension nationale, le travail était confié aux mains de ceux qui ont conçu l'école objet à reforme. L'on n'a point parlé des réalités qui s'exercent dans le quotidien scolaire. De la

phraséologie à l'euphémisme, passant par un académisme usuel, les « professionnels » imposaient l'avis au lieu de l'exposer.

Que va faire Benghebrit en matière d'école informelle ? La notion de l'informel pourtant n'échappe à nulle entreprise. Le ministère de l'éducation nationale n'a jamais été branché là dessus. Si ce n'était un vœu d'ouvrir un dossier par là, de créer une commission par-ci. Département non concerné, il semblait à l'époque s'atteler en vain sous la malhabileté pourtant d'une sommité à assainir le climat fétide qui gargarise l'école publique. Il subsiste un important marché scolaire informel dans le pays. Ces cours dits de soutien ou supplémentaires s'intensifient par habitude à l'approche des examens, mais l'on voit qu'ils démarrent avant même la rentrée scolaire officielle pour se perpétuer, le long de l'année. Une fournée d'apprenants rentre, une autre en sort. Ce sont des milliers de clientèles qui le font sans que l'école publique ne s'en offense ni se sent éclipsee. Les caves, les vieilles maisons en ruines, les garages bruts servent de lieux de faveur pour ce genre d'opérations commerciales au nom du savoir. Non déclarés, non assurés, mal hygiéniques, manquant de salubrité, ces lieux concurrencent en silence l'école qui se fissure au jour le jour par ceux-là même qui ont en le gardienage. Ce qui attend la dame c'est d'abord d'assurer l'élève demandeur de ce type de complément d'enseignement en lui formant son besoin par la machine scolaire publique. Le défi c'est aussi de ne plus laisser l'élève sous la contrainte de croire que sans cet enseignement extérieur le succès n'aura pas lieu. Cassez cette conviction par la prise en charge de ce besoin par l'école publique est une responsabilité institutionnellement étatique.

En plus des carences nombreuses et diverses relevées dans l'aboutissement idéal d'un programme appelé à faire immédiatement sa mue, les grèves incessantes et les revendications syndicales hors cadre envenimeraient le climat déjà ranci d'une école en état de sinistre. L'on a un peu réussi durant l'année écoulée à faire tout de même taire cette grogne. Le recrutement massif opéré dans l'éducation devra obtenir un résultat plus reluisant. Ainsi seul le mérite peut constituer une rampe vers la noble mission d'enseigner.

Ce temps devra permettre sans grève de ressasser la réflexion et peut-être d'engager clairement la mise en œuvre effective de l'énième « réforme ». Ce sont en fait les écoliers, les collégiens et les lycéens qui en pâtissent. Ils sont épisés et vite interceptés par l'oisiveté et la dé-

perdition scolaire. L'école à sa cadence actuelle ne peut à peine de rendre fous, enseignants, élèves, parents d'élèves, continuer à régenter à l'humeur d'un pouvoir occulte ou au vœu de fédérations en mal de positionnement et ainsi gager le destin de descendances croisées. Ainsi Benghebrit continue à afficher sa certitude que la principale préoccupation demeure l'amélioration à de la fonctionnalité pédagogique des programmes d'éducation. Il était judicieux pour permettre de relever un tel défi de trouver le cadre adéquat et de s'investir dans l'ère numérique loin de toute suppuration idéologique ou métaphysique de tout bord. L'aliénation mentale est la pire pathologie pour une école qui veut sortir de l'inertie. Pour ce qui est de la langue, il n'est pas de la densité personnelle pour une langue ou une autre de vouloir venir et l'imposer sans égard au développement des sciences et des technologies. On n'apprend pas le chinois par l'arabe ou l'arabe par la dardja. Chaque langue possède ses propriétés et évolue dans un parcours de vitalité et de phénomènes universels. Chaque matière a ses propres outils valables et promouvables pour éviter les conflits linguistiques. C'est à un objectif global et neutre que doit s'astreindre la planification liée à la pratique des langues appelée à écarter tant les frustrations que les passions. Personne n'est plus croyant ou plus nationaliste que l'autre.

Ce qui attend Benghebrit, c'est le comment faire pour faire davantage aimer le pays à ses enfants. Le nationalisme est cet amour de la patrie dont l'on ne doit pas l'amarre à des noms de responsables, des comportements de barbouzes ou à des scandales sans cesse révélés. La patrie ne s'identifie pas à un poste ou une charge publique. L'on a tous tendance à avoir vu de l'insouciance à l'égard de nos repères fondamentaux. Le drapeau national est devenu un fanion à arborer lors des matchs de football. L'on tergiverse sinon l'on balbutie à peine le nom de nos héros. Nos écoliers n'accordent pas trop d'intérêt aux fonds des leçons d'histoire plus qu'ils ne le font aux quotités de notes à en obtenir.

Sur un autre plan, l'école doit recouvrer son caractère républicain. Une institution où la morale et ses valeurs sont certes de mise mais éloignées des diktats d'une certaine morale à imposer par le traumatisme et la menace. Voiler l'école à son innocence c'est violer ses vertus.

De mon mur Facebook, tout mon monde appelle à revenir à l'école d'hier. Cette école où le respect de l'instituteur et la discipline de l'écolier, l'assiduité et la persévérance des deux et la quête du savoir étaient des critères religieux.

Sachez M^{me} la ministre que toutes celles et tous ceux qui ont à cœur l'avenir de l'Algérie sont à vos côtés !

Par Abdelkader Khelil*

Il est tout à fait rassurant, qu'au plus haut niveau de l'État l'on puisse, enfin, admettre, que l'école du « parcoeurisme » et des générations de récitants, dressés et formatés souvent en marge des programmes officiels, dans un esprit de soumission à l'ordre établi, est loin d'assurer un avenir et une situation prospères à nos enfants, dans un monde, de plus en plus, attentif aux libertés individuelles et collectives, un monde régi par la recherche de nouveaux acquis et performances scientifiques et technologiques. Cette vérité, longtemps occultée comme un secret de polichinelle, méritait, pourtant, qu'elle soit fortement soulignée et rappelée. Cela a été fait par le Premier ministre à l'occasion du conclave des cadres de l'Education nationale et c'est là, certainement, un point positif qui a eu le mérite de suggérer, par la suite, sur initiative de M^{me} la ministre, l'ouverture d'un large débat interactif qui a permis à l'ensemble des acteurs du système éducatif de s'exprimer et de donner leurs points de vue !

Comment en serait-il autrement, lorsqu'on sait que l'école, cette « citadelle républicaine », censée dispenser le savoir et la science, a été prise d'assaut et squattée pendant des décennies par des indus occupants, aux idéologies malsaines, sous couvert de la défense de l'identité et des « constantes nationales ? C'est ainsi, qu'à défaut de former et de produire des élites en nombre suffisant et selon les standards internationaux avérés, notre société ne pouvait être qu'en retard par rapport aux autres pays dans sa quête vers le progrès, d'où l'incertitude quant à son arrimage dans l'évolution de son siècle. Oui, il faut le dire très franchement et sans détours, la conspiration pour ne pas dire l'attaque contre l'école de la citoyenneté, a commencé très tôt. Cette stratégie d'entrisme puis de « purification » du corps social, dans la perspective de sa soumission et son asservissement, a atteint le stade de l'irréversibilité, avec le coup de force opéré par les ennemis du bilinguisme et de la nécessité d'élever le niveau des enseignants en langue arabe pour parvenir à un niveau supérieur de formation nationale, lors de l'éviction de Mostafa Lacheraf « Allah yarhmou », cet honorable ministre de l'Education, homme d'État émérite, sociologue et historien auteur de l'ouvrage : « Des noms et des lieux, Mémoires d'une Algérie oubliée », qui scrutait, avec objectivité et un esprit d'analyse, toujours critique et scientifique, les entrailles de cette Algérie profonde, pour mettre en valeur les diversités de notre pays-continent et de notre identité plurielle, longtemps perçue comme objet de division et non, comme une richesse nationale insoupçonnée et un atout important pour la construction d'une société durable et consensuelle.

L'école à laquelle rêvait cette illustre personnalité, cet authentique intellectuel et militant des causes justes, était celle de l'esprit cartésien, du travail continu et de l'excellence. Cette école avait pour objectif, la formation dans le bilinguisme, des femmes et des hommes acquis à la cause de la citoyenneté, dotés d'une personnalité authentiquement algérienne, d'un esprit d'analyse et de synthèse, cette chose formidable qui malheureusement, a quitté nos espaces du savoir et de la connaissance. L'école de ce grand Monsieur, auteur de cet autre ouvrage sur : « L'Algérie : nation et société », n'avait rien à voir avec celle préconisée et défendue par des esprits « mutants » et « moyenâgeux » devenus par la suite des intégristes radicaux de toutes tendances et options confondues qui vous mettent les « bâtons dans les roues », vous causant bien du souci, parce que

Dans la nouvelle civilisation de ce 21^{ème} siècle qui repose, plus que jamais, sur la culture, la connaissance et le savoir, les sociétés qui, travaillant pour le présent et l'avenir de leurs populations, et qui cherchent à donner un sens à leur existence, en contribuant à la construction d'une prospérité pour toutes et pour tous, savent que l'avenir de leurs générations futures ne tient qu'à la qualité de leur éducation et de leur formation, pour acquérir et maîtriser les arts et les métiers qui les mettront dans le chemin vertueux du progrès.



cherchant à entraver vos actions et celles de la communauté de l'éducation encore saine et préservée de la volonté néfaste d'instrumentaliser l'école à des fins idéologiques et politiques passées.

Quel dommage pour l'Algérie d'avoir été déviée, si prématurément de son élan et de sa trajectoire vers le progrès, dès la fin des années 70 ! Elle aurait pu être, sans l'effet maléfique de ces apprentis sorciers, d'un niveau tout au moins égal à celui de la Turquie, de l'Espagne ou du Portugal d'aujourd'hui, si son intelligentsia, n'avait pas été marginalisée, discriminée et muselée, comme pour retarder l'émancipation de notre société, dont le statut a été réduit à la seule fonction de voter et d'applaudir, ceux qui veillent à sa destinée, sous la bénédiction de l'État providence dévoyé ! Oui ! L'histoire retiendra que ce sont ces gens à l'esprit perfide, qui ont été, de tout temps, la source des malheurs de notre Nation et son cauchemar ! De par leur faute, et non celle du corps enseignant, devenu ce « mouton noir » qu'on accuse à tort et à travers, notre système éducatif est malade à en mourir, d'où l'urgence de procéder à sa réanimation, et c'est ce que vous tentez, avec beaucoup de courage et d'ab-

négation de faire, M^{me} la ministre, dans un climat des plus hostiles, sans ménager vos forces et votre volonté d'agir, qualités que vous reconnaissent bon nombre de nos concitoyennes et concitoyens, et pas seulement les parents d'élèves !

À la différence de vos nombreux prédecesseurs, vous avez compris que la restauration matérielle de l'école ne saurait suffire à elle seule ! Oui ! L'école sinistrée n'est pas seulement une affaire de déficit en classes, en cantines, en chauffage, en transport, ou de disponibilité d'ouvrages et de postes budgétaires, comme précédemment rabâché, à chaque rentrée scolaire, masquant ainsi l'ampleur de l'échec et du naufrage de notre école ! Si ce n'était que cela, l'on peut dire sans hésitation, que ces insuffisances matérielles peuvent être comblées, dès lors que des programmes ambitieux sont déjà en voie d'achèvement ou en cours de réalisation ! Le problème est malheureusement plus profond, c'est celui d'un système éducatif naviguant à vue, par touches successives, sans stratégie claire, sans cap ni horizon et qu'on rafistole régulièrement tel un mur de façade, sans prendre le soin de consolider ses fondations et sa supers-

tructure. Il est à vrai dire, celui de l'absence d'un projet de société qui ne relève pas de votre seule volonté, et sans lequel notre système éducatif continuera à évoluer dans l'incertitude du lendemain, malgré tous les efforts entrepris.

Oui ! Il faut être sérieux dans notre évaluation, parce que les gens ne sont pas dupes ! Il s'agit de l'avenir de nos enfants et du devenir de notre société et notre jugement doit être, par conséquent, impartial. Dans la réforme du système éducatif que vous menez, tout doit commencer par cette question que nous devons nous poser à haute et intelligible voix, et sans aucune arrière-pensée : quelle école voulons-nous bâtir et pour quelle société de demain ? Pour y répondre correctement, il s'agira de mettre les intérêts des générations futures au-dessus de toute considération conjoncturelle ou politique, en sachant que c'est la configuration du monde de demain, qui déterminera les contours du projet de l'école à laquelle aspirent tous les parents soucieux de donner à leurs enfants, la meilleure éducation possible.

Suite en page 8

Sachez M^{me} la ministre que toutes celles et tous ceux qui ont à cœur l'avenir de l'Algérie sont à vos côtés !

Suite de la page 7

Dans un article, paru sur 'Le Quotidien d'Oran', le 27 août 2013, j'avais évoqué, non sans une réelle nostalgie, je dois l'avouer, cette école d'hier que je qualifiais comme celle de la citoyenneté et celle d'aujourd'hui, de nos espoirs déchus, sans en faire, pour autant, un conflit de générations, juste pour donner une idée, à nos enfants sur ce qu'était l'école de leurs parents. Il est bien évident qu'après cela, il fallait, cette fois-ci, parler de l'école de demain qui devra réservier à nos concitoyennes et à nos concitoyens une place honorable, dans un monde fait de compétitivités, de stimulations et de challenges. Cette école à laquelle aspire toute société déterminée à se frayer un chemin dans la voie du progrès, est déjà aujourd'hui, celle de ces pays qui ont atteint le stade de la performance et de l'excellence.

C'est dire tout le retard que nous avons pris sur les autres et tous les efforts et les moyens qu'il faudra consentir et mobiliser, pour tenter de corriger la trajectoire de notre système éducatif, non pas seulement par l'allègement du poids du cartable - ce qui relève tout simplement du bon sens - mais surtout, par la recherche d'un meilleur fonctionnement et de meilleures performances, ce à quoi vous vous attellez, depuis votre arrivée à la tête de ce ministère.

Chercher à comprendre les secrets de la réussite des autres, c'est espérer pouvoir en tirer quelques enseignements utiles qui puissent éclairer les décideurs en charge de ce dossier vital pour l'avenir de notre société. Alors, bien sûr, vous avez sans aucun doute, été amenée à vous poser toutes ces questions qui viennent à l'esprit des gens soucieux d'un avenir meilleur pour leurs progénitures ! Qu'avons-nous fait pour nos enfants pour mieux les accompagner et les préparer dans cette perspective d'un monde fait de compétitions, sans merci, où ne seront à l'aise et capables de survivre que ceux qui auront fait de l'acquisition du savoir et de la connaissance leur credo ? De quel legs pourront-ils se prévaloir à l'avènement de l'ère post-pétrole ? Avons-nous suffisamment cogité et concocté pour eux, un projet d'avenir qui puisse les prémunir de la cruauté d'un monde où il n'y aura guère de place pour ceux, qui comme nous, « assis tailleur » se contentent de contempler le firmament, tout en ayant déjà consommé en rentiers invétérés les richesses, pourtant limitées et fragiles, de notre sous-sol ?

Dans notre inconscient collectif et plus par impuissance, nous nous remettons, chaque fois, à Dieu, en répétant à l'unisson : « likhlag ma y dayāa » à défaut d'assumer correctement notre responsabilité à l'égard de nos progénitures, comme si nous étions absous de nos fautes et dispensés de tout effort, dès lors que nous disposons de cette illusion de bien-être qui entretient notre paresse atavique et notre vanité. Alors oui, M^{me} la ministre si c'est ainsi que vous vivez l'école, vous avez mille fois raisons de ne faire aucune concession aux adversaires de l'école du savoir, de la science et du progrès, lorsqu'il s'agit de préserver et de construire l'avenir de nos enfants dont nous sommes toutes et tous complices ! Nous sommes à vos côtés ! Vous avez raison et votre démarche est la bonne ! Cette question déterminante pour l'avenir de notre pays, à l'instar de bien d'autres, est trop sérieuse pour qu'il soit possible d'emprunter indéfiniment ce type de raccourci qui fait référence aux seules normes et règles basées sur le spirituel, le sacré et la religion, le plus souvent mal assimilée et mal interprétée ! C'est trop facile ! Ce n'est là qu'une fuite en avant et une forme de démission face à la difficulté d'affirmation de notre véritable personnalité par le travail et l'intelligence

ce et non pas, par la distribution d'une rente au demeurant éphémère !

« Dieu donne sa nourriture à chaque oiseau, mais il ne la jette pas dans le nid », dit le proverbe chinois. Alors, quelle que soit notre façon de voir les choses et d'appréhender les intérêts présents et futurs de nos enfants, l'on doit comprendre définitivement, que l'avenir de toute Nation, digne de ce nom, se conçoit in-situ, à partir : d'une vision stratégique sur le long terme, d'une dose de génie et d'intelligence dans le management des affaires publiques, d'une gouvernance appropriée et d'une somme de labour individuel et collectif. Ce sont-là les ingrédients qui font la différence entre ceux qui avancent et ceux qui reculent tout en feignant de « travailler », pas plus de vingt minutes par jour ! Oui, il faut le dire et le répéter, autant de fois que nécessaire et sans craindre l'overdose, « il n'y a point de vent favorable pour ceux qui ne savent pas où ils vont » ! Même qu'à bien y réfléchir, il est à craindre que nous allons droit contre le mur, s'il fallait comme par le passé, se satisfaire de notre indigence culturelle, des médiocres résultats d'un système éducatif fait de cartables lourds, d'idées courtes et de chantages pédagogico-idiologiques, à répétition, tout au long de l'année, alors que l'école a maintes fois été diagnostiquée comme étant en faillite et/ou sinistrée.

C'est pourquoi, nous ne devons plus avoir peur d'engager, avec résolution et suite dans les idées,² de véritables réformes pour renflouer et remettre sur pied ? l'école du savoir universel, et nul n'a le droit de prendre nos enfants en otages ! Nous devons appliquer la loi, dans toute sa rigueur, pour combattre, sans complaisance, la violence instaurée dans cette institution pourtant républicaine. Il faut le dire et le redire autant de fois que nécessaire ! Tout commence et finit par l'éducation, et l'école doit être la première priorité parce qu'elle est l'indicateur majeur qui donne le sens de la mesure des actions entreprises par les pouvoirs publics, pour faire en sorte que le rêve d'une nation déterminée à s'en sortir (si elle le souhaite bien évidemment) puisse devenir la réalité de demain. Il faut avoir le courage de l'affirmer, tout de go ! Le problème de l'école réside dans l'absence d'un projet de société clair et tout doit commencer par la réponse apportée à cette question qu'on doit se poser à haute et intelligible voix et sans aucune arrière-pensée. Quelle école voulons-nous construire ; conforter, accompagner et développer pour la société de demain ? Oui ! C'est la configuration du monde de demain qui déterminera les contours du projet de l'école à laquelle aspirent tous les parents soucieux de donner à leurs enfants la meilleure éducation possible. Cette école de la compétitivité, de l'excellence et du challenge, celle à laquelle aspire toute société déterminée à se frayer un chemin dans la voie du progrès, est celle qui sied le mieux aux intérêts des générations actuelles et surtout futures.

C'est à partir de là que tout le reste pourra se décliner et se mettre en place : la nature et les volumes des programmes pédagogiques appropriés, les profils et le niveau de formation du corps enseignant et son évaluation périodique, la gestion administrative des carrières, le système d'orientation et de conseil des élèves, en fonction de leurs capacités intrinsèques, réduisant, ainsi, le fort taux d'échecs scolaires, etc. ... Mais après tout, y a-t-il une vie qui vaille bien la peine d'être vécue sans peurs et sans risques ? Avoir peur de ne pas être à la hauteur de la tâche et des défis est la base de toutes nos peurs. Certes, avoir peur de l'échec est un sentiment tout à fait naturel ! Mais laisser cette peur nous tétaniser, inhiber toutes nos initiatives et empêcher la réalisation des rêves d'une nation qui aspire au progrès et à la prospérité partagée est une véritable tragédie et catastrophe. Alors, c'est au niveau de l'école que doivent être apportés et au plus vite, les correctifs in-

dispensables et nécessaires. Nous disposons, en ces centaines de milliers de licenciés, actuellement en situation de précarité (dépendant du filet social ou chômeurs), et ceux à venir, d'un formidable vivier en ressources humaines, dans lequel nous pouvons puiser. Ce potentiel appréciable est l'atout majeur de l'école de demain, une école qui pourra se doter de véritables instituteurs, de professeurs, d'inspecteurs, de conseillers pédagogiques et de gestionnaires, en tout genre, pour peu que l'on assure leur mise à niveau et leur recyclage. Cela pourrait se concevoir, dans le cadre d'une formation complémentaire, de deux années, tout au plus, pour ces centaines de milliers de jeunes licenciés, qui doivent disposer de connaissances solides dans les domaines de la pédagogie, de la psychologie des enfants et des adolescents, de l'anthropologie et de l'histoire, des langues, des mathématiques, des sciences de la communication et du management.

Cela pose, bien évidemment, la question fondamentale de la revalorisation pédagogique des écoles normales supérieures et leur redéploiement aux échelons régionaux (Sud, Centre, Est et l'Ouest). L'on doit, aussi, songer à mettre en place un système rigoureux d'orientation, dès le C.E.M., afin de déceler ceux parmi les élèves qui ne disposent pas de grandes aptitudes et de motivation pour la poursuite de longues études, tout en ayant des prédispositions à apprendre un métier, non pas uniquement de façon théorique, en face d'un tableau noir, mais surtout en ateliers d'exercices pratiques avec de vrais enseignants, comme il en existe partout dans le monde, en Allemagne, en France, en Espagne, en Turquie, en Syrie, en Egypte, au Maroc, en Iran et dans d'autres pays, ce qui pose avec acuité, la nécessité de procéder à la réouverture et au fonctionnement des lycées et établissements de formations agricoles et techniques tels qu'ils ont existé, dans la plupart des wilayas, dans les années 80.

C'est aux coopérants originaires de pays à la pointe de la formation professionnelle qu'on devrait faire appel, pour non seulement recycler le corps enseignant de nos centres de formation professionnelle, mais aussi, pour encadrer convenablement les jeunes en apprentissage, qui doivent, aussi bénéficier d'un présalaire, afin qu'ils puissent songer uniquement à leurs études. Oui ! L'école a un contentieux, pour ne pas dire une dette à régler à la rue qui a accueilli des milliers d'élèves qu'elle n'a pas su intéresser, motiver et retenir jusqu'au terme des cursus d'enseignement et de formation. C'est là, Madame la ministre, la responsabilité de toute une équipe gouvernementale qui se doit de vous soutenir ! Dites-le haut et fort afin que tout un chacun le sache ! La récupération de ces centaines de milliers de jeunes par les différents dispositifs d'apprentissage, sans cesse revisités, aux plans de leur contenu pratique et de leurs mesures incitatives, est le premier pas à faire en direction de l'école de la « deuxième chance ».

Il faut, aussi, dire que la notion de réussite est tout à fait relative et quelle est multiple ; elle peut-être, de types intellectuel, professionnel, sportif ou artistique. C'est à chacun selon son rythme, son potentiel et selon ses aptitudes, d'où la nécessité de mettre en place un système performant d'orientation, à partir du collège. Il s'agit de distinguer les élèves qui doivent aller en formation professionnelle, de ceux aptes à poursuivre des études universitaires et les surdoués qu'on devra orienter vers les écoles d'excellence, et notamment les écoles normales. Force est d'admettre, que la question de l'orientation scolaire pose avec acuité celle de l'interdépendance du couple Education/Formation professionnelle, d'où la nécessité de domicilier les fonctions de l'éducation nationale, de formation et de l'apprentissage au sein d'une même structure ministérielle. Cela pré-

sente, pour le système éducatif et de formation de demain, l'avantage de gagner, en cohérence et en efficacité, par la mutualisation et la rationalisation des moyens disponibles et/ou à mobiliser ...

C'est là, une manière de soustraire la grande majorité des jeunes, en échec scolaire, aux risques encourus à cause des activités informelles, souvent génératrices de tous les dangers. Oui, « à qui sait attendre pour mieux apprendre, le temps finira par ouvrir ses portes » ! C'est vrai, aussi, que comme dit le proverbe, « avec le temps et la patience, la feuille de mûrier devient de la soie ». C'est de cette manière, et seulement de cette manière que les jeunes, convenablement formés et orientés, à partir du collège, finiront par se rendre compte, que les statuts de maçon, carreleur, restaurateur de sites et monuments, peintre, charpentier, plombier, menuisier, ébéniste, électricien, frigoriste, boulanger, ferronnier ou de tout autre artisan, sont dignes d'être acceptés car suffisamment valorisants et motivants. Il n'y a pas de sous métier, lorsque le cœur est mis à la besogne ! Ce n'est que dans le contexte de cette démarche saine qui donne un sens à l'effort, que l'ANSEJ, le CNAC et les banques pourront apporter efficacement, leur contribution à la construction d'un avenir possible, pour nos jeunes, en les aidant à acquérir les équipements, selon la formule du leasing, et les locaux nécessaires pour accueillir leurs activités. Il s'agit de faire du triptyque : éducation, formation, emploi, l'ossature véritable de notre nouvelle politique de développement, à moyen et long termes. C'est justement dans cet état d'esprit qui doit être celui de l'équipe pluridisciplinaire que vous coordonnez et animez M^{me} la ministre, avec ténacité, abnégation et courage que vous pouvez résister à cet environnement connu pour être hostile à toute réforme du système éducatif. Par votre persévérance vous avez marqué des points, en cassant bien des tabous à la peau dure, d'où les coups nombreux qui vous furent assenés et dont vous vous êtes, à chaque fois, relevée avec toujours plus de détermination, en « Fahla », tel ce roseau de la fable de Maître Lafontaine, qui plie parfois par souci tactique, mais sans jamais casser ! Cela montre, si besoin est, que la gestion de ce secteur stratégique et sensible reste une affaire de spécialistes, comme vous l'êtes en sociologue de l'éducation ayant dirigé, il n'y a pas si longtemps, avec brio, le Centre de Recherche en anthropologie sociale et culturelle et sa revue scientifique de notoriété internationale, 'Insaniyat'.

Merci à vous, madame la ministre ! Vous honorez notre pays ! Vous méritez tout notre respect pour tout ce que vous avez pu entreprendre jusqu'à présent, là où vos prédécesseurs ont lamentablement échoué pour des raisons diverses. Vous êtes pour moi, la digne héritière de notre grand maître Mostafa Lacheraf ! De là où il est, il ne pourra qu'être fier de vous, lui qui a été un fervent et admirable défenseur de l'école du savoir, des sciences et de l'effort continu ! Que Dieu vous préserve du mauvais œil, afin que vous puissiez garder la même fougue et la même ardeur au travail, qualités que nul ne peut vous enlever ! Vous avez droit à tous nos égards et à toute notre considération, nous qui sommes du côté des responsables et cadres qui veulent travailler et consacrer leur temps pour construire et faire avancer notre société, même si de façon symbolique, faut-il le déplorer, eu égard aux nombreux embûches qui jalonnent le chemin, long et tortueux, restant à parcourir, pour atteindre l'objectif visé ; une société digne de ce nom, articulée autour d'une école des sciences et des lumières, et non autour de l'échec et de la régression, que d'aucuns ont pu trouver féconde, un certain jour. Alors oui ! Nous sommes à vos côtés, n'en déplaise aux esprits détracteurs !

*Professeur

C'est l'Aïd, faites vos courses, rien ne va plus!

Par Cherif Ali

Les familles algériennes, hantées par le spectre des fermetures des commerces pour cause d'Aïd, essayent d'anticiper au mieux les manques à venir. Elles font leurs courses une semaine à l'avance, pour stocker tous les produits possibles notamment le pain et le lait !

Il faut dire que les fêtes algériennes dans la capitale et la majorité des grandes villes d'Algérie sont, toujours, synonymes de disette et de privations, en raison du diktat des commerçants qui font fi de l'intérêt général et de la réglementation qui les oblige à ouvrir leurs commerces pendant ces journées précises.

Le ministre du Commerce qui, pour la circonstance, sera sous les feux des projecteurs, affirme avoir mobilisé plus de 32.000 commerçants pour l'occasion ; il vient, une fois encore, de rappeler qu'il « durcirà » les sanctions contre les commerçants réfractaires qui ne respecteront pas « l'obligation de permanence » ! « Nous serons intraitables avec ceux qui ne suivront pas les consignes d'ouverture de leurs commerces pendant l'Aïd », a-t-il dit.

Les Algériens ne sont pas dupes pour autant, eux qui ont eu à le constater à leurs dépens pendant les fêtes religieuses qui se ressemblent dans ce qu'elles induisent comme nuisances : villes mortes, boulangeries, restaurants et cafés fermés, absence de fruits et légumes, indisponibilité des médicaments et des transports, notamment.

Pourtant, la loi est claire : en cas de fermeture non réglementée du commerce concerné, c'est la fermeture des locaux pendant un mois assortie d'une amende !

En vertu de ce texte réglementaire qui définit les conditions d'exercice de l'activité commerciale, les commerçants sont tenus de respecter les conditions de permanence durant les jours fériés pour assurer un approvisionnement régulier des citoyens, en marchandises et produits de large consommation. En plus, les listes des commerçants concernés par cette permanence sont arrêtées et affichées sur les places publiques de chaque commune, pour mettre le citoyen au courant des commerces de permanence, le jour de l'Aïd.

Tout cela, en fait, participe de la théorie dès lors que la réalité sur le terrain est autre !

Boulangeries, restaurants, cafés et épiceries spécialisées en alimentation générale ferment boutique «en raison de l'indisponibilité des employés et aussi parce que nous ne pouvons pas obliger ces derniers à travailler le jour de l'Aïd et les empêcher, ainsi, de passer les fêtes avec leurs familles!», affirment les gérants de ces commerces !

Certaines pharmacies baissent rideau pendant l'Aïd, mais pour une toute autre raison liée à «l'absence de sécurité», disent les gérants des officines.

A l'évidence, il manque un effort d'exploration concernant les causes profondes de cette situation qui se répète, bon an, mal an, à chaque fête religieuse.

Le ministère du Commerce, principal responsable du non-respect de l'obligation d'ouverture des commerces et de la permanence dont il a, lui-même, fixé les règles, ne réussit toujours pas à s'extraire de la méthode Coué : «l'État va sévir, on sera sans pitié avec les contrevenants».

Les commerçants, notamment ceux chargés d'assurer la permanence sont pointés du doigt : vont-ils passer outre ou obtempérer aux menaces des pouvoirs publics ?

La question risque, encore une fois, de faire polémique au vu de toutes les affirmations des responsables qui vont s'exprimer, a posteriori, et prétendre que tout va bien dans le meilleur des mondes, très

Tous les ministres du Commerce, de l'indépendance à ce jour, ont dit vouloir prendre en charge ces fermetures récurrentes des commerces à la veille de chaque fête religieuse. Pour y laisser en définitive la preuve de leur inefficacité et de leur perte de crédibilité !

loin de la triste réalité vécue par les Algériens. L'Union générale des commerçants et artisans algériens, impliquée également dans cette affaire, va certainement se «fendre» d'un appel pour le respect de l'ouverture des magasins et de la permanence imposée aux commerçants ; elle avait présenté à l'époque une proposition de loi portant organisation de l'activité commerciale et la réglementation du secteur des services. La non-définition des horaires d'ouverture et de travail, y compris par alternance, en période de fêtes, a laissé le champ libre aux commerçants qui ont imposé leur propre loi, ouvrant et fermant leurs magasins au gré de leur humeur. La proposition de l'UGCAA est restée en l'état, ce qui ne la dédouane aucunement, elle qui n'a qu'une faible emprise sur ses adhérents ! Sa responsabilité est engagée, au même titre que le ministère du Commerce, coupable de n'avoir pas déjà sanctionné sévèrement, comme il l'a prétendu, les 270 commerçants défaillants de l'année passée. C'est cette impunité d'ailleurs qui va, selon certains, encourager d'autres commerçants à récidiver dès ce lundi.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a voulu, pour sa part, marquer sa différence ; il a instruit les walis pour prendre en charge les problèmes récurrents des citoyens qui reviennent à chaque rentrée. Un responsable local, a-t-il besoin, toutefois, des consignes du ministre pour mener à bien sa mission, se sont interrogés certains ? Apparemment oui, d'où le sens à donner à l'instruction de Noureddine Bedoui, qui sonne comme un désaveu des walis. L'instruction du ministre a listé plusieurs points noirs récurrents où la rentrée scolaire et la rentrée sociale se sont taillé la part du lion.

Elle a fait l'impasse, toutefois, sur «le ramassage des ordures ménagères» dont le plus gros serait constitué par les déchets conséquents à l'abattage des moutons.

Une omission qui va, peut-être, obliger le ministre à signer une «instruction bis» pour obliger les responsables des collectivités locales à s'acquitter de cette mission de «service public».

se au demeurant; elle mériterait d'être concrétisée, à condition d'associer les banques aux projets des «apprenants» pour les aider à démarrer leur entreprise, une fois le diplôme acquis.

Il faut dire aussi que l'essentiel de la population ouvrière pour ce qui est d'Alger, par exemple, vient des autres régions du pays, de l'Est et de la Kabylie. Et même les familles qui sont originaires de ces wilayas, préfèrent passer l'Aïd loin de la capitale. Alger, tout comme Oran, Annaba ou encore Constantine ont une composition sociologique différente des autres grandes métropoles. C'est ce brassage qui fait que ces villes se vident de leurs habitants, à l'occasion des jours fériés et présentent l'image de villes désertes. Des villes où les rares taxis sont pris d'assaut. Globalement, si le transport inter-wilayas fonctionne, peu ou prou, durant les fêtes religieuses, les bus privés qui assurent les liaisons urbaines restent au garage. Pas de recours possible des usagers en l'absence de contrôle sur le terrain !

Sans forcer le trait, c'est la triste situation pour l'Aïd ! Le consommateur, de manière générale, ne défend pas ses droits, dit-on, et les commerçants se disent «chez eux» et ne respectent pas les clients. L'État ne fait rien ou presque, pour faire respecter les règles et les lois. Chacun y va de sa lecture de la notion de service public, notion tellement galvaudée qu'elle a perdu tout son sens.

On se renvoie la balle : le ministère du Commerce, accusant tantôt celui de l'Agriculture, ou même les Collectivités locales, et à tout ce beau monde de pointer du doigt les consommateurs «incapables, selon eux, de discipliner leur boulimie et de stopper leur frénésie d'achats».

Mais, c'est bien connu, le décalage de la société algérienne avec les normes élémentaires universelles est si large que les replâtrages, aussi savants soient-ils, ne suffiront pas à déraciner un mode de vie devenu le dogme de tout un peuple !



C'est la rentrée. Il faut être positif, il faut avoir la pêche et arrêter de se plaindre. Après tout, l'Algérie ne va pas si mal.

L'Algérie ne va pas si mal



Par Abed Charef

Positiver. Il faut poser. Regarder le verre à moitié plein, plutôt que le verre à moitié vide. Parler des médaillées de Toufik Makhloifi, plutôt que de la polémique qu'il a provoquée.

Evoquer, à longueur d'année, ces plaies de l'Algérie que sont la corruption, la mauvaise gestion et les gaspillages, n'est pas très productif. Ça peut même participer à une sorte d'œuvre de démoralisation collective. Ressasser, chaque semaine, ces défaillances qui s'apparentent à des crimes, rappeler ces échecs répétés dont personne ne veut tirer les leçons, insister, dans chaque écrit, ces solutions qui font consensus mais qu'aucune institution, ni aucun responsable, n'ose engager, revenir chaque semaines sur ces situations absurdes, comme celle d'un chef d'Etat totalement absent : tout cela ne mène nulle part. Ça démoralise, ça relève d'un nihilisme destructeur, et ça ne règle rien, dit-on.

D'autant plus que de belles choses se font dans le pays. Pourquoi ne pas les voir ? Pourquoi ne pas évoquer cet immense effort dans le domaine du logement, qui serait sur le point de débarrasser l'Algérie de ses bidonvilles ?

Pourquoi évoquer la baisse alarmante de la production de céréales, et oublier que le pays produit tellement de pomme de terre qu'il ne sait plus quoi en faire ?

Pourquoi insister sur un conseil des ministres qui ne se réunit pas et oublier que le pays est doté d'un parlement parmi les plus marqués par la présence de femmes, même si leur présence demeure symbolique ?

Stabilité

Et puis, dit-on, même à mième de ce pénible quatrième mandat, l'Algérie reste relativement stable, avec une sécurité largement assurée, dit-on. Parmi les pays qui, entre les années 1960 et la fin de la guerre froide, ont refusé de se mettre sous la bannière des Etats-Unis, l'Algérie est le seul pays à ne pas avoir sombré. Libye, Irak, Syrie, Yémen et Palestine sont à genoux, sur le point d'être démembrés. Mais l'Algérie résiste. Elle a tenu le coup, elle a passé le cap le plus difficile, elle aurait simplement besoin de temps pour se reconstruire. Elle fait des choses immenses dans de nombreux domaines. Tiens, prenez le secteur automobile : l'Algérie est déjà en train de lancer la base d'une industrie locale, elle a divisé par quatre ses importations de véhicules. Elle s'apprête même à lancer un nouveau modèle économique, selon M. Sellal.

En admettant qu'il s'agisse là de prouesses -les économistes vont sourire en évoquant le nouveau modèle économique-, il faudrait rappeler deux évidences : d'abord, un dirigeant qui accomplit une œuvre positive n'a pas à être félicité. Il aura simplement « fait le job », ou, au mieux, il accomplit

une promesse électorale. Il en sera remercié lors de l'élection suivante, si élection il y a.

Ensuite, l'expérience récente du pays a montré qu'un pays n'est pas riche seulement de son industrie et de ses usines, encore moins de son pétrole; il est riche par le savoir, par ses institutions, et par les règles en vigueur dans le pays, des règles auxquelles tout le monde est soumis, du chef de l'Etat au chômeur. Et en Algérie, c'est précisément l'échec institutionnel et moral qui devient la principale source d'inquiétude.

Paralysie des institutions

Sur ce terrain, l'affaire Dounia Parc a encore montré le gouffre dans lequel était plongé le pays. Un ministre de la république révèle une grave affaire de détournement dans la gestion d'un bien public. Quelles que soient les raisons qui l'ont poussé à faire ces révélations, il a cité des faits, énumérés des actes commis dans des lieux précis, donné des chiffres. Dans n'importe quel pays au monde, les déclarations de M. Abdelwahab Nouri auraient déclenché des procédures connues : dépôt de plainte, enquête judiciaire, une multitude d'enquêtes journalistiques pour savoir qui a accordé quelle faveur à qui, enfreignant quelle loi, provoquant quel préjudice à la collectivité. Quelles ont été les réactions en Algérie ? Le ministre de la justice Tayeb Louh a suggéré à M. Nouri de s'adresser à la justice ! Le premier ministre Abdelmalek Sellal est allé plus loin, minimisant l'affaire et la réduisant à une simple erreur rapidement réparée. « L'erreur est réparée. On n'en parle plus », affirme M. Sellal, dont les propos ont été rapportés par la presse. Cette affaire « n'en est pas une », dit-il.

Non sens

Résumons-nous : dans un pays où le président est absent, l'exécutif s'est exprimé en ordre dispersé, provoquant une véritable cacophonie. Le législatif a gardé le silence, comme toujours. La justice n'a pas bougé. La presse, incapable d'enquêter, se rend compte de son impuissance et de la vanité de sa liberté. Circulez, il n'y a rien à voir. Le dossier est clos.

Ni les trois pouvoirs conventionnels, ni le prétentieux quatrième pouvoir, n'ont influé sur le cours des événements, alors qu'il s'agit d'un « scandale », d'un « crime », selon les termes d'un ministre en exercice. Résultat : la défiance des citoyens envers le pouvoir, qu'on croyait arrivée à son paroxysme, a encore de la marge. Non seulement le citoyen n'a plus confiance, mais il constate que ceux qui sont chargés de gérer les affaires du pays ne font rien. Face à l'adversité, il encasse, il contient sa colère, jusqu'au moment où il a l'opportunité d'exploser. Cela débouche sur l'absurde : à Annaba, des habitants en colère ont brûlé un train, après qu'un passant ait été happé par la locomotive, selon des informations de presse.

Comment positiver quand le non sens atteint cette ampleur ?

LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



Le mystère Ben Laden



Ce dimanche, cela fera quinze ans depuis les attentats du 11 septembre à New York et à Washington. Il est à peine nécessaire de rappeler quel impact ces attaques ont eu sur la marche du monde. La situation chaotique que l'on connaît aujourd'hui au Proche-Orient, notamment en Irak, est la conséquence d'une suite d'événements qui ont pour point de départ la destruction des tours jumelles. On sait que le 11 septembre 2001 fait partie des principaux thèmes dont se sont emparés les « complotistes » de tous genres. Certains doutent de la théorie officielle selon laquelle c'est l'organisation Al Qaeda qui est l'auteure de ces actes criminels. D'autres, jurent que le World Trade Center n'a jamais été percuté par des avions et tout ce monde est très actif sur la toile.

Depuis le printemps 2011, les « conspirationnistes » ont de nouveau arguments pour affirmer que « la vérité est ailleurs » comme l'affirmait la devise de la série X-Files laquelle s'est beaucoup nourrie des théories du complot et de la défiance du grand public à l'égard des gouvernements et de leurs services secrets. De fait, l'exécution extrajudiciaire, dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 2011, d'Oussama Ben Laden à Abbottabad au Pakistan, par un commando militaire américain demeure un événement entouré de zones d'ombres, d'interrogations et de manipulations. Certes, personne, ou presque, ne nie la disparition de celui dont la tête fut mise à prix par l'Amérique pour un montant de 25 millions de dollars. Il y a bien quelques farfelus qui jurent que l'homme coule des jours heureux à Dubaï ou en Malaisie mais Al Qaeda a elle-même reconnu le décès de son fondateur.

Rappelons la version officiel concernant cet « acte de justice » tel que l'a qualifié Barack Obama lors de la convention du parti démocrate en juillet dernier. C'est en recherchant l'un des messagers de Ben Laden que

la CIA aurait réussi à localiser ce dernier. Une fois l'identification confirmée, il ne restait plus qu'à monter une opération clandestine menée par les commandos des forces navales américaines, les fameux SEAL's (Sea, Air and Land Teams). Cette histoire, cette « légende » disent ses conteurs, est d'ailleurs reprise sans nuances par le film Zero Dark Thirty de Kathryn Bigelow qui restera dans l'histoire comme le parfait exemple des liens incestueux entre Hollywood et la CIA (on y reviendra).

En réalité, et comme l'a prouvé un long article du journaliste d'investigation Seymour Hersh, ce récit est hautement improbable ou, du moins, il ne répond pas à des questions fondamentales (*). Cela concerne, entre autre, l'endroit où se trouvait la propriété abritant Ben Laden. Abbottabad est un lieu de villégiature au Pakistan où vivent de nombreux officiers supérieurs, d'active ou à la retraite, et où l'on trouve la principale académie militaire du pays, une sorte de « West Point » pakistanaise. On a peine à croire que les autorités pakistanaises pas plus que l'ISI, les services secrets, ne savaient pas que l'homme le plus recherché du monde vivait tranquillement à moins de trois kilomètres de cette académie (!).

On a aussi du mal à croire que deux hélicoptères transportant les SEAL's aient pu pénétrer l'espace aérien pakistanaise sans être repérés. Le doute s'accentue quand on sait qu'une fois l'opération (très bruyante) terminée, un seul hélicoptère (l'autre s'étant écrasé sur le lieu de l'intervention) a pu repartir sans jamais être inquiété et avec à son bord tous les commandos, la dépouille de Ben Laden et ses documents qui ont été récupérés durant l'opération). Les questions qui suivent restent donc sans réponse : Ben Laden était-il à Abbottabad sous la protection ou sous la surveillance (ou les deux à fois) des Pakistanaise ? Et, quelle que soit la réponse, comment se fait-il que ce grand allié des Etats Unis ait pu prendre un

tel risque vis-à-vis d'un partenaire qui lui fournit des aides militaire et diplomatique conséquentes ? De plus, comment se fait-il que le chef d'Al Qaeda vivait sans garde rapprochée ? Enfin, que savaient les autorités saoudiennes quand on connaît les liens forts qui existent entre le royaume wahhabite et le Pakistan ?

Il y a d'autres questions comme celles qui concernent l'étrange inhumation de Ben Laden dans l'océan indien après que sa dépouille a été transférée sur le porte-avion USS Carl Vinson (une cérémonie dont on attend encore les photos malgré les promesses de la Maison Blanche en 2011). Mais, la plus importante concerne la manière dont le chef d'Al Qaeda a été localisé. Seymour Hersh affirme, sans le prouver, qu'il a été dénoncé par un gradé pakistanais qui aurait touché une partie de la rançon avant de s'installer à Washington. La version officielle explique, quant à elle, que c'est en repérant son « courrier » que la CIA a pu le repérer. Une explication bien commode qui présente notamment l'avantage de légitimer les actes de torture, dont les sordides simulations de noyade, pratiquées par l'agence américaine sur des milliers de suspects. En effet, et c'est le message que reprend à son compte le très docile Zero Dark Thirty : sans la torture, personne n'aurait livré le nom de ce messager et sans son nom, l'exécution de Ben Laden n'aurait pas eu lieu.

Sans oublier l'aspect moral mais aussi légal, le programme de torture mené dès 2011 contre les personnes suspectées d'appartenir à Al Qaeda, a été beaucoup critiqué aux Etats Unis pour son manque « d'efficacité », les renseignements recueillis étant, de l'aveu de nombreux cadres de la CIA, peu exploitables. Le récit officiel de la liquidation de Ben Laden a contrebalancé ces critiques d'autant que le film Zero Dark Thirty s'est chargé de populariser ce qui apparaît désormais comme étant « la » vérité auprès du grand public.

Les FARC, histoire d'une hibernation sanglante

Par Sid Lakhdar Boumediene*

Les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et le gouvernement colombien viennent de signer une paix que plus personne n'espérait. Les négociations ont abouti le 24 août, à La Havane, à un accord historique et définitif de cessez-le-feu. Mais pourquoi donc cette guerre civile aura-t-elle duré un demi-siècle ?

C'est inimaginable mais plus personne n'en sait plus rien, un peu comme ces histoires de familles où tout le monde a un contentieux avec tous les autres pour des raisons qu'aucun ne saurait expliquer avec clarté. L'ennemi juré, c'est l'autre, et la raison de la bataille féroce s'est dissipée avec le temps autant que dans l'esprit du monde entier qui n'y prenait guère attention si ce n'est qu'à des moments très médiatisés. Ce fut le cas de l'enlèvement et de la séquestration en 2002 de la célèbre femme politique franco-bolivienne, Ingrid Betancourt, puis de sa libération en 2008.

Quelles sont les raisons qui ont motivé des combattants à prendre le maquis autant de temps sans jamais espérer en voir un jour le bout ? Résumons l'historique de ce conflit et sortons du cliché habituel «guérilla contre dictature» qui, si sa pertinence du départ sautait aux yeux, a fini par aboutir à une guerre des obscurantismes, de part et d'autre.

LA «VIOLENCIA», GENÈSE DU CONFLIT

Il faut remonter à deux périodes lointaines de l'histoire colombienne pour trouver les racines des FARC, bien que cette organisation ne se constitue officiellement qu'en 1966. Les premiers groupes d'opposition apparaissent lorsque des paysans se révoltent dans les années vingt pour revendiquer une réforme agraire. Puis, le pays se déchire de nouveau dans des années sombres. Ce fut le début de la «Violencia». Cette période, de 1948 à 1960, fut une atroce guerre civile entre un mouvement populaire d'opposition et un régime militaire sans concession. Elle se termina par l'échec du mouvement et l'installation durable d'une féroce dictature militaire. Son bilan fut de 200.000 morts, une véritable saignée du pays.

La Violencia eut pour point de départ l'assassinat, le 9 avril 1948, du leader de gauche, Jorgé Elécier Gaitan. L'histoire est banale dans cette Amérique latine qui voit souvent émerger des leaders de gauche, dès les années trente, hommes charismatiques qui avaient le soutien des populations pauvres. La concentration des richesses, notamment par une appropriation foncière, déclenchaît des soulèvements populaires et politiques très fréquents. Et lorsque l'armée fait barrage pour défendre ce qu'elle a toujours défendu (c'est dans sa nature), nous savons les suites, rien d'inédit pour cette contrée du monde qui n'était pas des plus stables.

Ce qui va caractériser les FARC aux autres mouvements de guérilla est son installation dans le maquis jusqu'à nos jours, ce qui représente un cas unique de l'histoire des révoltes du XX^e siècle. La cristallisation des oppositions et une suite de nombreux échecs dans les négociations vont plonger ce mouvement dans une longue nuit noire et interminable. Ses choix stratégiques vont le conduire non seulement vers une impasse mais également vers un comportement qui n'aura plus rien à avoir avec les objectifs du début.

LE CHOIX DES FARC DE L'IMPASSE POLITIQUE

L'enracinement des FARC était initialement circonscrit dans le sud du pays mais l'implantation territoriale s'est considérablement élargie dans les années quatre-vingt. Le choix du contrôle économique les a rapidement menés vers les régions de matières premières et de culture de coca, un accès direct vers l'aventure de la drogue. Une erreur lourde de sens qui n'allait certainement arranger ni leur communication ni leur objectif de redonner de la puissance dans le combat politique.

Mais l'autre erreur, beaucoup plus lourde, fut celle de la rupture avec le parti communiste qui était la base doctrinale et militante du mouvement populaire d'opposition. Elle s'était produite dès les premières années. Le choix s'était clairement dirigé vers une exclu-

L'accord entre la vieille guérilla colombienne et le gouvernement vient de se concrétiser dans une indifférence quasi planétaire au regard de ce qu'elle fut. Un demi-siècle de maquis, des dizaines de milliers de morts, un pays meurtri par une guerre civile interminable et, finalement, une fin moins médiatisée que le burkini ou le ravage des Pokemon. C'est ainsi que meurent les révoltes nées de causes justes mais qui ont basculé vers l'horreur de ce qui les a pourtant légitimées à combattre.



sivité de l'action militaire. Or, tous les groupes armés qui se sont éloignés de leur représentation politique ou qui n'en ont pas créé une se sont privés d'un lien stratégique fondamental qui a mené à leur perte. La guérilla va s'orienter vers une stratégie qui ne la conduira nulle part si ce n'est à renforcer un isolement qui nourrit la schizophrénie.

Ainsi, la guérilla ne profitera jamais de son extension territoriale et du renforcement de sa lutte armée. D'échecs en échecs, l'organisation armée a fini par s'engouffrer dans ce qui allait définitivement l'ôter tout soutien auprès des populations mondiales. Les FARC se sont orientés dans les années 2000 vers la plus lâche et la plus inefficace des politiques, celle des faibles, soit les enlèvements et les séquestrations. C'était le coup de grâce d'une action qui s'était résolument emprisonnée dans l'impopularité. Deux millions de Colombiens ont manifesté dans les rues contre les FARC, la bataille politique était déjà perdue.

L'élimination de plusieurs leaders des FARC ainsi que les tensions internes d'un mouvement sclérosé et à bout de souffle vont finir par lui faire jeter l'éponge définitivement. «Nous avions échoué dans notre combat», dira le leader des FARC au moment de la signature à La Havane. A ce niveau de boucherie humaine pendant cinquante ans, ce n'est plus une défaite, c'est un crime majeur.

LA RÉVOLUTION EST DICTATURE LORSQU'ELLE EST CERTITUDE

L'impassé dans laquelle se sont effectivement retrouvés les FARCS et leur insistance dans leur position intenable vont les mener vers des horizons qui ont dénaturé le projet révolutionnaire. Solidement ancrés dans leur certitude, les FARC se sont rigidifiés et sont devenus ce qu'aucun humaniste ni homme de gauche ne peuvent accepter.

Au fond, il est arrivé aux FARC la même aventure que tous les mouvements de guérilla et de libération nationale des pays du tiers-monde (si nous reprenons l'appellation de l'époque). Tous, sans exception, ont abouti à la constitution d'atrocies régimes totalitaires avec une armée et une police qui torturent, pillent la population et la réduisent à un silence absolu. Les FARC ont cette particularité de ne jamais être descendus du maquis mais la même transformation les a atteints.

Que certains lecteurs ne s'offusquent pas, il n'est pas question dans cet article de remettre en cause l'origine légitime du combat. Les FARC se sont constitués en réaction à l'immense, au pire des fascismes, celui des milices noires et des propriétaires terriens qui possédaient tout, y compris les âmes des populations. Le régime militaire de droite était totalement inféodé à la puissante Amérique et rien ne peut enlever aux FARC le bon droit de leur colère révolutionnaire. Les FARC sont la réaction à la brutalité mais, hélas, ils ont fini par adhérer à cette brutalité.

Ils ont mis en place un système de commandement où le culte du chef n'avait rien à envier au régime fasciste contre lequel ils com-

battaient. La loi de la soumission et de l'endoctrinement était leur charte politique. Ils ont fait un pacte avec le diable, c'est-à-dire la drogue, dont ils avaient la main sur la production comme sur les bénéfices. Ils ont assassiné plus que de raison, s'il y a un sens à dire que la raison révolutionnaire pouvait se concilier avec les meurtres. Ils ont pris en otage des innocents et ont institué le fameux impôt révolutionnaire qui a bon dos pour justifier de tout. Non, la guérilla colombienne ne fut pas la pureté révolutionnaire.

Nos aînés ont été bernés par l'image du révolutionnaire idéalisé jusqu'au mythe romantique. Che Guevara avec sa célèbre photographie, cheveux au vent, fut le symbole de tous les rêves de libération des peuples, alliant beauté du geste, légitimité de la cause et courage. Nous y avions cru par notre très jeune âge d'adolescents mais le régime de Mao et de l'Union soviétique allaient nous réveiller de cette hypocrisie passagère. D'autres sont restés dans le mythe et nous connaissons le douloureux réveil qui fut le leur, longtemps après la confirmation objective du bilan macabre de ces régimes.

Pour les FARC, l'enfermement dans le maquis les a enfouis dans une certitude idéologique qui était «leur vérité» et qui s'éloignait de toutes celles des autres. La population a fini par être lassée par l'embrigadement et le totalitarisme d'un mouvement sans lien avec la réalité d'un XXI^e siècle qui avait oublié jusqu'à leur existence. La cause juste des FARC est morte avec la doctrine des mouvements de libération marxistes qui a montré au monde sa meurtrière face et justifié son écroulement historique. Mais les FARC ne semblaient avoir ni informations ni contacts avec le bouleversement de l'histoire qui s'est opéré au-delà de la jungle colombienne. Ou, du moins, ils savaient qu'il ne fallait pas se réveiller, au risque d'affronter un choc qui les détruirait.

LA RÉVOLUTION HYBERNATUS

L'histoire du maquis cinquantenaire des FARC me rappelle trois références que je tiens à conter au lecteur. Au-delà de l'humour apparent, il se rendra compte cependant de la réelle symbolique que l'on peut en tirer lorsqu'il y a une psychose profonde due à l'ignorance de la réalité (ou de son déni).

Dans un film de Laurel et Hardy, «Tête de poche», ce brave Hardy, militaire de son état, est prié de se replier dans une tranchée de la Première Guerre mondiale et en prendre la défense. Vingt années passeront et le pauvre bougre fut retrouvé au même poste de combat, ignorant totalement les événements du monde et la fin du conflit.

Il y a plus fort, car la réalité dépasse toujours la fiction dans le domaine de l'absurde. En 1974, le monde fut stupéfait d'apprendre qu'un soldat japonais, Hiroo Onoda, envoyé aux Philippines en 1944, lors de la Seconde Guerre mondiale, a ignoré la fin de celle-ci durant trente années. L'officier de renseignement, spécialiste des techniques de guérilla, avait été envoyé sur l'île de Lubang avec ordre formel de ne jamais se rendre et de tenir la position jusqu'à l'arrivée des renforts.

L'officier avait à ses côtés trois autres soldats. Leur présence avait été découverte en 1950 lorsque l'un d'eux sortit de la forêt et rentra au Japon. Les autorités gouvernementales ayant été mises au courant, plusieurs largages de tracts avaient été organisés pour avertir les soldats qui n'ont jamais cru à la bonne foi de l'information et la prirent pour une opération de subversion.

En 1972, le commando décida d'attaquer un campement de militaires Philippins. L'affaire devenait sérieuse, on envoya le frère pour tenter de les arrêter mais en vain. Il a fallu que son ex-commandant pénètre dans la jungle et lui intimât l'ordre de se rendre. Hiroo Onoda mourut paisiblement à l'âge de 94 ans dans son lit, convaincu de sa loyauté envers l'empereur et les ordres militaires qu'il reçut.

Si nous modérons le syndrome ainsi raconté car il s'agit d'une fiction pour le premier et d'un fait isolé pour le second, il est cependant très aigu lorsque c'est toute une population qui entre en hibernation. Les FARC ont été à bonne école puisqu'ils ont eu comme parrain, Cuba, et la signature du cessez-le-feu s'est déroulée dans l'un des exemples les plus caricaturaux de vitrification temporelle de la société comme ceux de Pompeï et de la Corée du Nord. Cuba est un maître en la matière et a emmuré ses citoyens dans une épouvantable société contrôlée jusqu'à la moindre parole. Le pays a gardé sous forme des voitures américaines, des façades d'immeubles des années cinquante et sa célèbre révolution que l'on chante et loue du matin au soir comme les moines dans les couvents entament leurs prières. Tout a été figé et ce pays a assassiné, torturé et mutilé des millions de citoyens en plusieurs générations.

De temps en temps, on nous exhibe le grand dictateur grabataire avec son survêtement Adidas sorti tout droit des vestiaires des athlètes de l'Allemagne de l'Est des années soixante. Son frère Raoul, le nouveau président, car dans les révolutions marxistes ont recréé la dynastie monarchique hérititaire et familiale, le rassure de quelques mensonges que l'on dit aux vieux séniles pour leur bien. Krouchtchev est en pleine forme et lui envoie ses amitiés, le Mur de Berlin est aux portes de Washington et la statue de Marx a remplacé celle de Lincoln au mémorial qui fait face au Capitole. Et de lui taper sur le dos pour lui dire «le peuple cubain attend ton retour, camarade Fidel, nous te préparons un bon vieux discours de quinze heures sur la place de la Révolution ! ». Cette révolution qui a assassiné tout un peuple et l'a mis sous congélation du temps.

En conclusion, je m'aperçois que j'étais encore enfant au moment des premières organisations qui menèrent à la constitution des FARC. C'était la période de la plume Sergeant Major avec son encrier, de Ben Bella et du cadeau Bonux. Et je m'imagine avoir été plongé dans une hibernation qui me fera retrouver le siècle au moment de la signature des FARC, en août 2016.

Le réveil serait probablement très dangereux car on m'apprendrait que l'Homme a marché sur la Lune, que les jeunes envoient des SMS et que le téléphone n'a plus ce long et gros fil qui le relie au mur. Le médecin verrait immédiatement le risque de choc cérébral et se précipiterait vers un journal pour me le tendre. Il avait compris que la seule thérapie était de revoir des images de ma vie précédente et lointaine, comme un effet calmant. Il y avait deux photos à la une, celle de Abdelaziz Bouteflika et d'un général en Ray-Ban. Le cerveau revoit les images habituelles, retrouve son équilibre et se rassure, tout est revenu dans l'ordre naturel des choses.

La Colombie va avoir un besoin considérable de cellules psychologiques car le choc du retour à la réalité sera terrible, à l'image du retour des combattants américains du Vietnam. Surtout lorsqu'il se rendra compte que leur combat marxiste d'un demi-siècle a produit la même jeunesse que partout dans le monde, celle qui rêve des Q7, de la carte de crédit Gold et du compte offshore.

C'était bien la peine !

*Enseignant

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
مكتب الأستاذ ماحي عيسى

محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت
طريق سيدى بعلباس الجديدة

مستخرج من قائمة شروط البيع
لإعلان بيع بالمزاد العلني

تنفيذا للحكم الصادر عن السيد رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 28/10/2015 تحت رقم الفهرس 15/01759 رقم الجدول 15/02988 الممهور بالصيغة التنفيذية يجري بتاريخ 09/09/2016 على الساعة العاشرة صباحا بقاعة الجلسات الكائنة بمقر محكمة عين تموشنت لبيع العقاري للعقار المملوك في الشباع للمدعي طهورور محمد، بوجمعة فاطمة و دحو خديجة المتمثل في محلات معدة للسكن و التجارة كائنة بعين تموشنت بلديتها دائرتها ولايتها حي محمد بوظيف رقم 83 تتمثل في منزل فردي يتكون من الطابق الأرضي به حمام شبابي، يحتوي على قاعة استراحة، قاعة ساخنة، قاعة دافئة، مراحاضين (02)، غرفة للإبداع، مرآب و ساحة و الطابق الأول يحتوي على قاعة استقبال، (02) غرفتين، مطبخ، بهو، حمام، مراحاض، شرفة و سطح، مجموع المبني و ما تحتويه مشيدة فوق قطعة ارض مساحتها ثلاثة و اثنان (302) م² حسب شهادة البطاقة رقم 24/2004 المؤرخ في 20/10/2004.

ملاحظة: السعر الأساسي أعلى عرض.

الشروط: دفع 1/5 من المبلغ عند رسو المزاد و الباقي خلال ثمانية (08) أيام.
تقديم بطاقة الهوية.
ويمكن الاطلاع على دفتر الشروط بمكتب المحضر أو كتابة الضبط لدى محكمة عين تموشنت.

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قضايى لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء عين تموشنت
الذى مكتبه بشارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

اعلان بالبيع بالمزاد العلنى

TEL 043-78-10-80

تتنفيذ النسخة التنفيذية للحكم الصادر عن محكمة عين تموشنت بتاريخ 25/11/2015 تحت رقم 03345 متر مربع قسم العقاري.
سيتم البيع بالمزاد العلنى لقطعة أرض صالحة للبناء والواقعة ببلدية عين تموشنت رقم 03 بلوك 04 هي الزيتون المنطقة
الحضرية 04 البالغ مساحتها الإجمالية 210 متر مربع قسم 66 مجموعة ملكية 103.

لصلاح حسيني يوسف ولد أحمد - ورثة المرحومة إسماعيل يامنة بنت الحاج و هم : حسيني بن عيسى - حسيني ميمون
- حسيني فتحية - بن عين السمن نادية - حسيني قدور - حسيني يوسف - مهيد فتحية أصلالة عن نفسها و نياية عن
ابناتها القاصر حسيني يامنة امونة - بكار فتحية - حسيني نبيل - حسيني سورة - حسيني امنة - حسيني جودة -
حسيني إسلام - جربو شهيناز أصلالة عن نفسها و نياية عن أيثانها القصر حسيني يامنة هند - حسيني ليديا ليلي -
مزروقى نوال - مزروقى سلهام - مزروقى فريد الساكتون عن تموشنت ضد حسيني سعيد .

وذلك يوم الاثنين 26/09/2016 على الساعة 10.00 صباحاً بمحكمة عين تموشنت .

حدّد السعر الافتتاحى للمزايدة بعد خصم 10% بـ 7.484.400.00 دج (سبعة ملايين و أربعين ألف و
أربعين ألف و ثمانون ألف و
أربعين ألف دينار اجنبياً) .

على الراسى أن يدفع حالاً العقد الجلسة خمس الثمن (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة .

للابلاغ على دفتر الشروط الاتصال بكتابة الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى مكتب المحضر القضائى الأستاذ سعد
الله عبد الكريم الكائن مقره بـ 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت .

المحضر القضائى

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم - محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء عين تموشنت - الذي مكتبه يشارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمزاد العلني

TEL 043-78-10-80

تليقنا للأسر بالجهز المقاري الصادر عن رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 06/03/2016 تحت رقم 16/159 وله المرسال بالمحافظة المغاربة لعين تموشنت بتاريخ 04/04/2016 مجلد 02 رقم 69 .
سيتم البيع بالرداد العلني لتصفيه المدين ولباقي الأهداف المنشآت في 1/14 جزءاً في الشانع من 7/1 في الشانع في المكان الذي هو عبارة عن سكن ذو طابق ارضي متكون على غرفتين، مطبخ، حمام، مرحاض وساحة، الكل يتربى على مساحة إجمالية تقدرها 2 (أي 1 من 1200) م²، ضمن المساحة الإجمالية للعقار في الشانع العلني ذي، حيث يعود تشبيده إلى العهد الفرنسي و متواجدة في وسط الابلاغ.

إعلان بفتح بيع عذر الغار السادس بعمر 80 مسكن وادي ثيلات وهران ضد بيلي أنه المسكن بعمر 315 مسكن رقم 01 عين تموشنت.
وذلك يوم الاثنين 03/06/2016 على الساعة 10.00 صباحاً بمحكمة عين تموشنت.

حدد السعر الافتتاحي للمزاد بـ 380.140.00 جد (الثانية وثمانون ألف ومائة وأربعون دينارا جزر اتربيا).

على الراسى أن يدفع حالاً العقد الجلسة خمس (5/1) بالمصاريف والرسوم المستحقة.

ملبغ الملاع على ذفتر الشروط لا يصلح كثباتية الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى مكتب المحضر القضائي الأستاذ سعد الله عبد الكريم المكتان مقره بـ 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت.
المحضر القضائي

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قضائي لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء عين تموشنت
الذي مكتبه بشارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمزاد العلني

TEL 043-78-10-80

تنفيذًا للأمر باللحز العقاري الصادر عن رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 15/11/2015 تحت رقم 359
والمشهور بالمحافظة العقارية لعين تموشنت بتاريخ 04/04/2016 مجلد 02 رقم 68 .
سيتم البيع بالمزاد العلني لقطعة أرض صالحة للبناء معدة للنشاطات الاقتصادية بالمنطقة الصناعية الكائنة بلدية عين
تموشنت إدارتها وولايتها بالمكان المسمى صوف التل شمال، تبلغ مساحتها 4000 م2 {أربعة آلاف متر مربع} قسم
03 مجموعة ملكية رقم 63 .

لصالح القرض الشعبي الجزائري وكالة 121 المرأة المتوجهة الكائن مقرها 02 شارع العقيد عميرةش الجزائر
العاصمة ضد بركة عبد الباقى ولد أحمد الساكن برقم 54 الطريق الجديد بوزيرعة الجزائر .
وذلك يوم الاثنين 19/09/2016 على الساعة 10.00 صباحاً بمحكمة عين تموشنت .
حدد السعر الافتتاحي للمزايدة بـ 57.600.000.00 دج (سبعة و خمسون مليون و ستة ألف دينارا جزائريا).
على الراسى أن يدفع حالا انعقاد الجلسة خمس الثمن (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة .
للإطلاع على دفتر الشروط الاتصال بكتابية الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى مكتب المحضر القضائي الأستاذ
سعد الله عبد الكريم الكائن مقره بـ 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت

المحضر القضائي

Importante société spécialisée dans les matériaux de construction
à la recherche de :

- Responsable logistique
- Mîtreur vérificateur

Exigences nécessaires :

- Diplômé dans le domaine.
- Expérience exigée dans le domaine des travaux publics.
- Disponibilité immédiate.
- Résident à Oran.

Pour toutes personnes intéressées, veuillez envoyer vos CV sur cette adresse mail :
oranrhdirectiontp@gmail.com
Ou par Fax au numéro **041 42 29 98**

I.P.S.

INSTITUT POLYTECHNIQUE SENIA
83, Avenue des Martyrs prolongée Es-
Senia Oran

MOB : 0557.04.48.05 - TEL : 041.51.06.84

* L'I.P.S. lance des actions de formation pour la session Octobre 2016 dans les filières suivantes :

I. HOTELLERIE - TOURISME :
Formation diplômante

- * Agence de Voyages BTS 3ème AS et plus
- * Guide Touristique
- * Gestion des Ressources Humaines

II. HYIGENE SECURITE ET ENVIRONNEMENT (HSE) :
Formation qualifiante

- * Superviseur HSE
- * Agent d'intervention sécurité
(Inscription en cours)

DELE 2016	
	
Instituto Cervantes o r á n	Inscriptions DELE Jusqu'au 19/10/2016 Examens : 25/11/16
<i>Cours PreBAC – BAC : Début des cours : 06/09 Cours généraux <i>Une fois par semaine ou trois fois par semaine</i></i>	
ORAN 13, Rue Beni Soulem (ex rue Léonie) Tél. : 041.24.96.61 0697.13.21.27	
MOSTAGANEM Faculté des Lettres et des Langues (ex ITA) Tél. / Mobil : 0772.20.53.27	

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكري
محضر قصانى لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء عين تموشنت
الذى مكتبه بشارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

اعلان بالبيع بالمزاد العلنى

TEL 043-78-10-80

تنفيذاً للأمر بالحجز العقاري الصادر عن رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 15/358 تحت رقم 15/11/04/2015 و المنشئ بالمحافظة العقارية لعين تموشنت بتاريخ 04/18/2016 مجلد 02 رقم .71 .
سيتم البيع بالمزاد العلنى لقطعة أرض صالحة للبناء مدة للنشاطات الاقتصادية بالمنطقة الصناعية الكائنة بلدية عين تموشنت لذاته ولأيتها بالمكان المسمى صوف القتل شمال تحمل رقم 51، تبلغ مساحتها 5660 م2 قسم 03 مجموعه ملكية 51 حسب المخطط المسح يحدها من:
الشمال: قطعى أرض 61/60 الجنوب: طريق ميرمج
الشرق: قطعى أرض 50/49 الغرب: قطعة أرض 52
تقدر المسما
صالح القرض الشعبي الجزائري وكالة 121 المرأة المتوجهة الكائن مقرها 02 شارع العقيد عميرةش الجزائر
العاصمة ضد بركة عبد الباقى ولد أحمد الساكن برقم 54 الطريق الجديد بوزرية الجزائر.
وذلك يوم الاثنين 19/09/2016 على الساعة 10.00 صباحاً بمحكمة عين تموشنت.
حدد السعر الافتتاحى للمزايدة بـ 24.451.200.00 دج (أربعة وعشرون مليون وأربعين ألف و مائتان ديناراً جزائرياً).
على الراسى أن يدفع حالاً انعقاد الجلسة خمس الثمن (5) والمصاريف والرسوم المستحقة.
للإلاطع على دفتر الشروط الاتصال بكتابة الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى مكتب المحضر القضائى الأستاذ سعد الله عبد الكري بمقره بـ 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت.

المحضر القضائى .

الديوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قاضي لدى محكمة عين تموشنت
لدى اختصاص مجلس قضاء عين تموشنت
الذي مكتبه بشارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

اعلان بالبيع بالمزاد العلني

TEL 043-78-10-80

تتوفى للأمر بالحجز العقاري الصادر عن رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 2015/11/04 تحت رقم 15/356 والمشهر بالمحافظة
المقارنة لعين تموشنت بتاريخ 2016/04/18 مجلد 02 رقم 72.

سيتم البيع بالمزاد العلني للعقار الكائن في منطقة الشاططات الاقتصادية ببلدية عين تموشنت لذاته ولابتها بالمكان المسمى صوف التل،
ويتمثل في صنعت متوقف عن النشاط حاليا، مكون من طابق أرضي به ورشتين للصناعة مشيدتان بالحاجرة والهيكل الحديد ateliers en
الإنجاءان، مبني الحارس حيث أن مساحة الورشتين تقدر بـ 820 م²، وبـ 775 م² والأرضية المجهزة بمساحة 980 م² و مبني المخول
الكهربائي بـ 36.00 م²، محل إداري من طابق ارضي + أول في طور الإنجاز بمساحة تقدر بـ 180 م²، مبني الحارس بـ 45.00 م².
إن مساحة الأرض المشيد عليها العقار كله تقدر بـ 4694.00 م²، منها مساحة مبنية للورشتين تقدر بـ 1595.00 م²، و المساحة المبنية
للإدارة و الحارس و المخول بـ 261.00 م² والأرضية المجهزة بمساحة 980.00 م² و تبقى المساحة الغير مبنية بـ 1858.00 م².
صالح القرض الشعبي الجزائري وكالة 121 المرأة المتوفحة الكائن مقرها 02 شارع العقيد عمروش الجزائر العاصمة ضد بركة عبد
الباقي ولد أحمد الساكن برقم 54 الطريق الجديد بوزرية الجزائر.

وذلك يوم الاثنين 19/09/2016 على الساعة 10.00 صباحا بمحكمة عين تموشنت.

محدد السعر الافتتاحي للمزايدة بـ 130.700.000.00 دج (مائة وثلاثون مليون وسبعمائة ألف دينار جزائري).

على الرامي أن يدفع حالا انعقاد الجلسة خمس الثمن (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة.

للإطلاع على دفتر الشروط الاتصال بكتابية الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى محضر القاضي الأستاذ سعد الله عبد الكريم
الكائن مقره بـ 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت.

Peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), les relations internationales qui reposaient déjà sur des équilibres fragiles se sont vu projeter dans un autre type de conflit, très complexe celui-là : la guerre froide. Résolument engagés dans cette lutte idéologique sans merci, les deux blocs de l'Est et de l'Ouest ont couru à qui mieux mieux pour se partager la planète en zones d'influence stratégiques.

Les jeux d'échecs du Moyen-Orient



Par Kamal Guerroua

Le premier clash fut sans aucun doute la crise coréenne, puis celle des missiles cubains et d'autres encore comme celle du canal du Suez en 1956, mais la plus symbolique reste la chute, en Iran, de Mohammed Mossadegh en 1953. Renversé au cours de l'opération «Ajax», menée conjointement par les U.S.A et l'Angleterre, ce dernier a eu la primeur, sinon le baptême du feu de cette longue saga de résistances contre l'Occident impérialiste. Élu à la majorité en 1951, ce courageux Premier ministre aurait, pour rappel, décidé de nationaliser l'Anglo-Iranien «Oil Company», la seule entreprise pétrolière en activité en Iran. Une nationalisation qui a pris de court la machine coloniale et ouvert les yeux à tous les leaders du Tiers-Monde d'alors dans le contexte très particulier des mouvements nationaux et de la décolonisation. Hélas! Le coup d'Etat survenu juste au lendemain de cet affront subi par les britanniques aurait réhabilité le Shah, en lui accordant le pouvoir absolu. Ce qui a initié une parenthèse de presque 25 ans de brimades, de tortures et de répressions à l'encontre de tous les opposants démocratiques. Mais au bout de laquelle, ce dernier aurait, à son tour, été déchu par les Ayatollahs, les meneurs de la célèbre révolution islamique de 1979.

En effet, les Américains ont dressé les uns contre les autres des belligérants selon leurs besoins de la circonstance, rendant illusoires toutes les chances de paix dans la région. Leur position vis-à-vis de ce qui s'était passé en Iran est emblématique d'ambiguïté. Le Shah Mohammed Reza Pahlavi, bien que adoubé par ces chancelleries occidentales, n'était pas vraiment dupe pour avaliser toutes leurs injonctions. Il savait déjà à l'époque, ce qui est rare à plus d'un titre, que l'islamisme aurait été fabriqué in vitro dans les labos de la CIA et que l'ex-dictateur Saddam étant trop manipulé au nom de cet arabisme-là afin de neutraliser à la fois la puissance persane qu'il représente et les islamistes mais laissait curieusement faire, question de préserver peut-être son pouvoir. En revanche, Saddam, lui, ne fut qu'un aventurier, certes audacieux, mais facilement manœuvrable et à la limite de la folie dans une grande pièce de jeux d'échecs concoctée par les faucons du Pentagone! Le drame dans tout cela est que plus personne ne fait confiance

à l'autre dans tout le Moyen Orient. Le scepticisme et la jalousie entre Etats y étant promis à de beaux jours. N'empêche que le coup d'accélérateur ou le feu vert implicite donné par l'Oncle Sam pour «déboulonner» le Shah est révélateur de la décision irrévocable des Américains d'en finir une fois pour toutes avec les nationalismes des deux bords, à savoir le nationalisme arabo-baïssiste irakosyrien et le nationalisme laïc iranien (le différend sur le tracé des frontières à Chatt-el-Arab ne fut qu'un prétexte pour déclencher la guerre irano-irakienne (1980-1988), comme le lac de Tibériade et le plateau du Golan (riche en eau) le furent d'ailleurs entre Israël et la Syrie). D'autant que, si ce fameux «problème de l'eau» dans cette région sensible, que bien plus tard l'ex-S.G des Nations Unies Boutros Boutros Ghali (1922-2016) aurait qualifié de «capital» fut la trame à des desseins géostratégiques inavoués, il n'en demeure pas moins secondaire par rapport au mobile des différents casus belli (la crise palestinienne, l'enjeu énergétique du pétrole, la présence de bases militaires américaines dans divers pays voisins comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, etc., le poids démesurément envahissant pris par l'Iran, une puissance perçue comme rivale par presque tout le Monde Arabe). Bref, le déroulement des événements au cours des années 1970-1980 nous force à l'interrogation suivante, la même au demeurant : Pourquoi les Américains ont-ils troqué si vite la veste du nationalisme arabe contre l'islamisme, du moment que les représentants du premier courant les ont tant servi aussi et probablement bien davantage que tous les autres (les islamistes en particulier)? En vérité, aucune logique sauf celle de la manipulation, la suprématie, le fric et le pétrole. Les occidentaux s'en foutent royalement de ce que subissent les peuples tant que leurs intérêts sont sauvegardés. C'est clair comme l'eau de roche : ils assouvissent leurs besoins, sément la division, provoquent le chaos et partent. Dans le roman «Doña Barbara», l'écrivain vénézuélien Romulo Gallegos (1884-1969) dépeint justement chez l'un de ses personnages, en l'occurrence «Santos Luzardo», ce penchant outrancier pour l'idéal de la civilisation face à la barbarie, c'est-à-dire, donner à la loi toute sa force et sa valeur face à la violence et à la cruauté des caciques de la plaine ligés autour de leur patronne «Doña Barbara». Dans le monde actuel, cette «Doña Barbara» n'est autre que l'hyperpuissance américaine et ces caciques-là ne peuvent être que ces chancelleries occidentales qui se re-

laiuent dans «la chaîne impérialiste» pour asservir les peuples et les traîner, menottés derrière eux, après avoir sué leurs os, leur honneur et leurs richesses. Récemment même, le célèbre écrivain turc Orhan Pamuk déclare sans ambages ceci dans le journal local Hürriyat : «les Européens nous regardent comme ils regardent l'Arabie Saoudite d'autrefois. Si les Turcs font ce que nous voulons, peu importe ce qu'ils font chez eux». Cette dérive (la plus préférée, pour le moins, de la diplomatie occidentale) qui paraît, à première vue, calamiteuse pour les seuls Arabes ou les Musulmans l'est tout autant aussi et, peut-être, davantage pour les occidentaux dans la mesure où ses conséquences se retournent parfois contre ces derniers eux-mêmes (l'islamisme, Ben Laden, Daesh, etc.).

En effet, l'intention de la diplomatie de ces derniers de ne pas se laisser trop entraîner dans des causes perdues et jugées mineures de ces pays-là (le cas de la Syrie ou de la Libye par exemple avant l'avènement des révoltes du «Printemps Arabe») n'a d'égal que son entêtement à y pousser la situation autoritaire au pourrissement. Sa stratégie, somme toute banale, est d'y attendre que des guérillas internes éclatent, si ce n'est pas les attiser, afin de se prononcer (chantage vis-à-vis de leurs protégés). Puis, s'immiscer, en cas de conflit majeur, en tant que tierce force, à peine visible sur le terrain, avant que celle-ci ne se transforme en un facteur qui affaiblit les deux camps hostiles.

Le grand gagnant : c'est eux. Autant dire, les occidentaux ne sont, paraît-il, là que comme «des pompiers pyromanes» ou, le comble, les fameux flics des films hollywoodiens qui arrivent toujours sur le tard aux lieux du crime! On remarque même qu'ils ont encouragé, financé, acclamé et soutenu au Moyen Orient et durant de longues décennies des purges internes contre les vrais opposants à ces régimes corrompus et anti-démocratiques et virer leur cuti par la suite, étonnant!

Des pratiques avérées déjà au Chili de Pinochet et en Argentine. Purges qu'ils ont pourtant dénoncées chez le régime communiste de Staline, Mao Tsé Tong ou même le nazi Hitler, lequel, pour rappel, s'est débarassé en 1934 en seulement quelques jours «La Nuit des Longs Couteaux» des membres de S.A (section d'assaut) au profit des CSS, ses propres escadrons de protection.

En gros, que ce soit Obama, Poutine, Hollande, Merkel, Erdogan, ou même Al-Assad malgré lui, tous ne font que ficeler à l'heure qu'il est «le doublage» d'un film tourné il y a maintenant presque un siècle sur le dos des

Arabes, reprenant point par point les chemins de traverse de leurs lointains prédecesseurs! L'histoire se répète indéfiniment semble-t-il. La lecture de l'évolution historique du Moyen-Orient contemporain montre de façon claire comment les occidentaux trouvent de la facilité à manipuler les Arabes. Ils ont fait toujours usage d'entourloupes pour venir à bout, à moindre frais, de leur union. Voulant maintenir leur alliance avec les Russes contre la puissance allemande et les Ottomans en 1916, les Français et les Anglais ont renoncé à la conquête de Constantinople, la capitale de l'Empire Ottoman «l'homme malade de l'Europe». Et pourtant, Churchill (1874-1965) aurait lancé entre 1915-1916 «l'opération de Dardanelles», laquelle fut d'ailleurs un cuisant échec pour les Britanniques, dans le but de récupérer les territoires de l'empire turc en décadence.

Intelligent et perspicace, Churchill savait que la Russie a pour point de fixation Constantinople, comme extension géostratégique à son influence et ses visées continentales (il y a, à vrai dire, eu presque 13 guerres russes turques en trois siècles). Et à ce titre, cette conquête lui fera perdre automatiquement le concours russe contre les Allemands, alliés stratégiques des Turcs. Les Français, quant à eux, plus pragmatiques, hésitent à attaquer l'Etat Ottoman pour trois raisons principales : d'abord, parce qu'ils bénéficient du «système de capitulations», un ensemble d'avantages juridiques pour l'exploitation et les investissements dans tout l'empire que le Britanniques n'en ont pas.

Ensuite, plus assimilationnistes et universalistes que les Anglais (différentialistes sur le plan de la culture et de l'identité), ils ont toujours tâché à concrétiser le projet du «Grand Levant» comme suite civilisationnelle et coloniale de la francophonie, en se basant sur les minorités chrétiennes du Liban, la Syrie. Et, enfin, ils ont pensé sérieusement à la difficulté logistique et humaine de coloniser et de contrôler beaucoup d'espaces. Ainsi l'idée de «la révolte arabe» a-t-elle germé dans les consciences. Une révolte qui aurait été conçue comme une suite logique des guerres balkaniques (1912-1913) contre les Ottomans. Et c'est dans cette perspective que le Sévir Al-Hussein (1856-1931), le roi de la Mecque et le haut commissaire en Egypte Henry McMahon (1862-1949) ont entamé les négociations pour le fameux traité de Sykes-Picot à l'origine du désastre actuel. Sans doute, les alliances croisées pendant la première guerre mondiale ont été l'élément déclenchant de ces accords-là.



Après le référendum sur le Brexit, l'année à venir va voir de nombreuses élections dans quelques grands pays occidentaux aux résultats et aux conséquences très incertaines

Lundi dernier, en marge du sommet du G20 qui se tenait en Chine, Barak Obama et Vladimir Poutine se sont longuement entretenus. Sur l'imbroglie syro-irakien bien sûr. Il s'agissait certainement du dernier tête-à-tête entre les deux hommes puisque dans deux mois, Barak Obama va céder sa place à la Maison-Blanche après des élections présidentielles américaines qui n'ont pas fini de révéler leur lot de surprises. Clinton ? Trump ? Barak Obama aurait pu tenter dans un dernier geste de trouver une avancée sur le conflit syrien : obtenir un nouveau cessez-le-feu, malgré l'échec patent des précédents ou lever le blocus sur Alep. Mais les discussions entre les deux présidents n'ont pu aboutir. Washington a depuis accusé Moscou d'avoir « fait marche arrière » sur certains points dans les négociations.

Moscou et Washington, qui effectuent séparément des frappes contre les jihadistes en Syrie, sont notamment en désaccord sur le sort du président syrien Bachar al-Assad, tandis que le régime de Damas continue de cibler l'opposition syrienne avec le soutien russe. Le conflit syrien s'est encore compliqué en cette fin d'été par l'intervention de plus en plus direct de l'armée turque. L'opération « Bouclier contre l'Euphrate », décrétée par Erdogan après la mystérieuse tentative de coup d'état en Turquie, vise essentiellement les forces kurdes en Syrie, et beaucoup plus marginalement les troupes de Daesh et les groupes islamistes radicaux qui interviennent en Syrie. Obama semble pourtant avoir été contraint d'abandonner ses alliés kurdes pour ne pas froisser son allié dans l'Otan, Ankara. Mais surtout à deux mois d'une élection qui reste très ouverte, il ne peut guère prendre de décisions hardies. Vladimir Poutine qui n'a pas la pression d'un calendrier électoral, doit regarder cela avec beaucoup d'amusement. Jouant une vraie-fausse alliance avec Erdogan, il a même profité du G20 pour réamorcer une normalisation des relations avec ses pairs occidentaux. Objectif ? Assouplir très vite les sanctions internationales que la Russie avait subies après la crise ukrainienne et l'annexion par Moscou de la Crimée.

Plusieurs scénarios après le vote du Brexit

Le 23 juin dernier, 51,9% des électeurs britanniques ont entériné la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le choix, en fine des citoyens britanniques a semble-t-il, sidéré autant leurs parlementaires nationaux que les responsables européens. Mais le peuple est souverain. Et le voilier britannique reprend fièrement son indépendance et va voguer en toute liberté vers le grand large. Non ! Ca, c'est le film... En réalité, on rentre dans une phase d'immenses tractations entre le sortant et le reste de l'UE qui prendra de nombreuses années. Neuf, disent les plus pessimistes.

La nouvelle Premier Ministre qui vient d'être élue à la suite du Brexit, Theresa May part à la négociation avec un sérieux atout en poche. Dans la réglementation en cours dans l'Union Européenne, le pays sortant est libre de faire quand il le veut sa demande officielle de sortie à la Commission européenne. Et Theresa May n'est pas du tout pressée d'appliquer rapidement ce dispositif de sortie, dit de l'article 50 du traité de Lisbonne. Elle veut prendre tout son temps pour obtenir le meilleur des ses ex-partenaires européens. La chef de l'exécutif britannique Theresa May souhaite ainsi obtenir « le meilleur accord pour le commerce, les biens et services avec l'UE », en clair pouvoir conserver un libre-accès total des produits britanniques au juteux marché européen. Un statut semblable à ceux de la Suisse ou de la Norvège, avec une zone garantie de libre-échange avec l'UE.

La grande contrepartie que réclame les Européens, outre une sortie rapide, c'est que les Britanniques acceptent de leur côté le principe de la libre circulation des personnes, c'est-à-dire d'abord des Européens sur le sol britannique. Le

■ États-Unis, Europe : année électorale, climat très incertain



Royaume-Uni compte 3,3 millions de citoyens de pays de l'Union européenne dont quelque 800 000 Polonais, et quelques 500 000 français. Tous ces Européens occupent de nombreux emplois et leur concurrence expliquent en partie le choix des électeurs pro-Brexit. Autre tractation en perspective, 1,3 millions de citoyens britanniques vivent dans l'UE dont une grande majorité de retraités qui ont choisi la France et l'Espagne... L'autre grand dossier très sensible entre Londres et Bruxelles, est l'immigration hors UE. Et la situation explosive que vit Calais, une ville portuaire dans le Nord de la France est à l'image des complexités en cours. Dans cette agglomération se sont concentrés dans les derniers mois selon les associations humanitaires, 9000 migrants en provenance principalement du Moyen-Orient et de l'Afrique. Ces derniers parqués dans des conditions misérables sur le « camp de la Lande » dit « la Jungle » n'ont qu'un espoir, une volonté : rejoindre l'Angleterre. Si l'on compte le camp de Grande-Synthe, près de Dunkerque, et les multiples implantations sauvages dans plusieurs agglomérations côtières, ce sont au moins 12 000 déracinés qui se concentrent dans la région, dans l'espoir de rejoindre la Grande-Bretagne. Et leur nombre croît sans fin : ils n'étaient selon les mêmes ONG, que 4 500 au début de l'été... Il est peu de dire que les autorités françaises, gendarmerie et services sanitaires commencent à être totalement débordés, que la délinquance augmente dans cette population démunie de tout, et que les Calaisiens ont dépassé les limites de leur ras-le-bol. De plus en plus de voix s'élèvent contre « l'accord du Touquet ». Quel est cet accord signé par Paris et Londres ? En 2003, la France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord pour contrôler leurs frontières côté à côté. La France a installé des gardes-frontières à côté de ceux des Anglais en territoire anglais et inversement. La conséquence directe, c'est que les agents britanniques ont la liberté de refuser le passage des migrants s'ils estiment que les conditions ne sont pas remplies et cela crée donc un engorgement à Calais », explique le journaliste Arnaud Comte.

Bref, les gendarmes français font le boulot des douaniers anglais pour stopper des migrants qui veulent rejoindre « l'eldorado anglais ». Mais surtout il n'y a pas reciprocité : la Grande-Bretagne étant une île, il y très peu d'immigrés hors UE qui viennent d'Angleterre pour passer en France et rejoindre l'Europe.

En France, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer ce traité inégal et certains souhaitent dorénavant laisser passer les migrants vers la Grande-Bretagne. On imagine le bousin qui pourrait se dérouler sur la Manche...

Sondages incessants : les Français deviennent chèvres

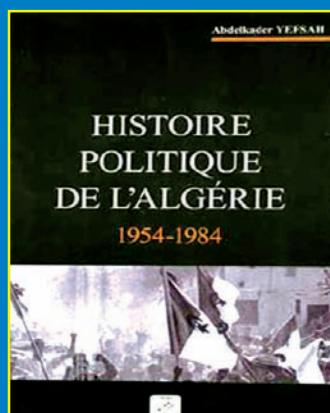
La crise de Calais tombe évidemment mal pour le gouvernement Hollande tant la question de l'immigration a pris une énorme place dans la campagne qui a démarré pour l'élection présidentielle qui se déroulera au printemps prochain. Les attentats terroristes et notamment celui de Nice ont aggravé les tensions dans un pays pourtant qui a une vieille tradition d'intégration des populations migrantes depuis plusieurs siècles. Le 22 août dernier, un sondage Ipsos révélait que 57% des Français estimaient qu'il y a trop d'immigrés en France et seulement 11% trouvent que l'immigration a un impact positif. Dans le même sens, pour 54% des sondés, l'immigration force la France à adopter des changements qui leur déplaisent et 60% des personnes interrogées estiment même que l'immigration a un impact négatif sur les services publics. Concernant plus particulièrement les réfugiés, sujet qui préoccupe l'Europe depuis plusieurs années, les Français sont 63% à penser qu'ils ne « pourront pas s'intégrer » et 45% voudraient la fermeture des frontières aux réfugiés. Les personnes interrogées pensent même à 67% que « des terroristes se font passer pour des réfugiés pour entrer dans l'hexagone ». Inversement, ils sont 54% à estimer que la plupart des personnes se présentant comme des réfugiés « n'en sont pas véritablement ».

Les innombrables candidats de droite et de gauche qui se présentent au guichet de la présidentielle sont d'autant plus prêts à polémiquer sans fin sur l'accueil ou non des réfugiés ou même sur des sujets aussi loufoques que la « burkini », qu'ils sont incapables d'apporter la moindre réponse aux véritables inquiétudes des Français : la situation économique et sa dégradation continue depuis plusieurs années. Autre sondage récent, un Français sur deux craint de connaître personnellement la pauvreté dans les prochains mois... Et peu de solutions surgissent : croissance zéro au second trimestre (et 9,6% de chômage) et l'espérance d'un retour à +1% est largement insuffisant pour un redémarrage de l'économie. Difficulté supplémentaire et majeure, le gouvernement même s'il voulait changer radicalement de politique, devrait continuer à obéir aux contraintes de l'Union Européenne, partisan absolus des vertus de l'orthodoxie budgétaire et opposé à toute relance par le déficit. L'autre difficulté est l'organisation du mandat présidentiel français. En 2000, à la suite d'un référendum organisé par le président Jacques Chirac, la durée du mandat présidentiel est ramenée de sept à cinq ans. Il s'agissait également d'aligner le mandat présidentiel sur

celui des députés (cinq ans) et, en même temps, de s'assurer de la synchronisation des deux élections par une loi électorale. Les dispositifs sont par 73,21% des électeurs, malgré une très forte abstention. L'idée paraît à l'époque plutôt bonne et efficace mais elle a quelques défauts : dans un régime français qui est déjà très présidentiel, la modification constitutionnelle transforme le chef de l'Etat surtout en chef de sa seule majorité ; elle limite beaucoup les capacités d'ouvertures et d'alliances parlementaires. Et si l'on rajoute la vogue des « primaires » qui s'est établie depuis, on peut penser que la dernière année du mandat présidentiel est de plus une simple année de campagne électorale, peu propice aux vraies décisions. Du coup, confrontés à un nombre croissant d'apprentis candidats à la présidence de la République (une quarantaine au bas mot) qui, pour se distinguer les uns des autres, se sentent obligés de radicaliser d'autant plus leurs discours et de proposer des solutions de plus en plus absurdes ou totalement infaisables, les Français deviennent chèvres et répondent n'importe quoi à des sondages qui leur demandent tous les jours n'importe quoi : fin aout, selon un sondage BVA près d'un Français sur trois se déclarerait favorable à un retour du roi à la tête de la France ! Pour 37% des personnes interrogées, le gouvernement serait plus stable ! Et dire que la monarchie a été abolie il y a 168 ans...

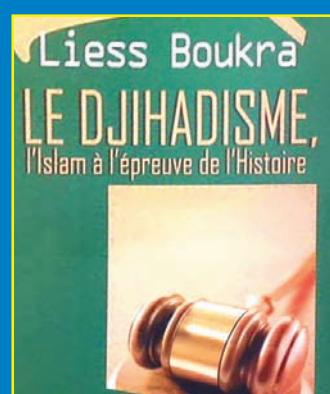
Alerte pour Angela Merkel

Dimanche dernier, des élections partielles se déroulaient dans le petit Land allemand de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le long de la Baltique. Les électeurs ont surtout décidé de punir sévèrement le très populaire Angela Merkel. Non seulement le parti de la Chancelière, le CDU, s'effondre à 19% des voix mais il se fait doubler par l'AFD, la nouvelle extrême droite allemande, qui se présente pour la première fois dans la région et ratisse d'un coup 20,8 % des voix. Un résultat spectaculaire : l'AFD est, du jour au lendemain, propulsée de deuxième force politique après le SPD. Cette élection équivaut en réalité à un référendum : pour ou contre l'accueil des réfugiés dont l'arrivée massive (plus d'1 million en un an) est selon le ressentie des électeurs allemands, en train de transformer profondément et négativement leur pays. C'est en Chine, où elle assistait au sommet du G20, qu'Angela Merkel a pris connaissance de ces résultats à un an des élections générales, d'autant plus catastrophiques pour elle que c'est son Land d'origine. Pourtant, elle n'en démord pas : en pleine décroissance démographique, et sans l'appui de l'immigration, l'économie allemande aurait manqué de 800 000 travailleurs essentiels à son développement et son succès.



HISTOIRE POLITIQUE DE L'ALGÉRIE, 1954-1984. Etude de Abdellah Yefsah (Préface de Salem Chaker). Enag Editions, Alger 2016 (Première édition Enap, Alger 1990). 479 pages, 950 dinars.

C'est tout de suite à partir de sa problématique que l'on s'aperçoit que l'auteur allait donner un grand coup de pied (d'universitaire rigoureux) dans la fourrure.



LE DŽIHADISME, l'Islam à l'épreuve de l'Histoire. Essai de Liess Boukra, Editions Apic, 457 pages, 900 dinars.

Le djihadisme est survenu, selon l'auteur, le 6 octobre 1981 avec l'assassinat du Président égyptien Anouar El-Sadat, par un commando se revendiquant du groupe «Djihad»... Il s'intensifie au Moyen-Orient et entame, en Algérie, sa formation, en 1982, avec la formation d'un Mouvement islamique armé. Mais, qui passe à l'acte le 17 novembre de la même année (attaque d'un barrage de Gendarmerie à Ben Aknoun/Alger). Au même moment, un djihad défensif, celui-ci... une résistance à l'invasion soviétique (1979), se déroule en Afghanistan avec le soutien massif de l'Arabie saoudite, du Pakistan et des Etats-Unis d'Amérique. Une nébuleuse arabe, contaminée par le germe djihadiste d'extraction égyptienne se développe et consolide ses rangs... et le djihad afghan est assez vite phagocyté par le djihadisme... qui, en quelque sorte, récupère la mise. Là est, peut-être, le grand tournant : Contrairement au mythe entretenu, la nébuleuse ne concourt en rien à la débâcle de l'Armée rouge (1989), mais elle en réclame la paternité au détriment des mouvements djihadistes afghans. Elle déprécie ainsi leur djihad territorial pour promouvoir un djihad déterritorialisé. C'est à s'y perdre !

En universitaire soucieux de rigueur scientifique, l'auteur, après avoir défini (plutôt aidé à cerner) le concept de djihadisme, énonce deux hypothèses (à vérifier) qui vont lui permettre de suivre un cheminement éclairé pour une analyse concrète : l'islamisme, manifestation moderne du «blockage théologique» ; l'islamisme et sa dérive violente qu'est le djihadisme, expression d'un engagement politique. Deux hypothèses qui posent autant de questions qu'elles n'en résolvent. Par la suite, trois niveaux d'analyse :

-L'exploration du trajet menant de l'islam à l'islamisme (la relation entre islam et politique, définitions et repères historiques (lieu et moment de la lecture islamiste de la Lettre) : énoncés coraniques et Tradition)

-L'analyse de l'itinéraire conduisant de l'islamisme au djihadisme (comment se fait le passage à l'acte...) Ainsi, distingue trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesh* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la crise qu'elles traversent et leur incapacité à conquérir l'Etat. Il a, ensuite, distingué trois types de mouvements islamistes :

-L'islamisme traditionnel qui veut l'instauration d'un Etat islamique, et la politique est au cœur de sa pensée et de son action. Mise en œuvre de la Charia et établissement préalable d'une société juste ;

-Le courant ayant fait le choix - volontaire ou imposé par la répression d'Etat - de la violence... Avec la lutte à mort contre les pouvoirs établis en terre musulmane, tous considérés comme des pouvoirs impies. Aucun succès enregistré, vu l'incapacité de mettre en œuvre le projet de construction d'un Etat islamique. D'où, «au milieu des décombres» se créent des partis classiques... et la propagation de nouvelles formes d'usage de la religion, compatibles avec le libéralisme.

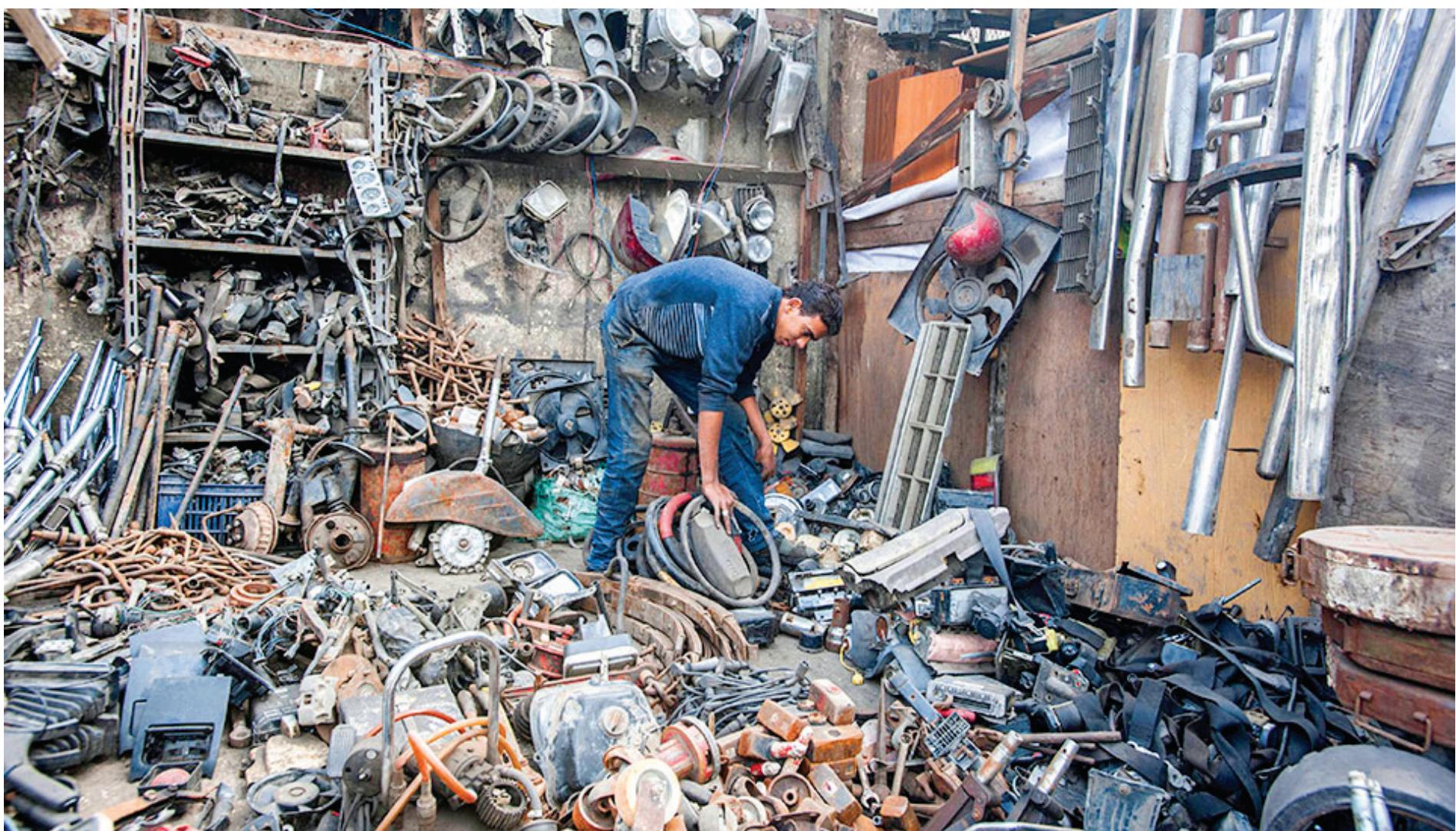
-Le «troisième type» est un mouvement déterritorialisé avec Al Qaida, dont l'influence se situe aux marges du monde arabe... dans le monde occidental et, «sans revendications précises» et aux «discours apocalyptiques» (note : l'ouvrage a été publié avant l'émergence du mouvement de «quatrième type», l'*Daesch* qui s'attache à se créer une base géographique et politique, en Irak et en Syrie... puis en Libye, condition, lui semble-t-il (pour *Daesch*), de réussir). L'arme du terrorisme et des attentats souvent aveugles est utilisée avec, en face, le temps de Bush qui a ouvert la voie, une stratégie de «mobilisation du monde civilisé» et d'interventionnisme armé «contre la barbarie» encore plus aveugle et plus sanglante. La peur est attisée... déclenchant des campagnes contre... l'Islam et les musulmans.

Tout y passe, dans des alarmes bien françaises et des polémiques sans fin (du foulard à la menace du communautarisme à partir des années 1970, d'une lecture très conservatrice de la religion, souvent encouragée par l'appareil religieux -et de l'argent-saoudien).

-L'inaptitude de nombre d'organisations islamistes à dépasser la lecture littérale et le conservatisme expliquent selon l'auteur la cr

Au paradis des chineurs !

Du simple objet usagé aux meubles en passant par les pièces détachées, tout se revend au souk de Ezbet Al-Khorda. Visite guidée de ce marché aux puces de plus en plus prisé



Al Ahram Hebdo

Ezbet abou-hachich, surnommée également Ezbet Al-Khorda, est une grande foire du tout-venant. Situé au quartier de Ghamra, ce bidonville, qui fait aussi office de marché aux puces, accueille chaque jour des centaines de visiteurs à la recherche de tout et n'importe quoi : des articles relatifs à l'électroménager, la plomberie, la quincaillerie, aux vieux meubles et pièces de rechange de voitures. Un véritable bric-à-brac que l'on peut acheter à des sommes modiques.

Le lieu est réputé pour son marché aux puces, mais aussi par le fait que la majorité des habitants de Ezbet Abou-Hachich, qui s'élève à environ 6 000 personnes, travaillent dans la brocante ou l'khorda. Dans ce dédale de petites ruelles bruyantes et bigarrées, les gens s'agitent dans tous les sens, prospectent dans chaque recoin pour identifier l'objet coup de cœur, telle une fourmilière qui accomplit sa tâche journalière. Flâner dans ce marché aux puces, c'est joindre l'utilité à l'agrément. Ici, tout le monde se côtoie, vous croisez aussi bien un amoureux de vieux objets qui voudrait dénicher la perle rare ou encore un simple client qui fouine dans les échoppes pour trouver la bonne affaire.

Les marchands sont assis, décontractés, ils sirotent un thé ou un café, pas de stress, la vente se fera ou ne se fera pas. On peut marchander mais dans la limite du raisonnable, il n'est pas question de faire baisser la somme initialement fixée de façon extravagante, le vendeur connaît bien la valeur de ses articles. «Ici, tout s'achète et tout se vend, pour peu que l'on sache marchander et que les deux parties sont en fin de compte satisfaites», lance Saïd Marzouq, habitant du quartier et propriétaire d'une vieille échoppe aux murs délabrés. Ce marchand en brocante confie être fier de son métier transmis de génération à l'autre. «J'aime ce métier, il est passionnant. Un vrai brocanteur est un chineur qui est à la recherche de la perle rare. Il est capable de reconnaître au premier coup d'œil l'objet rare et l'évaluer à sa juste valeur. Pour vous, cela semble difficile, mais pour moi, en le repérant, je peux vous donner toutes ses caractéristiques», dit-il sur un ton d'expert. Sa boutique exiguë ne paie pas de mine, mais c'est une vraie grotte d'Ali Baba. Il y a des objets partout et on ne sait où regarder : Radios, gramophones, lustres, lampes en métal chromé, horloges, épées, buffet en formica orange... Autant d'articles variés qui nous plongent dans un passé lointain appartenant à la belle époque. Le lustre en cuivre ne brille plus, mais avec un simple nettoyage, il redéveut tout neuf, et se négocie à plus de 1 000 L.E. Les cadres sont un peu cassés, mais ne perdent jamais de leur valeur. Notre photographe a repéré

quelques objets et décide de les prendre en photo. Marzouq, le brocanteur, lui signale sur un ton ironique qu'il faut payer.

PRIX INTÉRESSANTS

En fait, Ezbet Abou-Hachich est l'un des plus célèbres marchés aux puces. Ce bidonville, qui était autrefois le fief des trafiquants (d'où son nom) de drogue, s'est transformé il y a près de 40 ans en un centre important de vente d'objets anciens. Dans ce marché, on peut trouver tout ce qu'on veut et à un prix relativement bas par rapport à ce qui est vendu ailleurs. Mais Ezbet Abou-Hachich n'est pas l'unique endroit où le commerce de la khorda prospère, il y a également Al-Sabtiya, le plus important, Wékalet Al-Balah, Souq Al-Acher et Souq Al-Gomaa (le marché du vendredi) qui est le plus grand point de rencontre des vendeurs de khorda ambulants.

Une multiplicité qu'explique le sociologue Ahmad Yéhia, selon lequel ce genre de commerce existe depuis la nuit des temps en Egypte. «Tout le long de son histoire, la société égyptienne a toujours été composée de couches modestes qui recourent à ce genre de marché pour satisfaire ses besoins», explique Yéhia, tout en ajoutant que le nom robabikya tire son origine de Roba Vecciaen italien, pour désigner les vieux objets. Une fois sorti des enchères italiennes, ce mot a été introduit en Egypte. Ainsi est né ce genre d'activité, et le marchand de robabikya a commencé à jouer le rôle d'intermédiaire entre les couches aisées, qui désiraient liquider leurs vieilleries, et les plus modestes, qui veulent les acheter à de bas prix. Depuis, ce commerce ne cesse de prendre de l'ampleur. D'après les chiffres de l'Organisme central du recensement et de la mobilisation, le nombre des travailleurs dans le domaine de la khorda dépasse les 300 000 en Egypte. Un chiffre officiel mais qui ne compte pas ceux qui travaillent au noir et sans registre de commerce. Certaines estimations révèlent ainsi que le nombre actuel dépasse les deux millions.

L'UNE DES SOURCES DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Il est à noter qu'il s'agit aussi d'une source d'approvisionnement importante pour l'industrie sidérurgique : 60 % de la matière première des usines de fer proviennent de la khorda. Or, ce secteur informel n'est pas si informel que cela. Il répond à des règles et des lois bien précises, possède sa bourse et ses saisons de prospérité. «Une tonne de fer est achetée de la khorda à 2 000 L.E. puis revendue à 2 200 et 2 250 L.E. selon les prix quotidiens de la bourse», explique hadj Atef Kamal, un ferrailleur, tout en ajoutant qu'il existe trois familles spécialisées dans ce domaine : les fils de Hawara, les fils de Attamena à Sohag et ceux de Fayoum, qui sont considérés comme étant les pionniers du marché de Ezbet Abou-Hachich.

Et ces familles vendent du fer, du cuivre et de l'aluminium. «Notre travail se base essentiellement sur les ventes aux enchères qui ont lieu dans les grandes entreprises et les hôtels. Nous apportons les résidus et nous commençons à faire un tri pour les réfabriquer ou les vendre à leur état», affirme Kamal, tout en ajoutant qu'une fois le tri terminé, il commence à fixer le prix de chaque matière, citons à titre d'exemple le cuivre jaune, dont le prix atteint 30 000 L.E pour la tonne, alors que l'aluminium coûte 13 000 L.E. la tonne.

Mais les ventes aux enchères ne sont pas le seul moyen d'acquérir de la marchandise. Ces commerçants ont recours également aux sarriha (vendeurs ambulants), selon le jargon du métier, pour s'approvisionner. «Chacun de nous a un nombre important de sarriha à qui on fournit une charrette ou une petite camionnette pour faire le tour de différents quartiers. En bordure de route, devant les magasins et même du porte-à-porte. Pour eux, tous les moyens semblent bons pour rassembler le bric-à-brac ou tout ce qui leur tombe sous la main», souligne Ahmad Chaabane, un brocanteur.

Dans ce marché qui s'ouvre au public tous les jours de 7h du matin jusqu'à 21h, les objets sont exposés, et il faut faire vite, tant pour juger de leur état que pour les acheter. Il faut connaître le code : le premier qui saisit l'objet a la priorité. Une charrette s'arrête. Gros acheteurs et petits brocanteurs, en quête de grosses affaires, se ruent pour connaître la nature de son chargement. Le véhicule qui vient de stationner porte une charge intéressante. Sans attendre, les ouvriers de Moustapha Gaballah commencent à alléger le camion de son fardeau. Deux réfrigérateurs, deux cuisinières, des chauffages, deux fourneaux à gaz, quelques moteurs et un tas de ferrailles sont vite parqués dans le magasin. Les sarriha qui fréquentent quotidiennement Ezbet Abou-Hachich inondent cette place d'objets d'occasion ou de robabikya. Et, là, commence le vrai marchandage. «Je t'offre 500 L.E. pour cette marchandise», murmure le sarrih à l'oreille du soi-disant commissaire-priseur. «Pour le lot ?», pose la question le propriétaire du magasin qui tente de faire un rapide calcul mental pour connaître son gain après la vente de ce lot évalué à plus de 5 000 L.E. «Oh ! Mais ne voulez-vous pas que je gagne moi aussi mon pain ? Soyez plus généreux», lui répond le sarrih. La transaction prend un autre ton, et le meilleur moyen de maîtriser la vente est d'user de beaucoup de tact et de malice pour qu'elle s'achève finalement comme prévu. Le lot de vieilleries est rapidement liquidé à un prix intéressant, le sarrih se frotte les mains pour avoir réussi une bonne affaire.

PIÈCES SUSPECTES ?

Cependant, une certaine réputation de ce marché colle à la peau sans qu'on puisse en con-

naître les proportions réelles. Certains marchands disent éviter les revendeurs suspects et les voleurs de voitures qui viennent vendre les pièces détachées de véhicules volés et démontés. «On ne veut pas avoir affaire à des voyous», lancent certains, alors que d'autres n'y trouvent aucun inconvénient, puisque le jeu en vaut la chandelle. Électriciens et mécaniciens s'y rendent, en effet, pour acheter des pièces de rechange. «Ici, il y a beaucoup de casses, je choisis ce qui me convient et que je pourrais revendre par la suite. Je suis à la recherche des bonnes affaires, notamment que la hausse du dollar a eu un impact sur les prix des pièces de rechange neuves», lance Abdallah, mécanicien.

Mais ce n'est pas là la règle. Des villageois se déplacent des quatre coins de l'Egypte pour meubler leurs maisons. La famille de hadj Bassiouni est venue acheter une chambre à coucher pour sa fille aînée sur le point de se marier. «J'ai dû me déplacer plusieurs fois avant de tomber sur quelques meubles intéressants. Ceux de Damiette, réputés pour leur qualité, coûtent trop cher pour moi», rétorque Bassiouni.

Plus loin, dans les entrailles du labyrinthe de ce bidonville, des échoppes, qui ne sont en réalité que des murs avec des toits en tôle, sont accolées les unes aux autres, et chaque vendeur expose sa marchandise sur le trottoir qui sert de devanture. Sur des stands ou même des caisses en bois ou en carton sont exposés divers objets, dont certains vendeurs ne connaissent même pas l'usage. Nous trouvons ici de vieilles bassines, des marmites, des pelles, des clés, des serrures, des ventilateurs usagés, un marteau sans manche ou un cartable d'écolier, des sacs ou des sandales, et même de vieux jouets pour enfants. Bref, un peu de tout.

Sabah, 60 ans, veuve, travaille depuis longtemps dans ce marché aux puces. Bavarde et pleine de vie, assise à même le sol sur un bout de carton, elle ne se fait pas prier pour raconter ses aventures au sein de ce marché qui n'est pas comme les autres. «Mais à condition d'acheter quelque chose», nous dit-elle en se souvenant de son intrusion dans ce nouveau monde dans lequel elle a décidé de s'aventurer. «Au lieu de tendre la main pour nourrir mes enfants, je préfère vendre la khorda. Je suis partisane de l'adage qui dit : Qui ne tente rien n'a rien. Malheureusement, aujourd'hui, je sens la crise de manière perceptible, l'activité est toujours importante, mais je gagne moins qu'avant, car le pouvoir d'achat des gens a baissé», dit Sabah. «Ici, c'est le règne de la pratique, de la débrouille. Force est de reconnaître que, parfois, on déniche un objet de valeur cédé à un prix abordable. Pour nous, marchands, qu'on ait vendu ou pas, il faut toujours acheter. Souvent, on chine avec aucun sou en poche», conclut hadj Ebeid, vendeur de sanitaires d'occasion.

Mon voile représente un asservissement ? J'ai dû attendre d'être divorcée pour le porter

L'OBS

TRAVAILLER À MON COMPTE, LE SEUL MOYEN DE GAGNER MA VIE

Française née dans le Nord-Pas-de-Calais et d'origine berbère de par mes grands-parents, je suis une "Ch'ti" de 34 ans habitant depuis maintenant 10 ans près de la place des Vosges, au cœur du "marais" parisien. Je porte aussi un voile depuis plusieurs années : un jilbab, soit une robe avec un foulard intégré.

En 10 ans, je n'ai jamais eu de souci, ni dans mon quartier ni dans mes différents emplois, mis à part deux ou trois cas isolés.

J'ai travaillé pour plein de personnes différentes, de toutes confessions confondues, en tant qu'assistante maternelle et cuisinière à domicile. Je prévenais avant chaque entretien que je portais un voile et ça se passait généralement bien.

Mais, il y a trois ans, j'ai dû reprendre mes études. Je subissais tout d'un coup de plus en plus de réflexions sur ma tenue dans le cadre de mon travail et cela devenait insupportable. Des remarques de parents, jamais d'enfants : ces derniers font preuve d'un amour inconditionnel et pur, ils ne vous jugent pas. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que j'aimais travailler comme assistante maternelle.

Détentrice d'une licence en psychologie, j'ai donc en plus passé un diplôme d'assistante médicale, ainsi qu'un autre de masseuse à domicile, avec la méthode naturelle des pierres chaudes. Je suis en reconversion professionnelle afin de travailler à mon compte, puisqu'il n'y a que de cette manière que je peux visiblement gagner ma vie.

DES GENS CHANGENT DE PLACE POUR M'ÉVITER DANS LE BUS

Depuis 15 jours, c'est mon quotidien dans son ensemble qui est devenu invivable. Il faut le voir pour le croire tant c'est pesant. Avant c'était les regards. Lourds. Mais, ne voulant pas me victimiser ni rentrer dans la polémique, je faisais abstraction. La violence avance toutefois en général par étapes : je subis dorénavant des critiques verbales et j'ai très peur de ce qui peut suivre.

Il m'arrive souvent d'être prise à partie devant ma fille de 7 ans, mais je préfère faire profil bas en sa présence.

Dans le bus, il est récurrent que les gens pouffent quand je rentre, ou changent de place quand je m'assoie à côté d'eux.

Depuis quelque temps, je ne vais plus manger de glace seule avec ma fille à Bastille et je m'autorise moins de sorties parce que j'ai peur de ce qui m'attend dehors. On en est là. Ne plus pouvoir marcher tranquille-

Quand j'ai pris connaissance des polémiques autour de l'interdiction du "burkini", puis du hijab, je n'y ai pas cru. J'ai très sincèrement pensé que c'était un gag. Puis je me suis renseignée et j'ai été totalement décontenancée. Pourtant, en tant que musulmane portant un voile, j'avais déjà senti le vent tourner depuis plusieurs mois, voire plusieurs années.

ment dans la rue pour offrir une glace à mon enfant.

"RETOURNE CHEZ TOI !" OUI, OU ÇA ? CHEZ LES CH'TIS ?

La phrase qui revient tout le temps ? "Retourne chez toi !" Oui, où ça ? Chez les Ch'tis ? Je ne connais que la France. Lorsque je pars en vacances avec ma fille, je ne vais en général pas bien loin, en Normandie, parce que c'est moins cher et que j'aime les différents paysages de ce pays qui est le mien. Je n'ai jamais mis les pieds en Algérie alors que mes grands-parents en sont originaires. Je repousse ce voyage chaque année. Je ne suis d'ailleurs jamais allée au Maghreb tout court.

On m'accuse également de profiter de prestations sociales. J'ai toujours payé ma mutuelle et mes impôts. J'ai toujours travaillé et ne perçois pas d'allocations, puisque je n'ai qu'une enfant de 7 ans. De quoi va-t-on me taxer par la suite ?

UNE FEMME SEULE N'EST DONC PAS RESPECTABLE ?

Pas plus tard que ce mardi, j'ai emmené ma fille et ses copines au parc Astérix. Tout s'est bien passé, jusqu'au repas. Un homme nous a montrées du doigt. Sur le coup, j'ai fait le même geste, ce qui n'était après réflexion peut-être pas la meilleure réaction, mais il nous a ensuite laissées tranquilles.

Le plus souvent, les hommes aiment attendre que je sois isolée pour me critiquer. Quand je suis accompagnée d'un homme, je ne subis ni regards ni critiques. Si bien que je me permets de faire

re davantage de choses quand je suis avec mon frère ou mon père. Quel message en déduire ? Une femme seule n'est donc pas respectable ?

J'AI DÛ ATTENDRE D'ÊTRE DIVORCÉE POUR PORTER LE VOILE

De plus en plus, le mot asservissement est à la mode, et l'on justifie l'interdiction du voile au nom de l'égalité homme-femme. Mais moi j'ai dû attendre d'être divorcée pour pouvoir vivre ma religion comme je l'entends, personne ne m'a influencée !

Mon voile est bel et bien un symbole de soumission, mais envers Dieu, non envers les hommes.

Mon ex-mari, également musulman, faisait un blocage total vis-à-vis du voile, parce qu'il avait peur des regards des autres et des remarques qu'il pouvait m'attirer. J'ai quant à moi toujours voulu porter un voile mais je n'en avais jamais eu le courage. Pour l'assumer en France, il faut pourtant résolument en avoir.

J'AI PORTÉ UN HIJAB APRÈS AVOIR LU LE CORAN, LA BIBLE ET LA TORAH

D'éducation musulmane, j'ai appris quelques bases religieuses avec mes parents. Intéressée par la théologie, j'ai décidé de lire à la fois le Coran, la Bible et la Torah, et ce n'est qu'après cette analyse personnelle que j'ai décidé de revenir à l'islam. Le voile est évoqué dans les trois religions et s'inscrit à mes yeux dans la continuité de ma foi. Ces lectures m'ont donné le

courage que j'attendais. Il est venu un lundi matin, à la naissance de ma fille, en 2009.

Mon ex-mari en a été bouleversé. Pour lui, j'étais trop extrême par rapport aux risques encourus pour ma sécurité.

J'ai d'abord porté un hijab (foulard couvrant la tête) pendant cinq ans, avant de me décider pour le jilbab. Je n'irai néanmoins pas plus loin, parce que je trouve dangereux et compliqué de le faire dans un pays non musulman, et que je ne suis simplement pas de cette école religieuse.

POUR LE DROIT DES FEMMES À FAIRE CE QU'ELLES VEULENT

Mes voisins ont été témoins de mon évolution religieuse. Certains ne me parlent plus du tout, mais j'ai gardé de bonnes relations avec la majorité d'entre eux. Lorsque ces derniers viennent à la maison, ils sont un peu déroutés. Ils ne me reconnaissent pas. À l'intérieur, je me mets en robe et je me maquille. Mais je me fais belle pour moi. Pas pour les autres. J'ai néanmoins été cette femme qui s'apprête quand elle sort avec ses copines et je n'émet pas aucun jugement sur celles qui le font. J'ai simplement fait un chemin différent, et personnel.

Je suis voilée. Et féministe. Même si ma version du féminisme est biaisée pour certains, valable pour d'autres. Ce qui m'importe, c'est la liberté des femmes, le droit de faire ce que nous voulons : à la fois de se découvrir, mais également celui de se couvrir si nous le souhaitons. À titre

personnel, je ne suis ainsi pas pour le burkini, mais défends néanmoins la liberté de s'habiller comme on le veut quand on est à la plage.

JE N'IRAI PLUS À LA PLAGE AVEC MA FILLE

À la plage, ma fille et moi n'iront d'ailleurs pas cette année. Je n'ai pas le courage de subir regards, moqueries et remarques déplacées.

Une anecdote m'avait déjà convaincue de fuir la plage, en 2008. Je me baignais alors en paréo près de Deauville, non à cause de ma religion – je ne portais même pas encore de voile ! – mais parce que j'étais mal dans ma peau. Faisant à l'époque 120 kilos, je ne voulais pas m'afficher en maillot de bain avec ma graisse et ma cellulite.

J'avais déjà droit à plein de regards et de critiques, ne comportant aucun caractère religieux ni raciste – on ne voyait pas que j'étais musulmane et on distinguait à peine mes origines étrangères – mais assez révélateurs quant aux contrôles que l'on veut avoir sur corps des femmes. Une vieille dame, notamment, m'a lancé : "Mon pauvre petit, vous ne profiterez même pas du soleil, c'est dommage !".

J'ai tout de même eu le courage de retourner sur une petite crique vide avec ma fille à Honfleur l'année dernière. Je portais une petite robe paréo et un foulard. J'ai pu aller me baigner avec mon enfant et faire des châteaux de sable. C'était une journée fabuleuse. Malheureusement, je pense que c'était la dernière de ce type avant très longtemps.

Les mensonges de l'industrie agroalimentaire

Dans un hors-série, "60 Millions de consommateurs" passe au crible les trucs du secteur, tels que coloriser des aliments pour mieux les vendre. Affligeant !

Le Point

Si la terre est bleue comme une orange, une vaste enquête de 60 Millions de consommateurs nous apprend que la clémentine est verte. Dédier à la nourriture, le dernier hors-série du magazine épingle avant tout les mensonges de l'industrie agroalimentaire. Dès l'édition – savamment intitulé Voyage au pays de Pinocchio –, la rédactrice en chef Adeline Trégouët annonce la couleur – LES couleurs, plutôt, des produits falsifiés pour mieux allécher l'acheteur un brin bonne poire. «Quels sont les aliments manipulés sans que vous le sachiez ?» Pas sûr que la réponse vous ravisse...

Ce numéro spécial lève surtout le voile sur la colorisation factice et excessive de certaines denrées. On y découvre entre autres que la majorité des olives noires le deviennent au terme d'un séjour dans d'immenses cuves remplies de saumure (composée d'eau, de sel ou de soude caustique) et d'air à haute puissance auxquels s'ajoute du gluconate de fer, destiné, lui, à fixer la couleur ébène. L'objectif ? Neutraliser l'oleuropeïne, cette substance à l'origine de leur amertume naturelle. Prélevées avant

maturité, ces olives, en réalité vertes, seraient incomestibles telles quelles. À tel point que même les oiseaux les boudent...

DES ŒUFS ARTIFICIELLEMENT COLORÉS

Peu ou prou logées à la même enseigne, les clémentines sont pour la plupart récoltées avant d'atteindre le coloris qu'en leur connaît : «Les exigences de rentabilité imposées aux producteurs n'incitent guère à la patience, ces derniers se chargent de détruire eux-mêmes la substance», explique 60 Millions de consommateurs. Résultat, cet agrume séjourne le plus souvent dans des chambres de «dévertissement» en compagnie d'un gaz à base d'éthylène similaire à l'hormone végétale d'ordinaire sécrétée par les fruits. Après quoi la teinte verte de l'écorce s'estompe quelques jours plus tard, comme par magie. Les oranges, citrons et autres pomelos n'y couperont pas non plus.

Les produits finis ne sont pas les seuls à faire les frais de la main de l'homme. Cerise sur le gâteau : les éleveurs ont parfois recours à des traitements susceptibles de modifier la couleur des aliments lors de leur conception. Il suffit d'incorporer des pigments dans la nourriture des animaux à la manière d'un peintre ou d'un cuisinier



tot, c'est selon. Exemple avec les œufs, dont le jaune doit aujourd'hui virer à l'orange pour séduire le consommateur. À tort, «cette couleur intense est associée à un œuf de meilleure qualité du point de vue nutritionnel et gustatif», résume Yves Nys, directeur de recherche à l'Inra de Tours interrogé par le mensuel. Et puisqu'une poule nourrie au blé pondra un œuf à la limite du blanc, des caroténoïdes (jaunes), apportés via le maïs, s'ajoutent communément au régime ! Non assimilables par l'organisme des volatiles, ces molécules ne sont pas nocives, contrairement à la canthaxanthine (E161g), également intégrée à l'alimentation des poules «à des fins esthétiques». À forte dose, cette particule occasionnerait, chez l'homme, d'importants dégâts oculaires. Vous reprendrez bien un peu d'omelette ?

«Bientôt, ce sera écrit : "Interdit aux chiens et aux musulmans"»

Liberation

Siham sort son burkini d'un sac pour l'étendre sur les galets chauds de la plage de Carras, à l'extrême ouest de la promenade des Anglais, à Nice. «J'espère que je pourrai aller me baigner une dernière fois avant la fin des vacances», ose cette mère de famille venue d'Algérie pour quinze jours de voyage entre Montpellier et Nice. Avant d'enfiler ces quatre pièces de tissu désormais interdites sur les plages niçoises, Siham, prudente, envoie son mari, Fethi, à la chasse aux renseignements. «Est-ce que mon épouse peut se baigner avec son maillot complet et son foulard ?» lance-t-il aux deux maîtres-nageurs qui se penchent par-dessus la rambarde du poste de secours pour l'assommer de questions : «C'est pas un deux-pièces ? Avec un foulard ? C'est un burkini en fait ? Enchaînent-ils. C'est non. Sinon on sera obligés de prévenir notre responsable. C'est la consigne.» Le burkini retournera dans le sac, Siham n'ira pas dans l'eau turquoise. «Je voulais nager avec mes deux filles, c'est raté, dit-elle. Je profiterai en Algérie.»

TENTE

Il y a une semaine, le maire de Nice, Philippe Pradal, comme la quasi-totalité des édiles du littoral des Alpes-Maritimes, a signé un arrêté municipal interdisant l'accès aux plages publiques et à la baignade «à toute personne n'ayant pas une tenue correcte, respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité, respectant les règles d'hygiène et de sécurité». Chargé, entre autres, de faire respecter cet arrêté anti-burkini, un «dispositif estival» a été mis en place à Nice jusqu'au 15 septembre. Au total, une vingtaine de policiers municipaux sont mobilisés.

En une semaine, ils ont verbalisé au moins 24 personnes, quitte à interdire de plage une femme voilée. Une scène a particulièrement choqué. Sur une série de clichés pris mardi par un photographe indépendant, on voit une équipe d'agents adresser une contravention à une femme allongée sur une plage de la promenade des Anglais et portant un simple foulard, non un burkini. A Cannes, première ville à s'être lancée dans cette campagne contre la tenue de bain islamique, une femme prénommée Siam, venue en tourist à la plage coiffée de son voile avec ses deux enfants, a été contrôlée et verbalisée le 16 août, sous l'œil de badauds lui criant : «Rentre chez toi !» Selon le Collectif con-



Humiliées par les arrêtés des communes du littoral méditerranéen, certaines familles pratiquantes préfèrent aller se baigner en Italie.

tre l'islamophobie en France (CCIF), il ne s'agit pas d'un cas isolé. L'association indique avoir constitué 16 dossiers du même type, concernant des femmes voilées verbalisées et ne portant pas de «vrai» burkini.

Adossée aux barrières d'une plage privée niçoise, Khaja a planté les sardines de sa tente de plage. Cette aide ménagère de 47 ans passe son mercredi sous la toile bleue pour se mettre à l'ombre, surveiller ses enfants, mais aussi «pour ne pas provoquer avec le voile» : «Je ne veux pas faire d'histoires, explique-t-elle. J'aurais honte par rapport aux gens si les policiers me criaient : "Sortez de la plage !"» Tant que les arrêtés seront en

place, Khaja affirme qu'elle ne se mettra pas à l'eau. «Pour être tranquille», sa famille a passé une semaine à San Remo, sur la côte italienne, à plus d'une heure de voiture de Nice. «Là-bas, pas d'arrêté, donc pas de problème, insiste-t-elle. Je portais mon burkini sereinement.»

«REGARD»

S'exiler pour nager, c'est aussi le choix de la famille de Leila et Marwann. Depuis plusieurs mois, le couple avait prévu d'emmener ses trois enfants au bord de la Méditerranée, entre Antibes et Nice. Mais la semaine dernière, changement de programme. C'est la commune italienne de Vallecrosia

qui accueillera finalement les plongeons et les montagnes de galets des enfants : «Vu les tensions, on a roulé quelques kilomètres de plus pour l'Italie. Ici, on est tranquilles, on ne se fait pas embêter», tente d'expliquer Marwann, agacé d'être une nouvelle fois au centre de l'attention sur cette paisible plage à une dizaine de kilomètres de la frontière. «Ce n'est pas la police que l'on craint, mais le regard des gens, enchaîne Leila. Dès qu'on arrive sur la plage, ils se retournent, ils nous regardent.» Le couple songe «même à quitter la France» : «Ce type d'arrêté est tourné contre les Français musulmans. On ne se sent plus à l'aise chez nous.» «Chez

eux», Imène, Clément, son mari, sa sœur Heger et son beau-frère Fabrice competent y rester. Pour cette famille de confession musulmane, qui habite à deux pas de la promenade des Anglais, pas question d'aller plonger sur une autre plage. «Ce n'est pas de la provocation. Le but n'est pas de se mettre hors-la-loi. Mais on a tous le droit d'aller à la plage, chacun avec sa pudeur», affirme Imène, qui n'a pas ôté son voile. «Bientôt, ce sera écrit : "Interdit aux chiens et aux musulmans", s'insurge Fabrice. Aujourd'hui, c'est la plage. Demain, ça sera quoi ?» Un bateau de la police municipale passe au large. La famille n'est pas verbalisée.

Ce greffé du visage revient de très loin !

Patrick Hardison était pompier. Suite à une intervention, il a été défiguré. Le 24 août 2015, il a reçu une greffe du visage. Un an plus tard, il évoque ses progrès et souligne l'extraordinaire travail des médecins.



VSD

Son calvaire, vieux de 15 ans, commence peu à peu à se dissiper. Même s'il sera marqué jusqu'à la fin de ses jours par le terrible accident dont il a été victime, Patrick Hardison ne boude pas son plaisir de regouter aux petits loisirs qui lui étaient jusqu'ici interdits. Ce pompier américain de 42 ans revient de très loin. En 2001, alors qu'il était en intervention dans une maison en flammes dans le Mississippi, le toit s'est subitement effondré sur lui. Le drame lui a coûté une très longue hospitalisation et la perte quasi totale de son visage, brûlé au troisième degré. Du front au menton, l'homme est malheureusement devenu méconnaissable par la suite. Ses yeux ont été brûlés, son nez cassé, sa bouche s'est retrouvée en lambeaux. Les années qui s'en suivirent furent un long combat contre la douleur et l'acceptation de ses très nombreuses cicatrices.

Mais ce mercredi 24 août, la joie a regagné son cœur. L'homme a donné une conférence de presse, un an après avoir reçu une greffe du visage. Il a notamment expliqué que, pour la première fois depuis très longtemps, il avait pu de nouveau se baigner : «Ma famille et moi sommes allés à Disney World en juin et j'ai nagé avec eux dans la piscine. C'est quelque chose que je n'avais plus fait depuis 15 ans!» En plus des loisirs, Patrick Hardison a surtout récupéré les fonctions essentielles de son visage. Ses nouvelles paupières lui permettent désormais de cligner des yeux et donc d'améliorer sa vision. Jusqu'alors, il ne pouvait par exemple plus conduire.

«JE N'AI PLUS DE REGARDS INSISTANTS D'ÉTRANGERS»

Ces miracles sont le fruit de l'extraordinaire travail d'une équipe de plus de 100 médecins, infirmières et aides-soignantes qui ont tout mis en œuvre pour lui donner une nouvelle tête. L'opération s'annonçait bien entendu délicate, ses chances de réussites ayant été estimées à 50%. Mais la chance et le talent ont été du côté du bloc opératoire et du patient. L'acte chirurgical a été pratiqué sur une journée entière. Ils se sont ainsi appliqués à lui appliquer son nouveau visage, dont le donneur n'est autre que l'ancien champion de BMX, David Rodebaugh, qui s'est tué à 26 ans dans un accident de la route. Outre la greffe, Patrick Hardison a également dû subir une multitude d'autres opérations mineures les mois qui ont suivi, consistant en des ajustements.

Ce dernier n'a désormais de cesse d'adresser ses chauds remerciements aux médecins qui se sont si bien occupés de lui. Il se réjouit également de retrouver une existence commune : «Je n'ai plus de regards insistants d'étrangers, je suis presque de nouveau un gars normal, avec des activités normales». L'occasion aussi d'encourager les personnes défigurées et qui hésitent à recevoir une greffe du visage à franchir le pas. De son côté, le docteur Eduardo Rodriguez, qui a piloté l'opération, loue les capacités de son patient dans sa convalescence, estimant qu'elles dépassent «toutes ses espérances». Patrick Hardison doit à présent suivre rigoureusement un traitement antirejet et se plier à des contrôles mensuels à New York. Mais le gros de son combat est passé. Et son histoire fera probablement date dans l'histoire des greffes du visage, dont la première a été réalisée en France, en 2005.

AIR ALGERIE

Jeudi

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	20h30
Oran - Alger	21h05
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	08h30
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	11h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h30
In Amenas - Oran	12h10
Adrar - Oran	11h45
Annaba - Oran	19h55
----- Vendredi -----	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	08h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Constantine	14h40
Oran - H. Messaoud	08h30
Oran - Tindouf	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h15
Constantine - Oran	17h10
H. Messaoud - Oran	11h25
Tindouf - Oran	18h00
Tamanrasset - Oran	08h15
Ghardaïa - Oran	11h35
INTERNATIONAL	
----- Jeudi -----	
Vol	Départ
Oran - Bruxelles	07h30
Oran - Paris-(Orly)	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	14h20
Oran - Paris-(CDG)	14h50
Oran - Toulouse	15h15
Oran - Alicante	15h20
Oran - Marseille	15h25
Oran - Jeddah	17h40
Vol	Arrivée
Bruxelles - Oran	14h15
Paris-(Orly) - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h15
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	18h30
Paris-(CDG) - Oran	21h00
Toulouse - Oran	19h25
Alicante - Oran	18h20
Marseille - Oran	20h10
Jeddah+1 - Oran	07h15
----- Vendredi -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20
Oran - Medine	22h45
Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Casablanca - Oran	18h50
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Paris(CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
Medine(+1)- Oran	12h10

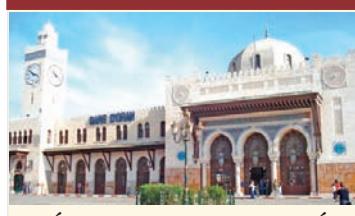
AIGLE AZUR

VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu / Ven / Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer / Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15/ 16h35

TUNISAIR

Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	10h30
09h45	

TRAIN



DÉPART ARRIVÉE

ORAN - OUED TLELAT

OUED TLELAT - ORAN

-----ORAN - ALGER-----

ALGER - ORAN

-----ORAN - MAGHNIA-----

MAGHNIA - ORAN

-----ORAN - BECHAR-----

BECHAR - ORAN

-----ORAN - CHLEF-----

CHLEF - ORAN

-----ORAN - TÉMOUCHENT-----

BÉNISAF - TÉMOUCHENT

-----ORAN - SBA-----

SBA - ORAN

-----ORAN - RELIZANE-----

RELIZANE- ORAN

-----COURRIER EXPRESS-----

EL MOUNAKASSA

EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01

0560 06 95 03

0560 05 60 00

0559 70 26 61

-----BRYA EXPRESS-----

Oran: 041 51 14 33/34

Alger : 0770 30 51 60

Annaba : 0770 30 57 04

www.bryaexpress.com

-----TRANSPORTEUR SAFIR-----

Oran - Alger:

061.20.20.45

-----Constantine:

0557.37.73.57

-----El Eulma:

0665.96.32.00

Sétif: 071.43.61.49

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN

Ensoleillé Max.34- Min.21

Ensoleillé Max.32- Min.21

MOSTAGANEM

Ensoleillé Max.31 -Min.19

Ensoleillé Max.30 -Min.20

TLEMCEN

Ensoleillé Max.32- Min.19

Ensoleillé Max.31- Min.18

MASCARA

Ensoleillé Max.33 - Min.19

Ensoleillé Max.33 - Min.19

TIARET

Ensoleillé Max.32- Min.16

Ensoleillé Max.32- Min.16

CHLEF

Ensoleillé Max.36- Min.21

Ensoleillé Max.36- Min.21

BÉCHAR

Peu nuageux Max.38 -Min.26

Ensoleillé Max.39 -Min.27

ALGER

Ensoleillé Max.28- Min.18

Ensoleillé Max.28- Min.19

CONSTANTINE

Ensoleillé Max.29 -Min.14

Ensoleillé Max.31 -Min.15

ANNABA

Ensoleillé Max.29 -Min.19

Ensoleillé Max.29 -Min.17

Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle
Divisions de recherche : Anthropologie de l'éducation et systèmes de formation

Politiques d'alphabétisation en Algérie

Commission UNESCO en Algérie / CRASC

Jeudi 08 septembre 2016 à 09h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

Cycle des Conférences du CRASC

Abdel Wedoud OULD CHEIKH, chercheur CNRS - Paris

Mercredi 14 septembre 2016 à 14h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

CINÉMATHÈQUE D'ORAN



Aujourd'hui
-14h30 : «La bataille d'Alger» de Gillo Ponticarvo Algérie-Italie 1965
-17h00 : Film documentaire / «Ils ont rejoint le front» de Jean Asselmeyer (Alg/2012)

Samedi 10 septembre
-14h30 : «Rachida» de Mina Chouikh /Alg 2002
-17h00 : Film documentaire «Octobre à Paris» de Jean Panjel France 1962

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	108,77	115,41
1 EUR	120,65	128,05
1 CAD	82,49	87,56
1 GBP	143,46	152,26
100 JPY	104,67	111,09
1 SAR	29,00	30,77
1 KWD	359,57	382,03
1 AED	29,61	31,43
100 CHF	11.114,72	11.796,97
100 SEK	1.259,22	1.336,57
100 DKK	1.621,91	1.721,20
100 NOK	1.270,85	1.349,24

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	109,87	115,41
1 EUR	121,87	128,05
1 CAD		

Des brigades pour le contrôle après les heures de travail 90 mises en demeure à des employeurs contrevenants

J. Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre les dépassements liés au non-respect du code de travail et l'amélioration des conditions de travail, l'inspection régionale du travail de la wilaya d'Oran a mis en place des brigades de contrôle qui activent même après les heures de travail. Selon M. Bendib, inspecteur régional, « certaines entreprises, afin d'échapper aux contrôles, emploient deux équipes de travailleurs. Une équipe composée de travailleurs déclarés (assurés) qui exercent durant la journée (8 à 16h par exemple) et une autre équipe non déclarée qui travaille en fin d'après-midi jusqu'au soir. Pour faire face à ce genre de dépassements, on a mis sur pied des brigades de contrôle pour sillonnner les lieux de travail et notamment ceux du secteur des services de 16 à 19 heures », souligne M. Bendib.

Pour le contrôle des 100 points de vente du cheptel Une trentaine de vétérinaires mobilisés par la DSA

La direction des services agricoles d'Oran a mobilisé une trentaine de vétérinaires pour assurer le contrôle sanitaire dans les quelque 100 points de vente du mouton de l'Aïd, recensés par les services de wilaya, a indiqué Mme Rachida Benlidia, responsable à l'inspection vétérinaire de la DSA. Le contrôle sanitaire du cheptel a débuté il y a une quinzaine de jours et se poursuivra jusqu'à la veille de la fête de l'Aïd, a précisé Mme Benlidia ajoutant que les opérations se déroulent dans de bonnes conditions et qu'aucun problème n'a été décelé. Une permanence a été en outre placée au marché aux bestiaux d'El-Kerma. Mme Benlidia a, par ailleurs, rappelé que des commissions de wilaya chargées de désigner aux éleveurs et autres revendeurs de bétails les sites de vente, en présence de vétérinaires, ont été constituées pour faciliter le contrôle sanitaire et pour assurer la stabilité des prix.



Pour encourager la vente directe sans intermédiaire, de l'éleveur au consommateur, quelque 18 points spécifiques ont été implantés dans les fermes, a précisé la même responsa-

gné M. Bendib. « Installées depuis le mois de juillet dernier à Oran, ces équipes ont visité 96 lieux de travail (pizzerias, restaurants, cafeterias...), totalisant 265 employés et ont dressé 90 mises en demeure », ajoute notre interlocuteur.

Parmi les infractions enregistrées par les contrôleurs, on note la non-déclaration des employés, l'absence de sanitaires, le manque flagrant de moyens de lutte contre les incendies, l'absence de registres réglementaires, le non-respect de la réglementation en ce qui concerne le SMIC, les indemnités et les congés payés. Dans ce genre de situation, l'inspecteur du travail a des missions très étendues : il contrôle l'application de la réglementation du travail dans tous ses aspects, qu'il s'agisse du contrat de travail, de la durée du travail, de l'hygiène et de la sécurité, du bon fonctionnement des institutions représentatives du personnel. L'inspecteur

du travail contrôle l'application de la réglementation du travail, conseille et informe les employeurs et les salariés sur leurs droits et obligations. Il tente également de concilier les parties, notamment lors de conflits collectifs.

L'inspecteur peut intervenir si l'employeur ne respecte pas la réglementation en matière de salaire (non-respect du SMIC, inégalités homme-femme...). Il peut être consulté en matière d'horaires de travail trop importants ou de conditions de travail difficiles. Pour rappel, durant les six premiers mois de l'année en cours, 8.130 plaintes ont été déposées par des travailleurs contre leurs employeurs. Ces plaintes ont été déposées par des employés contre leurs employeurs au niveau des neuf bureaux de conciliation répartis sur les wilayas d'Oran, Mascara, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent, Mostaganem et Tlemcen.

Extension du terminal à conteneurs du port d'Oran Le projet réceptionné au 1^{er} semestre 2017

K. Assia

Le projet d'extension du terminal à conteneurs du port d'Oran sera réceptionné au courant du premier semestre 2017, a déclaré hier le PDG de l'entreprise portuaire d'Oran en marge de la journée d'information organisée à la CCIO sur les nouvelles facilitations douanières et portuaires accordées aux opérateurs économiques.

Ce projet lancé en 2014 s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation du port d'Oran de sorte à augmenter la capacité actuelle du terminal à

conteneurs. Pas moins de 1,2 millions de conteneurs par an seront donc traités grâce à cette extension qui permettra l'accostage de navires de grand tonnage. Le lancement des travaux de réalisation du futur terminal à conteneurs vers le côté est de l'infrastructure portuaire, permet donc aux responsables de l'EPO de caresser, d'ores et déjà, l'espoir d'un alignement sur tous les ports modernes du bassin méditerranéen. En soulignant l'impact de ces projets dans le développement économique de la région, notre interlocuteur a précisé qu'en plus de cette opération

d'extension, l'EPO a lancé également des travaux de confortement des quais dont le quai Sénégal destiné à l'accostage des navires à marchandises et le quai Conakry à l'accostage des car-ferrys. Actuellement, en dépit des quatre projets lancés dans l'enceinte portuaire, le trafic réalisé est jugé positif, selon le responsable.

Les objectifs de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO) s'appuient désormais sur une feuille de route définissant plusieurs étapes, allant de la remise en état des infrastructures de base aux perspectives de développement.

Tranche de Vie

Il est discret, il ne l'exhibe pas. Généralement, il en a deux. Le premier, qu'il utilise pour toutes les relations, l'autre pour un cercle restreint. Il ne donne pas son second numéro à la mère. Astreint, il doit être joignable à tout moment. Le temps c'est l'argent et l'ère est à la compétition. C'est généralement sa boîte qui lui a fourni le bigophone mobile. Et dès qu'il est en repos et que la sonnerie retentit, c'est «Khir In cha' Allah! j'espère que ce n'est pas, encore, une tuile». C'est le rapport des gens «spotables» avec le portable.

Mais il y a une faune mobile, un danger public, c'est les jetables et leurs portables. Ceux-là, qui dégagent plus vite que leur ombre à la moindre sonnerie, la moindre connexion, et des sonneries ça n'arrête pas. Ça va de «Allô bonjour omri, comment que tu as su que j'étais là ?», oubliant qu'il n'était pas accroché au



combiné d'un fixe, au style, «Tu lui dis de décharger deux conteneurs au dépôt du centre, et les autres dans l'autre, pour les camions, qu'ils attendent ou alors si tu disposes de li-

quidités, tu les règle». Même que, quelquefois, on a droit à «Non oualou, j'en ai marre de la bastella, tu envoies le chauffeur chez notre boucher, il te commande une épaulé farcie, et tu ajoutes en appoint une ou deux pièces de poisson, c'est plus léger. Non, les fruits, ne t'inquiète pas, n'jib moi-même». On n'a rien contre, bon appétit, mais quand c'est dit à haute voix, dans le hall bondé de monde d'une quelconque administration, cela frise l'indécence et le ridicule. Ce sont généralement ces jetables et leurs portables qui causent, sur les routes, l'irréparable. Au volant de leurs voitures, ils ne savent choisir entre: «N'soug, nekmi, ouella n'tiliphouni».

Voyez-vous, le portable c'est le nouvel animal de compagnie. Le nouveau s'offre un chien pour le guider, on prend un berger allemand pour aider au gardiennage, le chien de chasse c'est connu. Mais dans tous ces cas, quand le maître sonne, l'animal répond présent. Dans le cas du portable, quand il trine-trine, c'est le maître qui dresse l'oreille.

Par El-Guellil

Parlotte

Chambre de commerce et d'industrie CCIO

Les nouvelles mesures de facilitations douanières en débat

K. Assia

Les nouvelles mesures d'encouragement et de facilitations douanières accordées dans les opérations de commerce extérieur et dans la promotion des exportations hors hydrocarbures ont été expliquées, hier, lors d'une journée d'information organisée à la chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie CCIO par la direction régionale des douanes d'Oran et l'entreprise portuaire d'Oran EPO au profit des opérateurs économiques et des transitaires.

L'inspecteur peut intervenir si l'employeur ne respecte pas la réglementation en matière de salaire (non-respect du SMIC, inégalités homme-femme...). Il peut être consulté en matière d'horaires de travail trop importants ou de conditions de travail difficiles. Pour rappel, durant les six premiers mois de l'année en cours, 8.130 plaintes ont été déposées par des travailleurs contre leurs employeurs. Ces plaintes ont été déposées par des employés contre leurs employeurs au niveau des neuf bureaux de conciliation répartis sur les wilayas d'Oran, Mascara, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent, Mostaganem et Tlemcen.

En termes de facilitations, il y a

lieu de noter les différents régimes économiques mis à la disposition des opérateurs économiques. L'administration douanière s'est dotée d'instruments juridiques pour faciliter les échanges, comme l'a souligné un intervenant des douanes. Pour l'exportation temporaire de marchandises en franchise de droits et taxes, un document douanier international, un carnet ATA, a été mis en place pour les exportateurs ainsi que pour les importateurs.

Prenant la parole, M. Mousaoui, directeur régional adjoint à la direction régionale des douanes d'Oran, a explicité le nouveau tarif douanier à dix chiffres précisant que ce système va permettre d'identifier la marchandise, d'élaborer les statistiques du commerce extérieur, d'appliquer les droits de douane et autres taxes et une meilleure prise en charge des formalités administratives. Par ailleurs, le PDG de l'EPO a noté qu'en termes de facilitations l'entreprise a créé en 2016 des zones logistiques équipées de prises électriques pour les conteneurs frigorifiques. Notons qu'une réduction allant jusqu'à 50% sur les prestations est offerte aux opérateurs en matière de manutention et autres.

Les commerçants appelés à assumer leurs responsabilités 207 boulangers et 472 épiciers pour assurer la permanence

Une liste de 207 boulangers exerçant à l'échelle de la wilaya d'Oran a été arrêtée conjointement par la direction du commerce et les services de wilaya pour assurer la permanence pendant les deux jours de l'Aïd, a indiqué mercredi à l'APS Mouad Abed, coordinateur du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens. En plus des boulangers, 472 magasins d'alimentation générale assureront l'approvisionnement en denrées alimentaires durant cette même période de fête religieuse. Quelque 14 minoteries, 2 laitières, un producteur d'eau minérale et 16 stations d'essence seront, par

ailleurs, requisitionnés au cours des deux jours de la fête, a-t-il ajouté. Selon M. Abed, la mesure concernant la permanence, désormais codifiée par un décret ministériel, fera en sorte que les marchands désignés qui manqueront leur permanence seront passibles de sanctions administratives sévères. Une brigade de la direction du commerce veillera sur le suivi de ce planning de permanence, de recenser des déficitaires et d'appliquer les sanctions. Le représentant de l'UGCAA a appelé, à cette occasion, les commerçants à assumer leur responsabilité en garantissant le service public et à répondre aux besoins des citoyens.

Kyste hydatique: campagne de prévention dans 50 établissements scolaires

Le dispositif relatif à la prévention du kyste hydatique, réactivé à l'occasion de l'Aïd El-Adha, a ciblé cette année une cinquantaine d'établissements scolaires de la wilaya d'Oran, a-t-on appris mercredi de la direction de la santé et de la population. «Nous avons entamé dans le cadre du programme de lutte contre les zoonoses, une large campagne de communication sur le kyste hydatique. Nous avons ciblé, à l'approche de l'Aïd El-Adha, les enfants scolarisés car nous estimons qu'ils sont les meilleurs médiateurs pour sensibiliser leurs parents sur ce dangereux parasite», a indiqué à l'APS le chef de service chargé de la prévention, Dr Youcef

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mechelili Halima, 82 ans, 2 rue Kadi Med Dani Fatiha, 61 ans, Cité Dar El Hayat Nahar Ghoulam, 46 ans, Haï Feloucen Tarda Ferdaousse, 5 ans, Saint-Antoine

Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 dhoul el hidja 1437

El Fedjr 05h14	Dohr 13h01	Assar 16h37	Maghreb 19h25	Icha 20h43
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



RELIZANE

Le dilemme du crédit Rfig

Mahi Ahmed

Se trouvant devant une situation compliquée pour le remboursement de l'argent accordé par la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) dans le cadre du crédit Rfig, plus de 1000 fellahs de Relizane souhaitent l'intervention du premier responsable de la wilaya, du directeur des servies agricoles et du secrétaire de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) au niveau local pour une éventuelle intervention auprès de la direction générale de la BADR afin qu'ils soient rééchelonnés pour le remboursement

des dettes. Les fellahs affirment avoir été victimes d'une saison agricole catastrophique à la suite de la sécheresse qui a frappé 80% de la wilaya et s'est répercute négativement sur le rendement notamment des céréales. Les intéressés qui se trouvent dans l'embarras à un certain moment de l'entame de la campagne labours-semaines rappellent les orientations de l'Etat pour l'exploitation de plus vastes superficies cultivables afin de faire face à la crise économique en valorisant le secteur agricole. Ces fellahs en réelle difficulté affirment avoir saisi les responsables de l'UNPA pour la prise en charge de cet épineux pro-

blème de dettes contractées après avoir bénéficié du crédit Rfig l'année dernière. D'autre part, la CCLS a déjà pris toutes les mesures nécessaires pour la réussite des labours-semaines afin de fournir les semences et les engrains aux agriculteurs.

Néanmoins, on indique que seulement vingt dossiers ont été déposés au guichet unique réservé à l'opération. En outre, la chambre de l'agriculture a accordé toutes les facilitations aux fellahs et appelle les responsables compétents à trouver une issue favorable à cette crise de dettes quelques jours avant de lancement de la campagne labours-semaines.

50 trousseaux scolaires pour les enfants diabétiques

Mahi Ahmed

Al'occasion de la rentrée scolaire, l'association El Amel des diabétiques de la wilaya de Relizane a procédé, mardi dernier, à la distribution de 50 trousseaux scolaires au profit d'enfants diabétiques démunis poursuivant leur cursus scolaire dans le cycle primaire.

Cette opération s'inscrit dans le ca-

dre d'un programme initié par l'association pour l'attribution dans les prochains jours de quelque 250 trousseaux aux élèves diabétiques des trois paliers de l'enseignement.

Des bienfaiteurs ont promis d'aider cette frange de la société en dotant l'association de fournitures scolaires dans les plus brefs délais. De son côté, le président de l'association lance un appel aux respon-

sables de l'éducation et aux enseignants d'avoir un comportement assez particulier avec ces enfants en leur permettant notamment la prise de leur goûter et leurs médicaments à l'école. Les pouvoirs publics sont aussi interpellés pour prendre en charge ces petits malades en matière de sécurité sociale particulièrement ceux dont les parents ne sont pas assurés.

sables de l'éducation et aux enseignants d'avoir un comportement assez particulier avec ces enfants en leur permettant notamment la prise de leur goûter et leurs médicaments à l'école. Les pouvoirs publics sont aussi interpellés pour prendre en charge ces petits malades en matière de sécurité sociale particulièrement ceux dont les parents ne sont pas assurés.

DJIDIOUTIA

Une femme tire sur sa belle-sœur

Mahi Ahmed

La localité d'Ouled Sidi Mihoub dans la daïra de Djidiouia, 35 kilomètres à l'est de Relizane, a vécu, mardi dernier, un événement inédit quand une femme de 32 ans

a reçu des coups de feu d'un fusil de chasse tirés par sa belle-sœur à la suite d'un différend familial, apprend-on d'une source bien informée. La victime a été évacuée par la Protection civile aux UMC de l'établissement hospitalier Moha-

med-Boudiaf de Relizane. La Gendarmerie nationale a procédé à l'arrestation de l'auteur des coups de feu et la saisie de l'arme.

Une enquête a été ouverte pour connaître les causes réelles de cet incident familial.

AÏN-TEMOUCHENT

Neuf dossiers d'investissement dans le secteur de la pêche

Mohamed Bensafi

Neuf demandes d'investissement dans le secteur de la pêche et des ressources halieutiques ont été validées à Aïn-Temouchent par le comité ad hoc de wilaya, a indiqué le wali Ahmed Hamou Touhami qui s'exprimait cette semaine à la radio locale. Il s'agit notamment de projets d'investissement dans le secteur aquacole dont 06 futures fermes aquacoles à réaliser à partir de 2017 avec la possibilité de créer plusieurs dizaines de postes d'emploi directs. Ces projets,

financés sur le programme de développement quinquennal 2014-2019, visent essentiellement la promotion des filières de la pêche et de l'aquaculture, orientées vers l'intégration, la durabilité et la favorisation de création de nouveaux emplois. En règle générale, les demandes d'investissement dans le secteur aquacole sont enregistrées à la direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques.

Les dossiers d'investissement sont soumis ensuite au Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA)

pour étude et avis en vue de l'octroi de concession. Par ailleurs, dans le but d'appuyer ce secteur et diversifier l'économie nationale, une délégation européenne du programme DIVICO II, composée d'experts de l'Union européenne (UE), a effectué, en 2016, plusieurs visites aux ports de Béni-Saf, Bouzédjar et Madagh2 où les infrastructures de la pêche ont été visitées. Ces visites à caractère économique entrent dans le cadre de l'accord entre l'Algérie et l'Union européenne qui permettra de développer le secteur de la pêche.

Un nouveau directeur de la formation professionnelle

Mohamed Ghanem Sebbar est le nouveau directeur de la formation professionnelle à Ain-Temouchent. En effet, cet ex-chef de service à la wilaya de Sidi Bel-Abbès vient d'être récemment installé dans ses nouvelles fonctions.

À noter aussi que son prédécesseur, Kouideur Mostefaoui, a pris le chemin inverse où il occupe désormais le même poste de DFP de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Un secteur aussi sensible que la formation

professionnelle, du fait de ses rapports avec une frange majoritaire qu'est la jeunesse, est soumis aujourd'hui à une palette de recommandations issues de la dernière conférence nationale la formation professionnelle de novembre 2015.

La circulaire 01 du 16 décembre 2015 du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels en contient les directives essentielles. Le nouveau DFP d'Aïn-Temouchent est conscient, et il le dit, qu'il

va s'investir totalement dans cette nouvelle feuille de route et toutes les orientations visant à moderniser le secteur en tenant compte de la vocation et des spécificités de chaque région, les potentialités socio-économiques et industrielles qu'elle recèle, afin que le jeune diplômé ne trouve pas de difficultés pour s'insérer dans le marché du travail et la vie socio-économique et professionnelle.

M. B.

TIARET

L'école Ibn Badis sera classée patrimoine national

El-Houari Dilmi

mique qui a enflé démesurément, le wali, Bentouati Abdeslam, a officiellement réagi en affirmant que l'école Ibn Badis ne sera pas démolie, bien au contraire. En effet, dans un communiqué adressé au bureau du «Quotidien d'Oran» à Tiaret, le chef de l'exécutif de wilaya apporte un démenti catégorique. «L'édifice présente certes des signes de désuétude eu égard aux vicissitudes du temps, mais techniquement, des solutions seront trouvées pour la réhabilitation et la restauration de l'ouvrage», lit-on dans le communiqué du cabinet du wali. «Avec tout ce qu'il charrie comme charge émotionnelle, cet édifice dont l'histoire est intimement liée à l'activité salvatrice de l'association des Oulémas demeurera un repère inégalable et irremplaçable dans la cité», est-il encore indiqué dans le communiqué du premier responsable de la wilaya.

«Sous prétexte de risque d'effondrement, plusieurs joyaux architecturaux ont été détruits ces dernières années, commençant par l'église sainte Madeleine, le bouleodrome, Ain El-Djenane ou encore l'ex-tribunal qui faisaient le charme de la ville.

Aujourd'hui, c'est le tour de la mythique école Ibn Badis qui a enfanté de valeureux enfants de Tiaret, aujourd'hui des avocats, architectes, médecins, femmes et hommes de lettres», écrivent des militants associatifs, notables et simples citoyens, dans une lettre-pétition adressée sous le sceau de l'urgence aux autorités de la ville. Pour couper court à la polé-

Un nouveau colonel à la tête du groupement de gendarmerie

El-Houari Dilmi

Le nouveau commandant de Groupement de la Gendarmerie nationale dans la wilaya de Tiaret a été officiellement installé lundi par le général Baiben Karim, chef du 2e Commandement régional de la Gendarmerie nationale (Oran-2e RM).

Le nouveau commandant de groupement est le colonel Lahzar Belouatar, installé en remplacement du colonel Boutaleb Farid, appelé à d'autres fonctions. Installé en présence des autorités civiles, militaires et judiciaires ainsi que les élus locaux.

Pour rappel, cinq (05) officiers en poste dans différentes compagnies et brigades dans la wilaya de Tiaret ont été promus à des grades supérieurs le 5 juillet dernier à l'occasion de la célébration du 5^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale.

BECHAR

La jeune troupe «Jil Diwan El Kandoussi» de Kenadsa remporte le concours

La jeune troupe «Jil Diwan El Kandoussi» de la localité de Kenadsa a remporté mardi soir Béchar le concours du 10e Festival national de musique diwan après une prestation qui avait marqué les esprits par sa justesse et son harmonie. Fondée 2011 cette troupe composée de jeunes musiciens âgés de moins de 23 ans avait ébloui l'auditoire avec la puissance de son jeu au tbel, une particularité des troupes de Kenadsa, sa chorégraphie koyo, son occupation de l'espace scénique ou encore par l'harmonie et la puissance des voix de sa chorale. Le jury présidé par l'artiste Lahcen Bestam, leader du groupe «Essed», a également attribué la deuxième place du concours à la troupe «Mââlem Fayçal Soudani» d'Alger, qui avait basé sa participation sur des textes rares, alors que la troisième place du concours est revenue aux «Diwan Essarab», jeune troupe récemment créée à Tindouf. Les trois lauréats se produiront à Alger en 2017 à la faveur du 9e Festival international de musique diwan. Cette dernière soirée du festival avait connu l'entrée en lice de «Banga Nass El Waha» de Ouargla qui a brillé par des textes en zénète, sa maîtrise des percussions et du chant mais

sans pourvoir convaincre au niveau du jeu de gumbri. Une école de musique diwan à Mascara, la troupe «Ridjal Gnawa», qui s'était également produite en compétition lors de la soirée de clôture, avait captivé le public par une mise en scène théâtralisée de son spectacle et une grande maîtrise du chant. Cette soirée de clôture a également été marquée par des hommages rendus par le commissariat du festival à des artistes emblématiques et populaires de la ville de Béchar à savoir Hasna El Bécharia qui avait annulé son concert pour des raisons de santé et la famille Damou, des praticiens du diwan depuis plusieurs générations. Venu d'Oran, le groupe «Les Jaristes», alliant terroir et musique contemporaine, a assuré, devant un public nombreux, le spectacle de cette dernière soirée du festival sur des tons rai, rock, jazz et diwan.

Inauguré vendredi, le 10e Festival national de musique diwan a pris fin mardi soir après cinq jours de spectacle qui ont vu se produire sur la scène du stade olympique du 18-Février 12 troupes en compétition et six autres groupes invités venus d'horizons musicaux différents à cet unique grand événement musical de la région.

EL-TARF

Des contestataires bloquent la route

A. Ouelaa

Plusieurs routes de la ville de Besbès ont été fermées mardi dernier, notamment la RN 84, en allant vers Dréan, où des blocs de pierres, pneus brûlés et même des conduites en béton ont été dressés sur la route à hauteur de la localité de Touila. Le malaise était grandissant chez les automobilistes, bus et taxis qui devaient opérer un détour de 30 km en passant

par Bir H'Nech, Bennamar et Bija. Sur place, les contestataires, en grand nombre, dans une colère indescriptible, n'ont eu de cesse de fustiger un état de fait qui n'a que trop duré et pour lequel aucune solution n'a été trouvée. Il s'agirait de l'eau «qui n'a pas coulé dans les robinets depuis deux mois et plus», selon les protestataires. Et, disent-ils, ils sont fatigués de ces promesses creuses, d'avoir écrit partout, frappé à toutes les portes.

TÉBESSA

Vol de cheptel, deux arrestations

Ali Chabana

Et voilà que le phénomène du vol de cheptel réapparaît à quelques jours de la fête de l'Aïd El-Adha. En effet, une tentative de vol d'un troupeau de moutons a été mise en échec par les éléments de la Gendarmerie nationale. Cela s'est produit près de la localité frontalière de Ras Laâyoun, à 37 km au nord-est de Tébessa. Ayant constaté la disparition de ses bêtes, le propriétaire a aussitôt alerté la gendarmerie qui a déclenché les recherches aboutissant à

la récupération des 80 têtes d'ovin et l'arrestation de deux éléments du groupe de malfaiteurs, a-t-on appris de sources concordantes.

Toujours dans le cadre de l'Aïd El-Adha, les services vétérinaires de la direction des services agricoles viennent de désigner 28 points de vente de moutons à travers le territoire de la wilaya, ainsi que la mobilisation de 14 équipes de vétérinaires, comme mesures préventives, pour le contrôle des bêtes mises à la vente pour prévenir tout risque de contamination.

MSILA

La terre a tremblé

Une secousse tellurique de magnitude 3,4 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée mardi à 20h39 à Msila, indique le Centre de recherche en astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 km au sud-ouest de Msila, précise la même source.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 15.000 clients privés d'électricité pour défaut de paiement

Plus de quinze mille clients ont été privés d'électricité à Oum El Bouaghi pour non-paiement de factures, a indiqué mardi le directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE).

L'opération de recouvrement des dettes de la SDE-Oum El Bouaghi auprès de ses abonnés a été lancée la mi-mai, a souligné M. Abdallah Ben-djeda précisant que tous les moyens

humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour le recouvrement du total des dettes estimé à 1,82 milliard de dinars non payés par des abonnés ordinaires (ménages) et autres instances et entreprises publiques.

L'Agence d'Aïn Fakroun a enregistré la dette la plus élevée (580 millions de dinars), suivie de l'Agence d'Aïn M'lila avec des dettes avoisinant les 280 millions de dinars, a détaillé le

même responsable précisant que le montant de recouvrement enregistré par les différentes agences de la SDE-Oum El Bouaghi n'a pas dépassé les 230 millions de dinars.

Depuis le début de l'année 2016, pas moins de 1.000 cas de fraude (approvisionnement illicite en électricité) ont été signalés dont 700 détectés lors de la campagne en cours de recouvrement des dettes, a-t-on encore fait savoir.

KHENCHELA

Projet de protection contre les inondations

Le projet de la protection de la ville de Khencela contre les inondations sera reçu à la fin du premier trimestre 2017, a-t-on appris du directeur des ressources en eau, Mohamed Boudjelita. Ce projet qui a coûté à l'Etat 1,5 milliard de dinars a été inscrit en 2015 après une étude réalisée par la direction des ressources en eau de la wilaya de Khencela en collaboration avec un bureau d'études public, a précisé le responsable. Il a, dans ce contexte, ajouté que les

travaux lancés en 2015 sont actuellement à 65%. M. Boudjelita ajoute que ce projet qui devrait protéger la ville de Khencela des inondations consiste en la réalisation d'un long canal ouvert en béton armé, autour de la ville.

La première tranche a été réalisée sur une distance de 5 km et s'étend jusqu'à la localité de Fringal. L'objectif est de «mettre un terme aux inondations répétées» que connaît la ville de Khencela -située en con-

trebas du mont Ras Sardoune- après chaque pluie, a encore détaillé la même source. On explique aussi que le retard enregistré dans la réception de la première tranche de ce projet est dû à des problèmes techniques liés à la nature du sol.

Dans ce contexte, la même source met en exergue les opérations de réhabilitation et la réalisation des écluses et des canalisations pour la protection de la ville contre les inondations.

ANNABA

Prochaine distribution de 6.000 logements sociaux

Un quota de 6.000 logements sociaux sera distribué au troisième trimestre de l'année dans la wilaya d'Annaba, a-t-on appris lundi auprès des responsables de l'OPGI. Cette opération d'attribution qui sera effectuée sur des phases, ciblera les habitants des quartiers du vieux Annaba Centre et les avenues de la Colonne, du 8-Mai 1945, de Sibousse et de l'Orangerie, a indiqué la même source. Les services de l'habitat

d'Annaba ont enregistré 26.000 demandes de logement, précise la même source, soulignant que 21.000 enquêtes de terrain ont été effectuées par les commissions concernées. Pas moins de 8.000 logements de différents segments ont été attribués dans la wilaya depuis janvier dernier, ont précisé les responsables de l'OPGI.

Pour rappel, les opérations de relogement qui ont eu lieu au début de l'an-

née ont permis d'éradiquer les bidonvilles à travers neuf sites situés dans les communes d'Annaba, d'El Bouni et de Sidi Amar, selon la même source. Dans le cadre du programme d'habitat de l'année 2017, un quota de 25.000 logements sera réceptionné à la nouvelle ville Draâ Errikh dans l'objectif de répondre à près de 80% des demandes de logements à travers la wilaya d'Annaba, selon les responsables locaux du secteur.

SÉTIF

Le projet du tramway sur la bonne voie

Les travaux de réalisation du tramway de la ville de Sétif ont atteint un taux d'avancement de 50%, apprend-on du chef du projet, Salah Edine Benabd. Les travaux de transfert des divers réseaux sont à 85% terminés, a indiqué à l'APS le même responsable en marge de l'inspection par le wali Mohamed Bouderbali du plus grand projet retenu pour la wilaya.

Le chef de l'exécutif a insisté à l'occasion sur l'impératif respect du délai de 44 mois d'exécution du projet lan-

cé en mai 2014. Il a également estimé que la plus grande priorité doit être accordée à l'achèvement de la tranche de travaux menés au centre-ville. «Un intérêt spécial doit être porté à l'esthétique urbaine et environnementale le long des 15 km du tracé du tramway qui mobilise 285 millions

euros du Trésor public», a encore indiqué le wali. Le chef du projet a assuré à l'occasion que le projet sera livré dans les délais et les premiers tests débuteront en septembre 2017 alors que l'intégralité des travaux seront achevés au cours des premiers mois 2018.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 dhou el hidja 1437

El Fedjr
04h56

Dohr
12h46

Assar
16h21

Maghreb
19h09

Icha
20h29



MILA

Offre abondante de moutons et prix abordables

Les citoyens de la wilaya de Mila constatent avec satisfaction le niveau abordable des prix de moutons proposés, ces derniers jours, sur les marchés hebdomadaires et espaces réservés à la vente de bestiaux à la veille de la célébration de la fête de l'Aïd El-Adha. Pour Amar Lemoussi, président de la chambre de l'agriculture, la profusion de l'offre en ovins et autres bestiaux, à quelques jours de la grande fête, explique les prix abordables observés qui rompent avec la cherterie des années précédentes.

Rencontré au marché de Grarem Gouga qui se tient chaque jeudi, Walid, âgé de 29 ans, était autant heureux que ses deux petits garçons d'avoir pu acheter un mouton moyen au prix de 35.000 DA et assure avoir économisé pas moins de 7.000 DA comparativement à l'année écoulée. Le marché est cette année «clément» pour les bourses moyennes avec des baisses allant de 5.000 à 10.000 DA par rapport à la pré-

cédente fête de l'Aïd El-Kébir, assure de son côté Mohamed, habitué des marchés à bestiaux de Zaghaïa et Ferdjoua. Pour le même interlocuteur, cette clémence est la conséquence des efforts colossaux déployés par les gardes-frontières et l'Armée nationale populaire le long des frontières empêchant la fuite du cheptel vers les pays voisins.

La direction des services agricoles a annoncé l'ouverture sur le territoire de la wilaya de 33 espaces de vente de moutons soumis au contrôle vétérinaire nécessaire. Un nombre important de vétérinaires a été ainsi mobilisé pour contrôler les moutons et veiller à la protection de la santé des citoyens, a indiqué Rabah Ferdasse, directeur des services agricoles. Une campagne de sensibilisation intitulée «une fête sans le kyste hydatique» est actuellement menée par la direction des services agricoles parallèlement à la préparation des abattoirs pour le jour de l'Aïd et le rituel du sacrifice.

ALGER

Plus de 9.000 agents d'hygiène mobilisés pour l'Aïd El-Adha

Plus de 9.000 agents d'hygiène seront mobilisés à Alger à l'occasion de l'Aïd El-Adha pour veiller à la propreté de l'environnement, en assurant la collecte des ordures ménagères et des résidus du sacrifice, ont assuré les responsables des entreprises Netcom et Extranet. Le directeur général de Netcom, Ahmed Belalia, a indiqué que son entreprise mobilisera durant les jours de l'Aïd 4.000 agents qui interviendront à travers les 26 communes de la capitale que l'entreprise couvre. Cinq mille autres agents relevant d'Extranet les suppléeront dans le reste des communes de la wilaya, a fait savoir le responsable. Netcom mobilisera également 400 camions et engins pour l'enlèvement des déchets découlant du sacrifice et de la vente du bétail non seulement au niveau des points de vente sur la voie publique mais aussi à l'intérieur du tissu urbain des circonscriptions administratives qu'elle couvre et qui sont Bab El Oued, Sidi M'hamed, Bouzaréah, Bir Mourad Raïs et El Harrach. M.

BLIDA

L'éclairage public rénové

La campagne de réparation et d'entretien du réseau d'éclairage public lancée, dernièrement par l'entreprise publique «Mitidja Inara» de la wilaya de Blida, a permis l'illumination de nombreux axes routiers, boulevards et quartiers d'habitations, ayant longtemps constitué des points noirs pour les autorités locales, a-t-on constaté. Selon les chargés de cette campagne, cette première opération du genre, lancée par la jeune entreprise depuis sa création en mai dernier, aura permis la mise en service de 3.650 points lumineux à travers les routes du Grand Blida (Blida, Bouarfa, Ouled Aïch et Beni Mered), outre la réparation de six (6) armoires électriques et l'élimination de 27 poteaux électriques hors service.

L'opération, initiée à la veille de la nouvelle rentrée sociale et de la rencontre Algérie-Lesotho, programmée de nuit au stade Mustapha-Tchaker, a introduit pour la première fois la technique d'éclairage LED au niveau des grands boulevards de la ville, à l'instar de Larbi Tebessi, Kritli Mokhtar et la cité El Quods, dont même les arbres et les palmiers bordant les routes sont illuminés, au grand bonheur des populations riveraines. «En plus de la touche d'esthétique qu'il confère aux arbres

et aux surfaces, l'éclairage LED est économique», a déclaré à l'APS le chargé de la communication auprès de l'entreprise Mitidja Inara, Abdeldjalil Raïs.

La campagne, qui a mobilisé 35 camions et 98 agents, outre des spécialistes en réparation des armoires électriques, a également permis la réparation de 13 points lumineux sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant Blida, dans une démarche visant la réduction des accidents de la circulation dus au manque d'éclairage sur ce tronçon. Parallèlement, 15 établissements primaires de la wilaya ainsi que leurs périmètres immédiats ont également profité de cette opération.

Selon le responsable, l'objectif cible est de réparer le réseau électrique accusant de nombreuses pannes, avec pour option future de généraliser l'opération à d'autres communes de la wilaya. «Sur un total de 57.000 points lumineux au niveau de tout le territoire de la wilaya (soit 25 communes), seuls 6.000 sont opérationnels, alors que 35.000 sont en panne», avait relevé le wali Abdellkader Bouazghi, dans des déclarations précédentes, estimant que l'entrée en activité de l'Epic Mitidja Inara (Mitidja éclairage) est de nature à régler le problème de l'éclairage dans la région.

Transférés vers Cnep-Immo Sit-in de souscripteurs du programme AADL 2

A. Mallé

Se plaignant de voir leur situation se compliquer et leurs droits risquer de se perdre dans le labyrinthe bureaucratique et les dédales des deux promoteurs publics, l'AADL et Cnep-Immo, une soixantaine de souscripteurs AADL 2 qui avaient accepté de faire le transfert de leurs demandes de logements à la Cnep-Immo ont organisé, hier à Ali Mendjeli, un sit-in de protestation qui a duré plus de 2 heures environ afin de demander des explications sur le cheminement et la progression de leurs dossiers de transfert.

«Après que la Cnep eut accepté le transfert, nous ont expliqué hier les protestataires, notre relation avec cette banque ainsi que le traitement de notre dossier ne nous apparaissent pas du tout évidents. Car nous avons la nette impression que nous sommes toujours considérés comme des souscripteurs au programme de AADL 2. Et pour tout dire, notre situation actuelle n'est pas clairement définie». Et de s'étailler ensuite sur les circonstances qui les avaient amenés à accepter

ter le transfert en question. Ils considèrent qu'ils ont accepté ce transfert pour la raison évidente qu'ils ont besoin de logement dans l'urgence. Et pour cela, ils ont fait faire les réserves faites notamment à propos de la qualité du logement qu'on leur a proposé et ne correspondant pas avec celui de l'AADL, le coût de celui-ci étant plus élevé, etc.

Et de raconter aussi qu'au début, lorsqu'ils ont été appelés par l'agence Cnep du plateau de Mansourah à Constantine pour procéder au transfert des dossiers, il leur a été indiqué qu'ils seront logés à l'UV 18 d'Ali Mendjeli. Mais avec le temps, ont-ils dit, cette promesse a changé et maintenant on nous dit qu'ils sont obligés de loger dans cette unité de voisinage un certain pourcentage de leurs propres souscripteurs.

Et on nous destine, à nous, le reste des logements qui, pour une raison ou une autre, ont été refusés par leurs souscripteurs. Ajoutons à cela le fait que nous avons versé 10% de la valeur du logement à AADL 2, soit 21 millions pour un F3 et 27 millions pour un F4, avec la garantie que cet ar-

gent sera versé directement au compte de la Cnep et qu'il nous sera demandé d'ajouter le reste qui avait été versé par les souscripteurs de la Cnep. Chose qu'on n'arrive pas à comprendre.

Et c'est dans cette optique que des délégués des souscripteurs qui ont organisé le sit-in d'hier ont été reçus par le directeur de la Cnep. «Celui-ci nous a surpris encore en nous disant d'entrée que les choses ont changé du tout au tout.

D'après lui, nous devons d'abord formuler une demande de remboursement à AADL et attendre le remboursement de notre argent, etc. Bref, ces nouvelles procédures, longues et rébarbatives, vont nous prendre facilement entre 4 et 5 mois». Et à la fin de l'entretien avec le directeur de la Cnep, ce dernier a demandé aux souscripteurs de lui accorder un délai de quelques jours, juste le temps d'expliquer et discuter de leur cas avec son supérieur hiérarchique, le directeur régional. Et il leur fera ensuite un compte rendu des dispositions prises, nous ont indiqué en dernier lieu les protestataires pas du tout contents.

Zighoud-Youcef

Distribution imminente de 128 logements

Les bénéficiaires du programme des 128 logements sociaux construits au niveau du quartier d'El-Fedj de Zighoud-Youcef ne cessent de se demander quand ils vont recevoir les clés de leurs logements comme on ne cesse de leur promettre depuis des années. «La dernière promesse que les autorités locales nous ont faite est le 1^{er} septembre 2016. Nous en sommes maintenant au 7^e jour de ce mois, et nous ne voyons rien venir», nous ont indiqué hier quelques-uns d'entre eux, en nous faisant l'historique de ce programme qui, selon eux, date de 2001 et sa réalisation effective n'a été lancée qu'en 2006. «On ne cesse de nous faire patienter en nous donnant des promesses qui ne sont jamais respectées», nous ont-ils expliqué. Ajoutant que, durant l'automne 2015, au cours d'une réunion des

associations de la société civile avec le chef de la daïra de Zighoud-Youcef, ce dernier avait promis que les clés de ces logements seront remises aux bénéficiaires avant le mois de décembre suivant. «Pour le compte de l'année 2016, ont-ils poursuivi, les autorités locales n'ont cessé de nous promettre en fixant des dates: pour le 1^{er} mai, ensuite pour le 1^{er} août, le 20 du même mois au cours de la commémoration de la date historique du 20 août 1955, nous a-t-on promis. On nous a assuré encore que les clés seront remises le 1^{er} septembre dernier. Et voilà maintenant qu'on nous fait encore une promesse pour les prochains jours, sans fixer de date précise. Ce qui leur donne encore une marge de manœuvre pour faire durer le suspens dans lequel sont laissés les bénéficiaires». Le prési-

dent de l'Assemblée populaire communale de Zighoud-Youcef, M. Aidouci Bachir, avec qui nous avons eu un entretien hier, nous a déclaré à ce propos que les dossiers des bénéficiaires des 128 logements sociaux de Zighoud-Youcef viennent d'être finalisés et la remise des clés aux bénéficiaires interviendra dans les tout prochains jours.

En tout cas, ajoute le maire, tout de suite après la réalisation des travaux de raccordement de la conduite d'assainissement qui va vers la station d'épuration de Zighoud-Youcef. Ces travaux ne prendront qu'une journée au maximum. «Et les bénéficiaires, qui attendent depuis fort longtemps cet événement, vont recevoir les clés de leurs logements», dira M. Aidouci, sans donner aucune date précise. **A. M.**

Inaugurée en 2015

La crèche municipale toujours fermée !

Attendue impatiemment par la population pour cette rentrée scolaire, l'ouverture de la crèche municipale de Zighoud-Youcef, qui a été inaugurée au cours de l'année 2015, a été différée à cause de problèmes administratifs. «Disons plutôt que cette nouvelle structure éducative n'est pas près d'ouvrir ses portes pour les petits pensionnaires à cause d'un désaccord entre les autorités locales, la mairie et la daïra, et le gérant, à propos du montant de la caution de garantie à verser par ce dernier», nous ont expliqué des citoyens de la ville exerçant dans le secteur de l'éducation.

D'après les informations recueillies auprès d'eux, le désaccord porte effectivement sur le montant de la caution, de garantie que devrait déposer le gérant avant la mise en fonctionnement

de la crèche. «Dans le cahier des charges, ont indiqué nos interlocuteurs que nous avons contactés hier mercredi, pour leur demander de nous expliquer le fond du problème, la caution de garantie que devrait verser le gérant avant l'ouverture de la crèche était fixée dans le cahier des charges au 1/4 du montant de la location annuelle qui a été fixée à 122 millions de centimes, mais les autorités locales ont, paraît-il, demandé le versement du tiers de cette somme, soit un peu plus de 40 millions de centimes. Ce que le gérant a refusé catégoriquement arguant du fait qu'on doit s'en tenir au tarif fixé dans le cahier des charges».

Contacté hier, le président de l'assemblée populaire communale (APC) de Zighoud Youcef, M. Aidouci Bachir a apporté un

démenti catégorique à propos des divergences sur le montant de la caution de garantie évoquées par nos sources. «Il s'agit plutôt d'un problème administratif qui réside au niveau des investisseurs qui ont pris en adjudication la gestion de la crèche. Les autorités locales, a ajouté le maire, ne sont nullement impliquées dans ce problème apparu entre les acquéreurs eux-mêmes au moment de la signature du contrat, et ce à cause de divergences qui leur sont propres.»

Et sans entrer dans le détail, estimant que c'est une affaire familiale, le P/APC indique que «le problème est pris en main par ses services. Et la crèche pourrait ouvrir ses portes dès la semaine prochaine Incha'Allah», assure M. Aidouci. **A. M.**

Cité Boussouf

18 bâties en cours de construction rasées

A. E. A.

plus, ces constructions qui sont encore au niveau des plateformes ont été réalisées sans tenir compte des conditions administratives légales et en vigueur, à savoir l'obtention préalable du permis de construire de la part des services concernés de l'APC. Aussi, pourra-t-il, cette dernière n'a pas manqué d'agir en conséquence et d'adresser des mises en demeure aux constructeurs en faute. Mais face à leur résolution de ne pas arrêter les travaux et d'obtempérer, le wali a donné des instructions fermes pour la démolition des plateformes avant qu'elles ne soient prêtes et habitables, en réquisitionnant les moyens humains et matériels avant toute autre avancée des travaux. Selon le vice-président de l'APC chargé de l'urbanisme, M. Maarouf, il est inadmissible de permettre l'édification de bâtisses de la sorte, qui n'auront pour effet que d'introduire des incohérences et défigurer le tissu urbain de nos villes, sans parler du panorama qui sera grandement affecté, conclura-t-il.

Contenant de l'amiante

Trois CEM prochainement démolis

Trois établissements scolaires construits en matériaux contenant de l'amiante, seront, prochainement, démolis dans la wilaya de Constantine, en application des dernières mesures prises par le ministère de l'Education nationale, a indiqué mercredi, à l'APS, un cadre à la direction locale du secteur.

Il s'agit des établissements d'enseignement moyen 'Sadak Hamani' situé à la cité Daksi Abdesselam, 'Moufdi Zakaria' au quartier Djebel Ouahch et celui de la cité Bidi Louiza, a précisé la même source. Le lancement de la démolition et la réalisation de ces nouveaux projets est tributaire de l'attribution du montant financier alloué à cette opération, selon la même source, soulignant que les élèves des établissements concernés seront transférés vers d'autres établissements scolaires jusqu'à l'achèvement des travaux de nouvelles infrastructures devant remplacer celles démolies.

La démolition de ces structures éducatives est inscrite, dans le ca-

dre d'un programme national décidé par le ministère de tutelle, visant l'élimination totale des établissements éducatifs contenant de l'amiante, en raison de sa dangerosité sur la santé des élèves, a affirmé la même source. Le remplacement des établissements construits en amiante a touché, au titre de la saison scolaire 2015-2016, le lycée 'Saâdi Tahar Harat' à la cité Daksi Abdesselam dont les travaux de construction ont été réceptionnés lors de la rentrée scolaire en cours, a-t-on noté.

La rentrée scolaire 2016-2017 a été aussi marquée, selon la même source, par l'entrée en exploitation du CEM 'Frantz Fanon' de la cité Ziadi, rasé et reconstruit a ajouté la même source. Dans le cadre du même programme du ministère de l'Education nationale, le projet de reconstruction du CEM 'Amar Deridi' de la cité El Bir sera réceptionné, en novembre prochain, a-t-on, encore, affirmé de même source.

Incendie à Souika

A. El Abci

Un grand amas de bois a pris feu, avant-hier en fin d'après-midi, dans le quartier de la vieille ville de Souika. Selon la cellule de communication de la Protection civile, un important incendie s'est déclaré à 16h10 dans la rue Bouchache, au niveau de la vieille ville de Souika de Constantine. Pour des raisons qui demeurent inconnues, le feu a pris dans un grand amas de bois, composé de planches de charpentes pour échafaudage, d'anciens poteaux électriques, de divers autres produits hétéroclites en plastique ainsi que d'un climatiseur. La même source fait savoir que si aucun dégât humain n'a été déploré lors de cet incident, il y a lieu d'indiquer

néanmoins que la fumée dégagée par les produits incendiés n'a pas manqué d'indisposer les nombreux habitants et commerçants de ladite rue et des environs. De même que, toujours selon la même source de la Protection civile, l'intervention des sapeurs-pompiers a duré jusqu'à la tombée de la nuit et ce, en considération que c'était dur de venir à bout des flammes et il en a fallu du temps. En tout cas, cette intervention a permis aux éléments de la Protection civile d'éteindre l'incendie et éviter qu'il ne se propage aux habitations et commerces. Etaient également présents sur les lieux de l'incendie, la police et les experts de la police scientifique, pour déterminer les causes exactes à l'origine du déclenchement de cet incendie.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

06 dhou el hidja 1437

El Fedjr 04h43	Dohr 12h32	Assar 16h08	Maghreb 18h55	Icha 20h15
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ANNONCES CLASSÉES



■ Loue F3 avec terrasse. 1er étage. 2 façades à Haï El Yasmine 2 - à usage de bureau - Tél : 0553.14.98.28

■ Vends F4 bien situé à Cité Petit - ORAN - Tél : 0794.58.21.76

■ Loue Appart à Aïn Turck F3 - 5ème étage - Vue sur mer - 75 m² - Tél : 0558.16.92.29

■ Vends Appart F4. 100 m². Gambetta - ORAN - Cité Plein Ciel. 3ème étg. Refait luxe. Cuis. et SDB équipées + Electroménager. Chaudière. Radiateurs. Dble vitrage. D/Sol. BA 13. LED. Spot...etc. - 0554.96.18.28

■ Vds à MOSTA F4. Sup. 85 m². Acté. 4ème étg. Cité 300 Logements TJDIT - Prix fixe 980 U - Tél : 0771.04.29.33 - Possibilité Promesse de Vente - Les frais à la charge de l'acheteur

■ Part vend Appart Cité Gde Terre Tour N° 2. 3ème étg. avec L.F. Tel. à ORAN Pro-long. Castors - Loue : à ORAN Rue Khe-misti Appart 5 Pces pour Sté L/Suite 2ème étg. - à TLEMCEN 3 Pces. RDC 1, Rue parallèle Hôt. Zianide Quart. Hartoum la Pépi-nière L./suite - Tél : 041.29.62.68

■ TLEMCEN IMMO - Vds : F5 - 150 m² IMA-MA. Bien situé + F3 - 100 m² super Stan-ding à SIDI SAID - Tél : 0662.38.35.10

■ TLEMCEN : A vendre Appart 1er étage en face Terminus Chetouane et Mosquée, bien située + Local à Chetouane - Tél : 0553.04.38.38 / 0771.56.48.47

■ Vente Appart 100 m². F5. 4ème étg. Acté. Bien aménagé. Situé Cité des 104 Logts. Bloc A2 N° 7 (en face manège) SIDI BEL ABBES avec Garage de 38 m² - Tél : 0554.37.85.66 - 0559.79.62.44

■ A vendre ou à louer F3. SB - Dar El Beida - Cité Mafal - Tél : 0553.12.10.42 - 0553.53.00.17

■ A louer 1 Studio Rez-de-chaussée à Bir El Djir - Tél : 0552.83.65.03

■ Location Apparts : F3 C. SDB Akid Lotfi 3ème étage + F3 C. SDB Cité Gde Terre + F3 C. SDB USTO 1500 Logts + RDC de Villa F4 Maraval - AG 04. Rue Med Khe-misti - ORAN - 0552.58.43.72 - 041.29.26.03

■ A louer : F2 Cité Sonatrach Maraval RDC (2,7 U) 6 mois ou 1 an + F3 les Glycines Maraval 3ème étage (2,8 U) 1 an + F3 Ya-ghmoracen 1180 Logts RDC bien aménagé (4 U) - 0791.82.73.30

■ Vds F3. Sup. 68 m² - Vide - Pour Bureau : 22, Bd DIDOUCHE Mourad - Plateau - Tél : 0550.59.01.57

■ A vendre F2 superposé à FLEURS HAS-SIANE TOUAL 120 Logts - Prix demandé 290 U - Désistement - N° Tél : 0798.73.21.19

■ Vends ou Echange Appartement F4 - 16ème étage AADL - Belle vue sur rond-point Pépinière - ORAN - Tél : 0561.66.17.74

■ Vends F4 modifié F5 Cité CNEP Maraval face à Télécom Yaghmoracen - Possibilité Promesse de Vente - Tél : 0541.29.04.30

■ Vends Appart F4 + Hall. 80 m² environ + Garage Indiv. (Box) 28 m² - 1er étage immeuble de 4 étages Hippodrome. Cité calme. Prix fixe (1 Md 250 M) - Contacter Med : 0553.40.44.37 - Pas d'intermédiaire S.V.P.

■ Location Appartements : F2 Front de mer - F4 les Pyramides - F3 Rue Michelet - Lo-cation : Local Haï El Yasmine (2) - Local à 30 m Choupot - Tél : 041.33.46.68 / 0557.40.97.65 - www.louni-immobilier.com

■ Particulier vend Appart F3 - Acté - à AR-ZEW Cité les Chevriers - Contacter Tél N° : 0661.67.98.03 ou 0774.20.90.89

■ Vends ou Ech. F4 Gd Stand. 110 m² USTO Université Cosider 6ème étg. (Ascenseur. Gardiennage et autres Commod.) contre petite Maison (Misserghine - Bouléti). Etude Ttes Propos. - Mobile : 0777.25.61.63 - 0555.918.123

■ Echange pour 1 ou 2 ans : F2 - 3ème étage à Mohammadia - ALGER - contre F2 ou F3 à ORAN-Est - Mob : 0557.41.82.92 - Fixe : 041.82.64.99

■ Vente Appart F3 - Acté - Situé à EL MA-LAH dans une cité clôturée, calme, à 30 m de la grande placette d'EL MALAH au 4ème étage - Tél : 0550.53.86.04

■ Vends Appartement spacieux F3 à Gran-de Terre. 65 m² en RDC avec Cour aména-gée, en face Ecole primaire à proximité de CEM et Lycée - Bon voisinage sympa et quartier calme - Appeler le : 0773.13.43.79

■ Vends bel F3 à Maraval Cité Sonatrach de 45 m². 2ème étage avec dalle de sol + faience, à proxim. " Ben Aicha ". On laisse les meubles de cuisine + chauffage + chauffe-bain + clim + lustre tendance (bon état) - Appeler le : 0561.12.98.80

■ A vendre Appartement F3 - 5ème étage à Akid Lotfi à côté " Protection Civile " - Libre - Dans un bon endroit tranquille - N° T : 0559.04.28.19

■ Loue Appartement F3 Cité 340 Logements Bât. 123 Bloc 2 - Seddikia - ORAN - Tél : 0550.53.39.14

■ Vends Apparts : F4 C. SDB Bd F/Mer 1er + F4 USTO Pyramides 4ème + F4 Bd Ben-zerdjeb RDC + F4 C. SDB 1er Rue Baghadi-di Med + F4 C. SDB Bd Hamou Boutélis + F5 Rue Med Khemisti - AG. BENSAID - 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■ A vendre Appart Mobil'Art T4 Tour " A " équipée + F3 Akid Lotfi à côté Dispensaire + F4 refait à neuf à Akid EPLF 3ème étage 125 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ A louer Appart Mobil'Art Tour " A " T6 équipée + T4 Tour " B " équipée ou vide + F3 Bd Millenium Promoteur Gasmi équipée + F4 chez Promoteur Hasnaoui vide ou meublé + F3 luxe Millenium vide - Tél : 0552.38.71.79

■ Loue des Apparts meublés et équipés - Toutes commodités - Garage - Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel : Trouville - Aïn Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ A vendre Appartement F2 transformé en F3 - 60 m² - à Maraval - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.07.87.59

■ Couple sans enfants cherche Location 6 mois / 1 an - Quartier : Millenium / Akid Lotfi / Bir El Djir - Tél : 0541.32.30.56 / 0553.16.22.27

■ Vends Appartement F5 - 135 m² - Acté - 4ème étage à Aïn EL BIA - BETHIOU, cité calme avec clôture et parking - Prix demandé 9 MD - Contacter le : 0662.74.74.06

■ A vendre Apparts F3, F4, F5 luxe, Cuisine équipée. Garage. Placard. Chaudière...etc. à : Belgaid. Front de mer. Castors - avec des Locaux commerciaux aux mêmes adresses - 0550.46.18.22 - 0550.66.39.67 - 0790.34.64.76

■ Location F3 - 90 m² avec grande cour à HASSI BOUNIF, à côté Station de services et Salle des fêtes - Tél : 0561.73.02.41

■ Loue super F5 - F3 - F1. Top. Meublés. Climatisés. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse. Vue sur mer 100 m plage à Paradis-plage Aïn Turck + Loue belle Villa à Bousfer-plage, meublée, climatisée, sécurisée - 0771.84.25.21

■ Vends F5 Haut Standing - Type haussmannien - Sup. 180 m² + servitudes - Toutes commodités - Situé au centre-ville d'ORAN - Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0554.52.31.00 ou 0674.74.92.22 pour RDV

■ Particulier loue un Appart de type F3 Bd Adda Benouda quartier Plateau. 5ème étage. Double façade. Équipé Frigo USA / Chambre équipée. Immeuble propre - 4/5 mois - Disponible le 15 Septembre - 0549.76.94.32

■ Vente Villa - Sup. 125 m². Double façade en R+2 - R : 1 Salon - Gde Cuisine - WC - Garage - 1er : 3 Pcs - Hammam - WC - Hawche - 2ème : 4 Pcs - Douche - WC - Terrasse - à Monplaisant - ORAN - Tél : 0558.16.92.29

■ Vente Villa - Sup. 300 m² - R+1 + Terrasse - 300 m² - à Sidi Lahouari - Contacter : 0776.65.98.66

■ Vends Appart F4 - 100 m² Gambetta - ORAN - Cité Plein Ciel. 3ème étage. Refait luxe. Cuis. et SDB équipées. Electroménager. Chaudière. Radiateur. Dble vitrage. Dale de sol. BA13. LED. Spot...etc. - Tél : 0554.96.18.28

■ Vends F4 - 2ème étage. Acté à Akid Lotfi. Environ 80 m². Tél fixe. Internet. Climatiseur. Grand parking + grand Garage sous-sol avec Poste de police. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0553.47.31.58

■ Akid Lotfi (ORAN) : Vends F3 - Acté - Double façade. Bien ensoleillé. Sans séparation - Convient pour : Bureau d'études - Méde-cin - Crèche - Habitation... 2ème étage As-censeur - Tél : 0550.16.66.98

■ Loue : Studio USTO 2 U - F3 Yaghmoracen 3 U - F3 Glycines 2 U - Vds : F2 CNEP Maraval 750 - Les HLM 700 U - Sananès 500 U - Villa Ligne " B " P.O. 62. 300 m² - Ligne " C " 260 m² avec 2 locaux P.O. 60 - Tél : 041.21.07.96 - 0555.444.172

■ Location F4 - 7ème étage avec Ascenseur à Haï Yasmine 2 - 3 U/mois + Loue Local 16 m² au centre-ville d'Oran P/ 3.5 U/mois + Local 40 m² à côté l'académie + Loue F3 - F4 à Yasmine 2 (Possibilité 6 mois) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre des F3 Promotions 2ème et 3ème étage 75 m², fin projet Mars 2015 (Ver-sement 30%) reste crédit bancaire - à louer pour Poste de police. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0554.34.40.91

■ A vendre T3 - T4 à côté Méridien Ht Stan-ding finis 100%. Vue sur mer. 20 U/m² (50% Crédit) + Vente sur plan à Belgaid T3 - T4 Ht Standing 15 U/m² + Vds sur plan côté hôtel Maghreb Larabi F3 + F4 vue panoramique 15 U/m² - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ Logement à vendre F3 - Acté - 4ème étage - Cité des enseignants Akid Lotfi - ORAN - Contactez : 0558.74.55.78

■ Logement à vendre ou à louer F3 - Acté - 1er étage à Akid Lotfi (près des Pompiers) - Contactez : 0778.61.04.14

■ A vendre Appartement à Gdyel : F3 - Sup. 68 m² au 1^{er} étage - Acté - à côté les Pom-piers, nouveau immeuble - N° Tél : 0555.77.74.66

■ Vends appartement à Gdyel : F3 - Sup. 68 m² au 1^{er} étage - Acté - à côté les Pom-piers, nouveau immeuble - N° Tél : 0555.77.74.66

■ Vends bel F3 à Maraval Cité Sonatrach de 45 m². 2ème étage avec dalle de sol + faience, à proxim. " Ben Aicha ". On laisse les meubles de cuisine + chauffage + chauffe-bain + clim + lustre tendance (bon état) - Appeler le : 0561.12.98.80

■ A vendre Appartement F3 - 5ème étage à Akid Lotfi à côté " Protection Civile " - Libre - Dans un bon endroit tranquille - N° T : 0559.04.28.19

■ Loue Appartement F3 Cité 340 Logements Bât. 123 Bloc 2 - Seddikia - ORAN - Tél : 0550.53.39.14

■ Loue F2 - 1^{er} étage Place des Victoires - ORAN - Meublé - Tél : 0795.68.16.80

■ Vente sur plan F2 - F3 - F4 - F5 Haut Standing, Résidence El Mass, en face l'université de Belgaid - Appelez au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Loue sur plan F3 - F4 Haut Standing résidence Jade, vue sur mer, à Belgaid - Appelez au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurant - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage - Aïn El Turck - Corniche oranaise - Tél : 0776.013.414 - 041.44.59.15

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurant - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage - Aïn El Turck - Corniche oranaise - Tél : 0776.013.414 - 041.44.59.15

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ Loue à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proches tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 87

LOCAUX

■ Vends Usine (Bonne Affaire) - Sup. 1000 m² - 2 F. - Couverte charpente. Toutes commodités à Hassi El Ghella + Vends ou Echange + complément Terrain sup. 900m² sur route goudronnée à Belgaïd - ORAN - Tél : 0560.27.21.07

■ Loue Local pour Commerces - Labo ou Siège + F2 pour Habitation ou Médecins sis au 3ème Périmétrique à 200 m Hôtel Président - ORAN - Vends Casque et Vapozone - Tél : 0699.18.57.55 - 0782.47.14.19

■ Vends / Loue Local Duplex construction récente de 53 m² - Acté - Avec 2 Rideaux - Fenêtres - Gaz - Eau - Sanitaires - 27, Rue Med Boudiaf - ORAN - Tél : 0665.43.62.39 - Possible l'aménager en Appart - Etude toutes propositions

■ Local à louer - Sup. 30 m² à 10 m du 40, Bd Larbi Ben M'hidi - Tél : 0549.31.17.32

■ A vendre Local à Cité Akid Lotfi en plein boulevard - Tél : 0661.14.11.86 / 0554.57.58.00

■ Local à louer pas loin du Rond-point les Castors à Gd Bd (Ligne B), Sup. 50 m² avec sanitaires. Toutes commodités + Espace stationnement - Convient pour toutes les activités - Tél : 0554.26.96.33

■ A vendre deux (02) Hôtels mitoyens Bd Charlemagne - angle Rue Ozanam - A côté Café Riche - Centre-ville d'ORAN - Affaire à saisir - Tél : 0555.49.90.80 - 0549.21.57.30

■ A vendre Boulangerie fonds et murs en activité, bien placée à Yasmine 2, à côté de Hasnaoui au milieu des bâtiments - Tél : 0770.73.00.65

■ A louer Dépot 5.000 m² à Hamoul + Dépot à Sénia Zone I, 2.000 m² couvert + Dépot à Hassi Ameur 2.400 m² couvert 1.250 m² avec Administration + Poste + Dépot à Kerma 2.800 m² couvert + 1.800 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ Cherche Location Magasin à ALGER Sidi Yahya - Sup. 150 m² - 200 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ Loue 2 Locaux 12 m² et 65 m² avec sanitaires à MARAVAL face Université I.L.E. - Ligne "B" - ORAN - Tél : 0666.69.25.82

■ Loue Local commercial - Convient à toutes activités situé IGMO - ENSET - ORAN - Superficie 40 m² - Tél : 0552.65.59.76

■ Vends Local commercial - Acté - de 24 m² avec Sanitaires - Dalle de sol - Faux plafond - Gaz - Eau - Très bien situé centre-ville Rue Dumanoir - Tél : 0668.71.87.62 / 0555.20.52.41

■ Particulier loue un Fast-food équipé 24 m² Médina Jedida - Plateau - 2 façades en face des beaux-arts, lycée Ibn Khaldoun et Benbadis - Finition Haut de gamme - Rideau électrique - Caméra - Gaz - Cave - Clim... 8 Millions par mois ferme - Tél : 0549.76.94.32

■ Location Local à la Rue Larbi Ben M'hidi centre-ville d'ORAN - 32 m² + Soupente - Sanitaires - Rideau électrique et Vitrine... etc. - Tél : 0554.96.18.28

■ A vendre 3 Locaux commerciaux 72 m², 82 m² et 82 m² sur Bd commercial 16 U/m² (Mars 2016) à Belgaïd + Vds Locaux commerciaux 10 U/m² à El Kema (Versement 50%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ URGENT : A vendre un Sous-sol complet de 200 m² avec toutes les commodités - Acté - à Canastel - ORAN - Prix 1,5 MD Négociable - Tél : 00336.20.84.64.45

■ ORAN - Loue 03 Magasins Rue Vaudouze : 94 m² - 98 m² - 80 m² + Local / Fonction libérable 110 m² - Promotion ATTALLAH - Boulanger - Tél : 0561.86.99.77 - à côté journal " La Voix de l'Oranie "

■ Particulier donne en Gérance ou Location : Restaurant + Café à MASCARA-Ville bien située. Quartier commercial - Etude toutes propositions - Tél : 0661.25.00.56

PENSÉE
Voilà déjà un an que tu nous as quittés à jamais cher frère et père
CHEIKH Mohamed dit "HADIDOU"

Toi qui étais la fierté de toute la famille, en nous laissant dans la solitude, la tristesse et un immense chagrin, bouleversant la vie de tes frères et sœur et tes enfants ainsi que tes amis de cafétéria " Nadjah " qui ne t'oublieront jamais. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, t'accueillir dans Son Vaste Paradis. Ton neveu NEDJARI Walid



■ Vendons Local 57 m² au Centre Commercial "ANIK" Place Hoche au 2ème étage - Libre de suite - PD : 10 M/m² - PO : 8 M/m² - Tél : 0554.591.973 / 0554.287.061

■ Loue une Pizzeria sur grand boulevard commercial en face Méridien Akid Lotfi - Superficie 45 m² - Bien aménagé avec grande terrasse - N° 0674.65.86.00

■ A vendre Hôtel 03 étages et 05 étages avec 65 Chambres, situé au centre-ville d'ORAN - Tél : 0560.25.22.00 ou 041.29.17.44

■ Loue Local commercial. Superficie approximative 50 m² à Belgaïd. Content toutes commodités (Eau, Électricité, Sanitaires...) située sur Artère principale. Convient spécialement pour Pharmacie - Contacter Tél : 0559.62.98.57 - Intermédiaire s'abstenir

■ Location Local 700 m²: 76, Avenue Larbi Ben M'hidi - ORAN centre-ville - N° 0552.48.07.22

■ Wilaya de TLEMCEN - Commune de SOUHALIA: Location d'un nouveau Restaurant équipé - Endroit touristique : 40 places Intérieur et 20 places Terrasse - Tél : 0668.11.11.39

■ Collecteur en Sac de Jute dispose d'un lot de 10.000 Sacs de sel - Long. 70 cm - Larg. 40 cm - Tél : 0553.91.45.72

■ Vends Matériel de Pâtisserie complet : Four. Laminoir. Vitrine P. 2 m. Frigo V. Tour Pâtisserie. Batteur. Chariot. Pétin. Table de travail. Tour à pâtisserie. Etuve de fermentation. Machine à jus. Ustensiles. Frigo 2 portes - Tél : 0541.59.24.70

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

DIVERS

■ Vends Moule pour Injection Plastique Sucrerie - Très bon état - Tél : 0794.58.21.76

■ Vends Centrale à béton neuve en activité + Terrain (Agréement) + Engins + Equipment - Bien situé à ORAN - Vends Usine 1.000 m² à Hassi El Ghella couverte charpente - Tél : 0560.27.21.07

■ Un Professeur de Mathématiques donne des cours de soutien individuels au domicile de l'élève, pour les niveaux 1ère AS - 2ème AS et 3ème AS - Tél : 0557.07.86.34

■ Vente Ligne de gaufrette HAAS 24 plaques : 03 Fours + 02 Mélangeurs + Turbo à crème + Tartineuse + Coupeuse + 02 Flow Pack - Année 2012 + Ligne Enrobeuse de chocolat avec Tunnel à froid de 7 m - Tél : 0540.06.55.91

■ Loue Ecole de 6 Classes + 1 Bureau + 1 SDB + 2 WC - en activité avec Registre de commerce à Bir El Djir - Bien située - Contactez : 0772.66.91.54

PENSÉE
A la mémoire de mon très cher père
Mr SALAH Hocine



qui nous a quittés le 08-05-2016 à l'âge de 83 ans mais la douleur est toujours la même. Ta place est restée vide et personne ne peut la remplacer. Tu resteras gravé à jamais dans mon cœur.

Ta fille Soraya

PENSÉE
(08/09/16)
Notre chère mère **HADJA YAMINA** a vécu 71 ans, a disparu il y a maintenant 15 ans. Une seule pensée : ALLAH Yerhamha. ALLAH Yerhamha. Depuis sa disparition et celle de notre cher père (ALLAH Yerhamha) il y a maintenant 17 mois, rien va plus. La fraternité voe pieux de notre chère mère n'est plus. SILAT ERRAHIM : Rien ou presque...Hasbouna ALLAH Wa Ni3ma Alwakil ". D'aucuns ont pensé : Essolhou Ahcène Wa Kheir... en espérant que le bon sens puisse l'emporter sur le vil et le bas...ALLAH Ma3na... Que celles ou ceux qui ont connu et apprécié nos parents aient une pleuse pensée pour eux. ALLAH Yerhamhaom A Dieu nous appartenons à Lui nous retournons.

Un désabusé

PENSÉE
BENALI Embarek
Cher Papati

■ Cherche Broyeur de Pièce de rechange marque HERBOLD Type SML 3080 S3-2 - Année 1991 - Tél : 0771.67.35.35

■ Loue Licence de Café ORAN - Tél : 0559.47.13.84

■ Ecole HAMADOUCHE Agréee vous propose Formation en : Educatrice d'enfant - Coiffure - Esthétique - Cuisine - Gâteau - Pâtisserie - Pizza - Viennaise...etc. - Rue du Foyer Oranais N° 10 - Choupet - 0557.73.87.83 - 093.84.79.49

■ Loue une Licence de Café - Tél : 0555.34.93.83 - 0662.53.37.26

■ A vendre Matériel de Mateilo : " Plaque traditionnelle à 2 étages 3 m plus Pétin - Armoire pour pain " fermenté " - Comptoir Mischler - Cuisinière - Congélateur - 2 Tables avec 4 Chaises - Tél : 0549.18.28.75 - 0559.56.35.88

■ Prof. Sciences Naturelles - Retraité - Donne cours particulier (3ème AS) à domicile - Bir El Djir - ORAN - Tél : 0557.08.67.44

■ Collecteur en Sac de Jute dispose d'un lot de 10.000 Sacs de sel - Long. 70 cm - Larg. 40 cm - Tél : 0553.91.45.72

■ Vends Matériel de Pâtisserie complet : Four. Laminoir. Vitrine P. 2 m. Frigo V. Tour Pâtisserie. Batteur. Chariot. Pétin. Table de travail. Tour à pâtisserie. Etuve de fermentation. Machine à jus. Ustensiles. Frigo 2 portes - Tél : 0541.59.24.70

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

■ Vente Ligne de gaufrette HAAS 24 plaques : 03 Fours + 02 Mélangeurs + Turbo à crème + Tartineuse + Coupeuse + 02 Flow Pack - Année 2012 + Ligne Enrobeuse de chocolat avec Tunnel à froid de 7 m - Tél : 0540.06.55.91

■ Loue Ecole de 6 Classes + 1 Bureau + 1 SDB + 2 WC - en activité avec Registre de commerce à Bir El Djir - Bien située - Contactez : 0772.66.91.54

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

■ Vente Ligne de gaufrette HAAS 24 plaques : 03 Fours + 02 Mélangeurs + Turbo à crème + Tartineuse + Coupeuse + 02 Flow Pack - Année 2012 + Ligne Enrobeuse de chocolat avec Tunnel à froid de 7 m - Tél : 0540.06.55.91

■ Loue Ecole de 6 Classes + 1 Bureau + 1 SDB + 2 WC - en activité avec Registre de commerce à Bir El Djir - Bien située - Contactez : 0772.66.91.54

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

■ Vente Ligne de gaufrette HAAS 24 plaques : 03 Fours + 02 Mélangeurs + Turbo à crème + Tartineuse + Coupeuse + 02 Flow Pack - Année 2012 + Ligne Enrobeuse de chocolat avec Tunnel à froid de 7 m - Tél : 0540.06.55.91

■ Loue Ecole de 6 Classes + 1 Bureau + 1 SDB + 2 WC - en activité avec Registre de commerce à Bir El Djir - Bien située - Contactez : 0772.66.91.54

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

■ Vente Ligne de gaufrette HAAS 24 plaques : 03 Fours + 02 Mélangeurs + Turbo à crème + Tartineuse + Coupeuse + 02 Flow Pack - Année 2012 + Ligne Enrobeuse de chocolat avec Tunnel à froid de 7 m - Tél : 0540.06.55.91

■ Loue Ecole de 6 Classes + 1 Bureau + 1 SDB + 2 WC - en activité avec Registre de commerce à Bir El Djir - Bien située - Contactez : 0772.66.91.54

■ Cherche Location de Fourgon MASTER ou BOXER - FORD - SPRINTER pour 7 mois - Sérieux SVP - 0771.49.78.04 - 0551.05.12.44

■ EURLTAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou

Les enjeux des PME face au nouvel impôt forfaitaire

Par Mustapha Bensahli*

Suite et fin

Il conviendrait de croire que l'élaboration des textes fiscaux ne peut rester que l'apanage exclusif des décideurs qui auraient besoin du concours précieux d'experts avisés qui connaissent la réalité du terrain d'application.

C'est tout l'intérêt d'un dialogue confiant entre les différents acteurs dans la mesure où il aboutit à un consensus ou à un accord sur l'essentiel, pour trouver les solutions appropriées en termes d'enrichissement, d'alternatives ou de choix sciemment réfléchis, nonobstant le fait que les intérêts logiques peuvent, parfois, paraître au départ divergents.

Dans un environnement aussi changeant, les certitudes ne sont pas acquises d'emblée surtout lorsqu'il s'agit de la fiscalité des entreprises, si bien pour que les relations soient fructueuses, elles ont besoin de s'exercer en concertation, dans un esprit de consensus, en tant qu'expression directe de la démocratie participative en raison de leur caractère consubstancial.

La concertation suppose du côté de l'administration fiscale à ce qu'elle sorte de cet unilatéralisme stérile qui se trouve, désormais, révolu et c'est là la résurgence d'une certaine forme de gestion avérée peu compatible avec les règles d'une gestion moderne de proximité devant s'exercer, nécessairement, dans un espace réputé d'ordre sociétal.

Ce mode opératoire qui n'avance pas, appartient en définitive à un autre temps, en postulant de préférence à l'avenir pour une interface permettant une discussion fructueuse à même de faire évoluer utilement les problèmes à la fois d'élaboration et d'application de la fiscalité.

Si effectivement la décision finale appartient notamment à l'administration fiscale, il n'en demeure pas moins qu'elle peut bénéficier de l'apport positif de la consultation des différents acteurs concernés.

En tout cas, il serait temps que l'administration puisse nouer un lien de concertation avec tous ceux auprès desquels il serait possible d'espérer une amélioration de la fiscalité, notamment les personnes ayant des connaissances scientifiques ou professionnelles reconnues dans le domaine fiscal et des personnes ayant des approches légitimées par leur appartenance à une organisation concernée par le sujet, comme notamment les associations et les professionnels.

L'intérêt d'être à l'écoute des acteurs économiques des représentants de la société sur la base d'une concertation qui est à même de permettre de trouver des solutions au développement du pays, avec toutes les implications sur le plan financier, économique et social et même sur le plan de la gestion.

A noter qu'à ce sujet, l'expérience qui se pratique quasiment partout dans le monde, n'a pas hésité à prendre des dispositions pour valoriser l'élargissement du cercle des participants, ce qui facilite à l'administration fiscale l'accès à de nouvelles sources d'informations, contribuant ainsi à améliorer sensiblement le processus décisionnel. Comme il est prouvé, dans les autres pays, une législation fiscale

qui se veut de qualité est celle qui est débattue et acceptée par ceux-là mêmes auxquels elle s'applique et à cet égard, la concertation présente un intérêt certain, en se situant aussi bien en amont du processus d'élaboration de la loi fiscale, qu'en aval de celle-ci.

Aussi une culture saurait-elle besoin d'entrer effectivement dans les mœurs en étant fondée sur une plus grande confiance réciproque pour donner plus de consistance à celle-ci, certains organismes, comme certains établissements qualifiés, comme d'ailleurs aussi certains experts en fiscalité, comme certains spécialistes en gestion de l'entreprise ont tout à fait qualité de se positionner plus régulièrement sur certaines mesures fiscales présentant un enjeu particulièrement pour les entreprises et voire pour toute la société.

C'est de cette manière qu'il se serait possible de rassurer les citoyens et à l'opérateur économique et il se serait ainsi plus que salutaire de réactiver les canaux de dialogue entre : d'une part l'administration fiscale pour préserver sa légitimité en renonçant aux relations procédant fortement du fait accompli qui risque d'altérer son image, et d'autre part, les contribuables qui ont besoin à leur tour de compréhension et de droit de cité.

Tout l'intérêt, en l'occurrence, est de placer la concertation en matière de fiscalité, sous le signe de l'urgence pour pouvoir répondre aux grands défis qui se posent avec acuité au pays, afin qu'il puisse bénéficier des progrès patents auquel il a pleinement et légitimement droit.

L'ÉVALUATION EN TERMES D'EXPÉRIENCES COMPARATIVES

Singulièrement que faut-il déduire de cette systématisation de la confusion et de l'amalgame en ce qui concerne l'extension du régime fiscal attribué à des personnes physiques, à des sociétés, c'est en se référant aux législations fiscales observées dans certains pays qu'il est possible de prendre la mesure et d'emblée il est possible d'affirmer qu'elles se démarquent expressément en raison de l'option pour des considérations de rationalisation et d'efficience.

L'administration fiscale en Algérie se trouve acculée à une épreuve de vérité en matière d'évaluation, avec, autant que possible, le recours à des éléments de comparaison internationale, tout en vérifiant et en retenant les pratiques avérées positives en ce domaine, car parfois il n'est pas nécessaire de chercher constamment à réinventer le fil à couper le beurre, c'est un temps perdu.

En observant avec un certain recul les expériences qui ont été concluantes à l'effet de ne retenir que ce qui apparaît positif, ce qui permettra aux décideurs de rectifier certains effets indésirables et de mieux adapter au terrain et à la réalité, la réforme de l'IFU.

Comme l'Algérie ne vit pas en autarcie, elle est appelée à se placer au rythme de l'évolution qui s'opère intra muros et extra muros: d'une part, il conviendrait de faire un « benchmarking », ce qui postule nécessairement pour un travail comparatif en règle avec les avan-



tages fiscaux accordés dans les autres pays concurrents, ce en vue de décider en connaissance de cause quant aux correctifs à introduire en matière d'IFU et d'autre part, il suffit de tirer profit de l'expérience enregistrée positivement, dans le monde pour la calquer sur la politique du pays, en commençant par tenir compte de celle des pays de la périphérie comme par exemple la Tunisie et ce, dans la perspective de l'harmonisation de la fiscalité dans le cadre de la construction du grand Maghreb.

D'ailleurs, dans tous les pays du monde, il est accordé un intérêt tout particulier au développement des PME en mettant autant d'ardeur à leur accorder un régime fiscal suffisamment adapté et simplifié, se trouvant à la charnière du régime réel et celui du forfait, comportant l'obligation de tenir une comptabilité simplifiée permettant de connaître le résultat dégagé qui sert de calcul au paiement de l'impôt.

Dans tous les pays du monde aussi, que ce soit dans les pays développés, dans les pays émergents ou dans les pays en développement, il est fait en sorte de méanger, avec le plus grand discernement, les facilités des PME, en s'efforçant le plus possible à rendre la transparence effective, ce dans l'intérêt des entreprises, en évacuant, ce faisant, tous les obstacles qui se dressent sur le chemin.

En tout cas l'une des démarches considérée comme prioritaire a consisté à circonscrire le champ d'application du régime forfaitaire pour le réservé exclusivement aux personnes physiques en tant que contribuables de petite dimension, tout en desserrant réellement l'étau qui pèse sur les PME avec l'adoption de taux jugés modiques et non pénalisants, compte tenu des condi-

tions de réalisation de leur activité qui diffère de celle des personnes physiques.

CONCLUSION

Le développement du pays ne peut réussir que grâce à l'apport jugé conséquent des PME et par rapport à la multiplication de leur nombre qui ne peut être garantie par l'usage d'un instrument fiscal jugé pertinent et innovant, reposant sur une plate-forme ambitieuse de gouvernance qui renvoie à un nouveau paradigme suffisamment porteur.

Sur ce plan, le présent travail d'expertise a consisté avec un angle de vue choisi à apporter un certain éclairage qui retient l'attention et qui mérite d'être exploité davantage pour approfondir conséquemment l'amélioration de l'IFU dans ses différents aspects d'application et il en a bien besoin actuellement. C'est en somme toute la gouvernance qui est à réinventer pour que son agencement soit ajusté et pour qu'elle ait toute sa résonance en vue de faire résolument bouger les lignes en misant sur la concrétisation qui ne laisse pas de doute sur la simplification et la transparence en vue d'un net éclairci prometteur, dans l'intérêt d'une application correcte et dans l'intérêt bien compris des PME et en même temps du pays.

Il est temps d'avoir une conception bien structurée et dynamique sur les véritables enjeux aussi bien sur la fiscalité pour qu'elle retrouve toute sa vocation à l'effet de stimuler les PME en tant que véritable pôle de développement porteur de valeur ajoutée.

Comme il serait d'importance de remédier en urgence à certains points de frictions que pose l'application de la fiscalité particulièrement aux contribuables tels que les

PME dont l'émergence est devenue indispensable en tant qu'outil de renforcement de la densification du tissu économique, tout en étant, en même temps, génératrices d'emplois. C'est donc une opportunité pour relever un tel défi dans le contexte actuel afin d'opérer l'amorce d'une refondation de la fiscalité qui est perfectible par essence, dans le but qu'elle soit ainsi résolument tournée dans le sens visant à conforter le développement des PME en tant que pilier de l'économie, dans le contexte difficile que traverse notre pays.

En effet, cette situation à rebours que les PME subissent actuellement ne manque pas d'interpeller pour rétablir dans la clarté les traits qui caractérisent l'application de l'IFU et pour éviter que leur tracé bien délimité au départ, ne soit quelque peu affecté, comme il a été constaté supra.

La situation actuelle peu enviable des PME soumises à l'IFU n'est pas irréversible, il serait possible donc d'être en quête de tout ce qui peut transformer celui-ci en un élément positivement actif et structurant au plan concurremment financier, économique et social.

En tant qu'atout potentiel, c'est avec la volonté politique que cette situation est à même de se rattraper aisément notamment en introduisant, à la faveur de la loi de finances pour 2017, une mesure susceptible de recadrer l'IFU pour qu'il soit techniquement soutenable, en étant débarrassé de ses écueils qui le dénaturent, d'autant que le droit fiscal dispose de propriétés d'adaptation remarquables à l'aune de la modernité.

(*) Ex-Expert international en fiscalité auprès des Organisations internationales et auteur d'ouvrages traitant des thématiques en fiscalité

Football - Ligue 1

Déjà de chaudes empoignades



Ph.: Arch.

Adjal L.

Cette mini-trêve a certainement été mise à profit par les clubs, l'objectif étant le même, rafler la mise des rencontres. Cependant, des intentions à la réalité, il y a une marge entre les équipes. Si la volonté est commune, les moyens diffèrent. Pour les formations dites moins performantes, il reste la volonté qui, parfois, leur réussit. Pour le compte de cette étape, on s'attend bien évidemment à de chaudes empoignades. A en croire les déclarations des joueurs et des entraîneurs, la victoire est indispensable, et c'est le lot du football actuel où la moindre défaite est perçue comme une catastrophe, débouchant le plus souvent sur le limogeage de l'entraîneur, exagérément rendu seul responsable de ce genre de situation. S'il n'y a pas de choc au sens qu'on donne à ce mot, il n'en demeure pas moins que toutes les rencontres recèlent de l'intérêt pour tous les clubs. On remarquera en premier lieu que l'USMA ira défendre son statut de leader à Tadjenanet où elle a bien réussi la saison dernière. Les Unionistes ont des atouts à faire valoir. Et on prête à l'entraîneur Cavalli l'intention d'aligner une

équipe renforcée en défense et au milieu. Ceci signifie qu'il craint cette équipe dirigée par Liamine Bougherra, lequel, à l'inverse, a bien l'intention d'aller bousculer le champion en titre. Ceci revient à dire que les deux entraîneurs vont se livrer à une bataille tactique à l'issue incertaine. Il est indéniable que les équipes dites ambitieuses souhaitent que le leader trébuche pour éviter que le fossé ne se creuse à leurs dépens. On pense tout particulièrement aux MCO, au MCA, et la JSK, des clubs soucieux de retrouver leur standing qui a fait leur gloire. En jetant un coup d'œil au programme, on présume qu'ils sont en mesure de parvenir à leurs fins, ceci dit sans vouloir mésestimer leurs rivaux du jour. A Tizi-Ouzou, on ne jure que par la victoire, étant donné qu'il y a un sentiment d'insatisfaction, les joueurs estimant que le carton plein était possible au terme des deux premières journées. Face à une équipe harachie diminuée, les hommes de Kamel Mouassa paraissent de taille à remporter leur deuxième victoire. Il en est de même pour le MCA qui retrouve son jardin de Omar Hamadi. En principe, les Mouloudéens partent avec les faveurs du pronostic, mais

attention à cette équipe du CAB qui s'est bien comportée face au CSC, en match amical. On en arrive au débat RCR-MCO qui est important pour les deux équipes et ce, pour des raisons différentes. Le Rapid veut se ressaisir après un départ cauchemardesque, tandis que les Mouloudéens veulent continuer sur leur lancée et confirmer le renouveau du club. En principe, les Hamraouas possèdent en mains toutes les cartes pour s'imposer face à un adversaire accablé par des problèmes de toutes sortes. Il y a un point commun entre l'USMBA, le CRB et le CSC, à savoir la grogne de leurs supporters, très déçus par les résultats de leurs clubs de cœur. Du côté d'El-Khadra, le coach Chérif El Ouazzani tente de tempérer la colère des fans après le revers subi en amical face au CR Témouchent, en développant son argumentation. Mais, un tout autre résultat que la victoire face au NAHD risque d'amplifier la grogne de cette exigeante galerie. Or, le Nasria connaît, à quelques variantes près, le même problème. On s'attend donc à une bataille sans merci mais où le fair-play doit régner. C'est le même cas de figure à Constantine où le coach Didier Gomez est décrié par les fans. Le match amical livré face au CAB a en outre laissé des traces, plusieurs joueurs ayant été blessés. Le club visiteur, le MOB, risque de faire les frais d'un éventuel réveil du Chabab. L'autre Chabab, celui d'Alger, n'aura pas non plus une partie de plaisir face à la JS Saoura, ces deux clubs ayant changé la barre technique. Là encore, le suspense sera de mise.

Aujourd'hui à 19h00

20 août:	CRB	-	JSS
Demain à 17h00			
Tadjenanet:	DRBT	-	USMA
Samedi à 17h00			
Relizane:	RCR	-	MCO
Médéa:	OM	-	ESS
Samedi à 19h00			
Bologhine:	MCA	-	CAB (huis clos)
Bel-Abbès:	USMBA	-	NAHD
Tizi-Ouzou:	JSK	-	USMH
Constantine (21h):	CSC	-	MOB

Ligue 2

Un premier round d'observation

M. Zeggai

C'est demain que sera donné le coup d'envoi du championnat qui sera marqué par trois faits saillants. La démission du président du CABBA, Moussa Merzougui, et de l'entraîneur de la JSMS, Mohamed Mihoubi, ainsi que la situation du RC Arba qui est toujours interdit de recrutement. Pour le compte de cette première journée, c'est l'incertitude qui plane dans la mesure où l'on ignore la réaction des joueurs lors de cette reprise. C'est certain que toutes les équipes espèrent entamer la compétition par un succès, ce qui leur permettra d'entamer la suite du parcours dans de bonnes conditions psychologiques. C'est le cas par exemple du MCEE, version Rachid Bouarrata, qui compte exploiter la venue du MCS où la dernière grève des joueurs semble avoir laissé des séquelles. Pour leur première sortie à domicile, les Eulmis sont bien déterminés à gagner pour instaurer un climat de confiance avec leur public.

Le MCS est donc averti. Le CABBA, lui, aura à en découdre avec l'un des trois promus, le GCM, dans un match où les deux formations partent dans l'inconnu. Là aussi, les Bordjis, avec l'avantage du terrain et le soutien de leurs fans, semblent idéalement placés pour faire respecter la hiérarchie mais attention à l'excès de confiance. La même remarque s'impose pour l'ASO et son nouveau coach Ifticene qui sont dans l'obligation de justifier leurs prétentions dès le départ. Face à l'autre promu, l'USB, ce ne sera pas une partie de plaisir d'autant plus que l'effectif chelifien a subi une véritable saignée alors que les Biskris se sont bien renforcés. A Béjaïa, le match JSMB-RCA mettra aux prises deux équipes ayant connu diverses fortunes durant l'intersaison. Face au RCA qui n'a pas fini de manger son pain noir en matière de gestion, les Bejaouis ne devraient pas éprouver de grandes difficultés pour atteindre leur objectif du jour et répon-

Demain à 17h00

El Eulma:	.....	MCEE	.....	MCS
Aïn Fakroun:	.....	CRBAF	.....	PAC
Skikda:	.....	JSMS	.....	USMB
Boussaâda:	.....	ABS	.....	ASMO

A 19h00

Béjaïa:	.....	JSMB	.....	RCA
B.B. Arréridj:	.....	CABBA	.....	GCM
Chlef:	.....	ASO	.....	USB
Constantine:	.....	ASK	.....	WAB

Handball - CAN 2016 (U-21)

L'entraîneur Rabah Gherbi dévoile la liste des joueurs retenus

L'entraîneur de la sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U-21), Rabah Gherbi, a dévoilé la liste des 18 joueurs retenus pour la 23e Coupe d'Afrique des nations CAN-2016 prévue à Bamako (Mali) du 11 au 18 septembre. Le GS Pétroliers est le club le plus représenté dans cette liste en présence de quatre joueurs: Ghedbane Khelifa, Boudaoui Hichem, Hammad Merouane, Djedid Yacine (GS Pétroliers), Damir Riadh, Hadj Sadok Tahar Yassine, Belkaïd Othmane (CRB Baraki), Meklout Rafik, Benmessaoud Yacine (MAJD Blida), Naïm Zoheir, Chebli Djaber (JSE Skikda), Djeghaba Nidhal (ES Aïn Toula), Torché Mohamed (CB Mila), Kouri Mokhtar (MC Saïda), Hellal Nour Eddine (NRB Djemila), Fredj El Hadj Abderrahmane (O El-Oued), Segueni Abdraouf (CR Bordj Bou Arréridj), Hadj Sadok Mustapha (HBC Aïn Defla).

avec au menu plusieurs matchs amicaux disputés.

Liste des joueurs

Ghedbane Khelifa, Boudaoui Hichem, Hammad Merouane, Djedid Yacine (GS Pétroliers), Damir Riadh, Hadj Sadok Tahar Yassine, Belkaïd Othmane (CRB Baraki), Meklout Rafik, Benmessaoud Yacine (MAJD Blida), Naïm Zoheir, Chebli Djaber (JSE Skikda), Djeghaba Nidhal (ES Aïn Toula), Torché Mohamed (CB Mila), Kouri Mokhtar (MC Saïda), Hellal Nour Eddine (NRB Djemila), Fredj El Hadj Abderrahmane (O El-Oued), Segueni Abdraouf (CR Bordj Bou Arréridj), Hadj Sadok Mustapha (HBC Aïn Defla).

Supercoupe d'Algérie de Handball
La Coupe à l'honneur

La saison handballiste que «2016-2017» s'ouvrira ce vendredi à la salle «la Coupe» du complexe olympique, Mohamed Boudiaf (Alger) à l'occasion du déroulement des deux rencontres de la Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs et dames). Chez les dames, le GS Pétroliers, champion d'Algérie, sera opposé au HBC El Biar, détenteur de la Coupe d'Algérie à partir de 16h00. Les El-Biarois qui avaient décroché leur 27e titre national, auront comme adversaire, la suprenante équipe du MC Saïda qui avait remporté contre toute attente, son 1er titre de son histoire (Coupe d'Algérie) aux dépens du CRB Baraki (22-21) après prolongations. La dernière édition de la Super-coupe disputée en septembre 2015 à la salle Harcha (Alger) avait vu la JSE Skikda l'emporter devant le CRB Baraki par (22-21).

Olympique Lyonnais Ghezzal de nouveau opérationnel



Le milieu de terrain international algérien de l'Olympique Lyonnais, Rachid Ghezzal, blessé aux adducteurs depuis environ un mois, est de nouveau opérationnel et devrait pouvoir reprendre la compétition dès samedi prochain à l'occasion de la 4e journée de Ligue 1 française de football contre les Girondins de Bordeaux, rapportait mercredi la presse locale. « Entièrement rétabli de sa déchirure à l'adducteur droit, Rachid Ghezzal s'entraîne normalement depuis quelques jours et devrait pouvoir rejouer dès la 4e journée, prévue samedi contre Bordeaux », a détaillé le journal Le Progrès.

Le jeune milieu gauche lyonnais (24 ans) manque de rythme, certes, car n'ayant disputé aucun match officiel depuis l'entame de la saison 2016-2017, mais « il a de fortes chances d'être titulaire contre Bordeaux », a cependant anticipé le média français. Une situation qui s'explique par la cascade de blessures au sein de l'avant-garde lyonnaise, notamment Alexandre Lacazette, Mathieu Valbuena et Nabil Fekir. Ce qui devrait obliger le coach Bruno Génésio à responsabiliser les rares joueurs opérationnels dans ce compartiment de jeu, dont le frère cadet de l'ancien international algérien, Abdelkader Ghezzal. La-

cassette, actuel meilleur buteur du club et du championnat avec 6 réalisations pourrait, lui aussi, prendre part à cette rencontre, car ayant également repris les entraînements depuis peu. « Lacazette a repris les entraînements suivant un programme de préparation spécifique », selon la même source, mais vu le grand nombre d'absents en attaque, Bruno Génésio pourrait se résoudre à le faire jouer, surtout si son état de santé ne présentera aucune complication d'ici samedi. L'Olympique Lyonnais, 4e au classement général de la Ligue 1 avec 6 points, accueillera les Girondins de Bordeaux (8es) samedi au Parc OL.

Tennis - US Open Djokovic qualifié par abandon, Wozniacki rejoint Kerber en demi-finales

Le N.1 mondial Novak Djokovic s'est qualifié mardi pour les demi-finales de l'US Open après l'abandon de son adversaire des quarts de finale, le Français Jo-Wilfried Tsonga, touché au genou gauche. Djokovic sera opposé en demi-finale vendredi à un autre Français, Gaël Monfils, pour sa dixième demi-finale de suite à l'US Open. Il menait 6-3, 5-2 quand Tsonga, 11e mondial, a fait appel à l'encadrement médical du tournoi.

Le Français a repris la partie et a concédé le deuxième set, puis a lancé le troisième set, avant de jeter l'éponge après avoir servi une double faute. Djokovic n'a disputé que deux matches entiers depuis son ar-

rivée à New York, au 1^{er} tour et en 8e de finale. Le tenant du titre n'a pas eu à disputer de 2e tour après le forfait du Tchèque Jiri Vesely et ses adversaires du 3e tour et des quarts de finale ont abandonné en cours de match. Dans le tableau féminin, la revenante danoise Caroline Wozniacki s'est qualifiée mardi pour les demi-finales de l'US Open où elle affrontera aujourd'hui la N.2 mondiale, l'Allemande Angelique Kerber. Wozniacki, ancienne N.1 mondiale tombée à la 74e place du classement WTA, a dominé en quarts de finale la Lettone Anastasija Sevastova (N.48), victime d'une entorse à la cheville droite durant la rencontre.

JS Sig

Le Jil repêché au dernier moment

Abid Djebbar

Les fans du Jil de Sig ont retrouvé le sourire, puisque leur club a été rétabli dans ses droits en réintégrant le groupe «Ouest» de la division inter-régions, après avoir régularisé les droits d'engagement et de

s'être acquitté des dettes accumulées auprès de la Ligue. Selon le site de cette dernière, des modifications ont été apportées au calendrier après la réintégration du JSS. Donc le Jil aura à recevoir l'IRB El-Kerma à Sig en ouverture du championnat le 16 septembre

2016. La prise de conscience des autorités et des anciens dirigeants du club s'est avérée positive, ce qui permet au club sigois de poursuivre l'aventure avec ses jeunes qui ne seront donc pas pénalisés. Tout est donc rentré dans l'ordre, à la satisfaction générale.

Division nationale amateur - Ouest Des évidences et des incertitudes

M. Zeggai

La wilaya de Tlemcen sera représentée par pas moins de quatre clubs, le WAT, l'ASBM, l'IRBM et l'USR, c'est la particularité de ce championnat qui reprendra ses droits demain. Ce qui signifie que l'on assistera dans cette wilaya à de chauds derbys, ce qui n'est pas pour déplaire aux sportifs. Pour cette entrée en matière, nous aurons droit à deux jolies empoignades pleines de suspense.

La première aura lieu à Arzew où le WAT sera l'hôte de l'OMA où de grands chamboulements ont été opérés à tous les niveaux. Tout reste possible entre une formation arzéwienne, fraîchement reléguée en DNA, et l'un des sérieux postulants à l'accession. Mais ceci ne nous empêche pas de

dire que les Widadi sont donnant l'impression de disposer de meilleurs atouts. La seconde aura pour cadre le stade Benslimane de Mostaganem entre deux vieilles connaissances, le WAM et le SAM. Les Widadi du coach Abderrahmane Osmane, ayant entamé tardivement la préparation, devront se tenir sur leurs gardes face à leurs homologues du SAM et leur entraîneur Belaïkous. Pour sa part, le RCB Oued Rhiou, qui a raté l'accession la saison écoulée pour des raisons que tout le monde connaît, débutera le championnat en l'absence de son public, huis clos oblige, avec la réception de l'ESM Koléa qui a l'intention de jouer à fond ses cartes d'accès dès le début. Idem pour l'USMM Hadjout qui a perdu presque la totalité de son

ossature après sa relégation en DNA. Les Hadjout sont face à un inconnu, le MBH, et doivent par conséquent éviter tout excès de confiance étant donné que le team de Hassasna demeure une équipe imprévisible.

Pour sa part, le CRB Ben Badis devra cravacher dur pour justifier ses prétentions, car on se souvient qu'il avait raté de justesse la montée en Ligue 2. Pour ce premier match de la saison, le Chabab ira à Maghnia où l'ASBM n'est pas facile à manier.

A quelques encablures, à Remchi plus exactement, auront lieu les retrouvailles entre l'USR et le SCMO, deux formations qui se connaissent parfaitement. A Khemis Miliana, l'ESM, qui vient de limogé son entraîneur Djender pour le remplacer par le revenant Bekakcha, devra sortir le grand jeu pour sortir indemne face au SKAF qui n'a pas l'intention de rater sa première rencontre. Enfin à Chlef, le CRB Sendjas sera face au promu, l'IRB Maghnia, dans un match sur fond d'incertitudes.

Demain à 16h00

Remchi:	USR	-	SCMO
Mostaganem:	WAM	-	SAM
Oued Rhiou:	RCBOR	-	ESMK
Hadjout:	USMMH	-	MBH
Maghnia:	ASBM	-	CRBBB
Khemis Miliana:	SKAF	-	ESM
Arzew:	OMA	-	WAT

Samedi à 16h00

Chlef:	CRBS	-	IRBM
--------	------	---	------

Division nationale amateur - Centre Une flopée de prétendants

A. L.

L'édition de la saison 2016-2017 du groupe de la division nationale amateur Centre démarre, ce vendredi, avec l'arrivée des deux promus qui ont fait leurs preuves en inter-régions, à savoir l'US Béni Douala et le MB Rouissat. Bien entendu, il n'est pas question d'établir des pronostics quant à l'élu et au relégué au terme de ce parcours, car il y a eu trop de changements dans ces effectifs, la stabilité étant une vertu perdue de vue dans nos clubs, toutes divisions confondues.

Tout au plus, on pourrait

évoquer des possibilités de la part de certaines équipes, quelques-unes avides de revanche après leur échec de la saison écoulée, tandis que d'autres ne jurent que par l'accession en vertu d'un passé glorieux.

On citera le RCK qui, sous l'impulsion de ses anciens joueurs internationaux, voudra, à tout prix, sortir de cette division, il est vrai, peu reluisante. On rappellera que le Raed a échappé, de justesse, à la relégation après un parcours calamiteux, la JSM Cheraga ayant, finalement, rétrogradé. Du côté de Reghaïa, il y a eu beaucoup de regrets après une promet-

teuse phase-retour, mais le NARBR fut coiffé sur le pot au choc de la dernière journée. On citera, encore, la mésaventure de l'IBKEK, champion symbolique de l'aller, et qui a terminé à la 10^{ème} place, à 17 points du champion ! On aurait aimé citer l'USFBBA, dans cette catégorie, mais il se trouve que ce club, faute de moyens financiers, n'est pas engagé.

Et comme les promus, l'US Béni Douala et le MB Rouissat sont disposés à poursuivre sur leur lancée, le groupe des postulants devrait être conséquent.

Aussi, émettre des pronostics qui tiennent la route est un exercice auquel on ne se livrera pas pour le moment. On notera, enfin, que les promus, l'US Béni Douala et le MB Rouissat, évolueront à domicile, ce qui constitue, tout de même, un avantage.

Demain à 16h00

Tizi-Ouzou:	USBD	-	NARBR
Ouargla:	MBR	-	CRBDB
Lakhdaria:	IBL	-	RCK
Ben-Aknoun:	USMC	-	WRM
Bourouba:	JSHD	-	MCM
Jijel:	JSD	-	IBKEK
Boumerdès:	RCB	-	USOA

Exempt: CRBT

Division nationale amateur - Est

Des duels intéressants en vue

M. Benboua

C'est demain que sera donné le coup d'envoi de la nouvelle saison du championnat national amateur (Groupe Est), cuvée 2016-2017. Un exercice qui s'annonce disputé car, parmi les 16 formations en lice, une seule décrochera, au mois de mai prochain, son billet pour la Ligue 2 profes-

sionnelle. C'est dire que l'enjeu est de taille et, d'après les spécialistes, l'on s'attend à du beau spectacle et à des duels intéressants, notamment, en présence de plusieurs prétendants à l'accession, à l'image du vice-champion de la précédente édition, l'USM Annaba, qui débutera la compétition par un déplacement à Magra. D'autres formations sont très attendues également, telles que le NRB Touggourt, l'US Tébessa, l'AS Aïn M'lila, l'ES Guelma et l'US Chaouia. Cette dernière entend, justement, retrouver l'antichambre de l'élite, le plus vite possible. D'autres équipes se contenteront, comme à leurs habitudes, de viser le maintien, à l'image du CR Village Moussa ou encore le promu, l'AB Chelghoum Laïd, même si ce dernier pourrait monter en puissance, en cours de saison.

En tout cas, cette étape inaugurale ne devrait pas nous permettre de porter de jugements, il faudra d'ailleurs attendre la troisième ou quatrième journée pour avoir une idée précise.

Demain à 16h00

Tébessa:	UST	-	CRVM
Chelghoum Laïd:	HBCL	-	NRBT
Constantine:	MOC	-	USC
Magra:	NCM	-	USMAn
Annaba:	HAMRA	-	ABM
Aïn Beida:	USMAB	-	ASAM
Guelma:	ESG	-	ABCL
Collo:	E.C	-	USMK

Suisse

Une femme italienne, un célèbre café de Rome, et Nespresso était né

Par Ben Simon de l'AFP

Si le Suisse Eric Favre n'avait pas épousé une Italienne, nous n'aurions peut-être jamais bu de Nespresso. L'homme qui a conçu il y a quatre décennies les capsules de café individuelles a confié à l'AFP qu'il se savait depuis toujours destiné à devenir un inventeur. Mais ce sont les taquineries de sa femme Anna-Maria qui lui ont donné l'idée qui devait révolutionner la consommation de café à domicile. Ingénieur aérospatial, Eric Favre rejoint le département de conditionnement de Nestlé en 1975 pour apprendre de l'intérieur le fonctionnement d'une multinationale avant de voler de ses propres ailes. A cette époque, Anna-Maria n'arrête pas de se moquer de son mari suisse en reprochant à son pays de ne rien connaître au café. «Je voulais prouver à ma femme que j'avais la capacité de faire le meilleur des expressos», raconte Eric Favre, 69 ans, lors d'une visite de ses bureaux à Saint-Barthélémy, localité proche de Lausanne (Suisse), qui abrite également un petit musée dédié à son invention. Il se rend alors à Rome pour trouver le meilleur cru de café et fréquente le très populaire Caffe Sant'Eustachio, aujourd'hui cité dans les guides comme servant le meilleur espresso de Rome. Utilisant Anna-Maria comme «espionne», il étudie la façon dont est préparée la boisson nationale italienne. Favre dit qu'il a découvert qu'une des clés de la qualité de ce café venait du fait que le barman «pompeait» l'eau chaude par intervalles, et non

pas en continu, à travers la mouture, permettant ainsi une oxygénéation. L'idée d'une machine prévoyant une aération maximale de l'eau passant à travers une capsule individuelle de café était née.

DÉBUTS DIFFICILES

L'inventeur développe un prototype de machine à espresso, un assemblage de tubes et de cylindres qui semble sorti tout droit de «Retour vers le futur». Mais chez Nestlé, le projet est loin de faire l'unanimité. Nescafé, le célèbre café instantané que commercialise le groupe, est à l'époque en plein essor et les responsables de Nestlé ne voient pas la nécessité d'investir dans des machines à espresso coûteuses, persuadés que le café instantané en poudre resterait la boisson préférée des consommateurs à domicile. L'inventeur suit malgré tout son idée. Envoyé en 1983 en mission à l'usine Nescafé au Japon, il présente au directeur local les mérites de son projet, en espérant un meilleur accueil que celui de ses supérieurs en Suisse. Nespresso est finalement lancé en 1986, avec Eric Favre au poste de Directeur général. Mais la filiale rencontre des difficultés et l'inventeur doit quitter Nestlé en 1991. Depuis trente ans, la machine à espresso individuelle est une source clé de revenus pour le géant mondial de l'alimentaire. La société ne donne plus de résultats financiers séparés pour Nespresso, mais selon l'agence Bloomberg, ses ventes en 2015 étaient estimées à 4,5 milliards de dollars. Toutefois, le groupe doit relever plusieurs défis : les concurrents

rogrent ses parts de marché et les défenseurs de l'environnement dénoncent les déchets générés par les emballages de ses capsules.

DES «CANNIBALES» SUR LE MARCHÉ

Après son départ de Nestlé, Eric Favre a lancé avec succès plusieurs sociétés de capsules pour espresso, dont Monodor, qui contiennent plus de café et génèrent moins de déchets. Pendant ce temps, la popularité de Nespresso a explosé, mais plusieurs de ses brevets clés sont tombés en 2011, ce qui constitue «une menace majeure» pour sa croissance future, estime Virginia Lee, analyste en chef de la firme Euromonitor International. La concurrence, qui vient aussi de fabricants de capsules compatibles avec les machines Nespresso, «se développe rapidement et cannibalise la part de Nespresso dans les capsules de café grâce à des prix moins élevés et une plus large distribution», écrit-elle dans un rapport publié cette année. En Europe occidentale par exemple, la part de marché de Nestlé sur les capsules est tombée de 41% en 2011 à 37% en 2015, selon Euromonitor. Eric Favre l'avait prédit il y a 5 ans, il estimait alors que pour rester leader, la société devait maintenir un niveau de qualité rigoureux. Malgré les circonstances quelque peu désagréables de son départ de Nestlé, l'inventeur se dit toujours prêt à aider son ancien employeur. Il raconte avec fierté que l'actuel directeur de Nespresso, Jean-Marc Duvoisin, est venu à Saint-Barthélémy il y a deux mois. «Juste pour entendre cette histoire», dit-il.

Drogue**Saisie record en Jordanie de plus de 13 millions de comprimés de captagon**

Les autorités jordanienes ont annoncé hier mercredi la saisie «record» de 13,2 millions de comprimés de captagon, une drogue utilisée comme stimulant et source de revenus en Syrie voisine, que des trafiquants voulaient acheminer «vers un autre pays». Trois trafiquants, dont un étranger «de nationalité arabe», ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire, a précisé le ministère jordanien de l'Intérieur dans un communiqué, se félicitant de «la plus importante saisie de comprimés de captagon dans l'histoire du royaume». Les comprimés de captagon, dissimulés dans un conteneur de sèche-linges, ont été saisis dans la maison de l'un des trafiquants, dans la banlieue d'Amman, a-t-on ajouté de même source.

Selon le communiqué, un des trafiquants de drogue «d'un pays voisin» a réussi à faire entrer le conteneur en Jordanie et comptait l'acheminer vers «un autre pays». Le chaos en Syrie voisine a dopé la fabrication et le trafic du captagon,

une drogue destinée aux combattants mais aussi très prisée dans les pays du Golfe.

La Jordanie est un point de transit de plusieurs sortes de drogues vers les pays arabes du Golfe. Au cours des six premiers mois de l'année 2016, les autorités jordanienes ont saisi plus de six tonnes de drogues et ont arrêté plus de 13 000 personnes pour trafic, détention ou consommation de drogue, selon le chef de la lutte antidrogue du royaume, Anouer Tarawneh.

Suède

Scandale au cœur de l'assemblée Nobel

Deux membres de l'assemblée chargée de sélectionner les lauréats du prix Nobel de médecine déclarent en démission en raison de leur implication dans un scandale d'erreurs médicales, a annoncé mardi l'un de ses membres. «La crise de confiance est telle (...) que nous allons leur demander de quitter l'assemblée Nobel», a expliqué le secrétaire de cette assemblée, Thomas Perlmann, à l'agence de presse suédoise TT. Harriet Wallberg, ancienne doyenne de l'Institut Karolinska (KI), et son successeur Anders Hamsten comptaient parmi les cinquante membres de l'assemblée Nobel qui valident les choix de lauréats proposés par les cinq membres d'un comité idoine. Ils sont impliqués dans le scandale des opérations du chirurgien italien Paolo Macchiarini.

Deux de ses patients étaient morts et un autre en était sorti très affaibli. Harriet Wallberg était la doyenne de l'Institut Karolinska au moment du recrutement du Dr Macchiarini, une embauchoye aujourd'hui perçue

comme ayant résulté d'une grave erreur de jugement. Anders Hamsten paie quant à lui une réaction jugée trop tardive, n'ayant pas mesuré l'ampleur du scandale. L'Italien, professeur invité, célèbre pour avoir réalisé en 2011 la première greffe mondiale d'une trachée-artère artificielle recouverte de cellules souches, avait réalisé trois opérations à Stockholm. Deux des trois patients opérés sont morts et le troisième a dû recevoir des soins pendant plusieurs années. Plusieurs enquêtes, au sein de KI et dans la presse, ont révélé que ses pratiques ne respectaient pas des règles médicales et éthiques fondamentales. Il est par ailleurs visé par une enquête de la police suédoise pour homicide involontaire. Il encourt jusqu'à six ans de prison. Le médecin est également soupçonné d'avoir menti sur ses travaux de recherche en certifiant avoir réalisé des essais sur des animaux avant de greffer des humains. On lui reproche en outre de n'avoir pas dit la vérité sur ses diplômes et ses titres de gloire passés.

Un homme a attaqué à la hache et au couteau deux policiers qui voulaient contrôler son identité, a précisé à l'AFP une porte-parole de la Police de sécurité publique (PSP), écartant tout lien avec le terrorisme. Refusant de montrer ses papiers, l'homme a alors sorti une hache et un couteau, blessant profondément l'un des policiers au niveau du torse, près du cou. Ses jours

ne sont pas en danger, selon la même source. Son collègue souffre quant à lui d'une coupure superficielle au bras. «L'agent blessé, en légitime défense, a fait usage de son arme, causant la mort de l'individu», a expliqué à la télévision portugaise le commandant de la PSP locale, Manuel Viola da Silva.

France

Deux policiers attaqués à la hache et au couteau, l'agresseur abattu

Un homme a attaqué à la hache et au couteau deux policiers qui voulaient contrôler son identité, mercredi à Moita, au sud de Lisbonne, blessant grièvement l'un des agents qui a sorti son arme et abattu l'agresseur, a annoncé la police portugaise. «Les agents soupçonnaient l'individu de faire l'objet d'un mandat

d'arrêt et avaient l'intention de contrôler son identité», a précisé à l'AFP une porte-parole de la Police de sécurité publique (PSP), écartant tout lien avec le terrorisme. Refusant de montrer ses papiers, l'homme a alors sorti une hache et un couteau, blessant profondément l'un des policiers au niveau du torse, près du cou. Ses jours

ne sont pas en danger, selon la même source. Son collègue souffre quant à lui d'une coupure superficielle au bras. «L'agent blessé, en légitime défense, a fait usage de son arme, causant la mort de l'individu», a expliqué à la télévision portugaise le commandant de la PSP locale, Manuel Viola da Silva.

France

La première femme au monde greffée du visage est décédée d'une tumeur maligne

Il a Française Isabelle Dinoire, première patiente au monde greffée du visage dont le décès a été annoncé mardi, a succombé à la «récidive d'une tumeur maligne» rare qui ne peut être «scientifiquement reliée» à son traitement anti-rejets, a annoncé l'hôpital d'Amiens (nord) où elle était traitée. «Au printemps 2016, lors de bilans mensuels, a été révélée une récidive d'une tumeur maligne opérée à l'été 2015, cette fois malheureusement hors de toute ressource thérapeutique», a affirmé l'établissement dans un communiqué mardi soir.

Le centre hospitalier universitaire (CHU) d'Amiens avait annoncé plus tôt mardi le décès de la patiente en évoquant simplement «une longue maladie». Cette «tumeur rare» qui l'a emportée «ne peut être scientifiquement reliée au traitement immunosuppresseur» qu'elle suivait, a ajouté le CHU.

Ces opérations ont «montré que la transplantation de face donnait des résultats fonctionnels et esthétiques très supérieurs à ceux offerts par la chirurgie conventionnelle réparatrice», selon l'hôpital d'Amiens. Toutefois, «la transplantation faciale est encore en cours d'évaluation» et «ne peut pas être considérée comme une activité de routine», a conclu l'établissement.

gicale (...) remarquable», qui avait soulevé de grands espoirs dans le monde pour les blessés de la face, mais la patiente avait ensuite connu diverses complications, a expliqué l'hôpital. Elle avait développé «certaines infections», «une tumeur liée à l'immunosuppression» qui avait été «traitée» et «maîtrisée», et avait subi une «diminution de la fonction rénale» ainsi que l'apparition d'une hypertension», a-t-il détaillé. Par ailleurs, après «deux épisodes de rejet aigu» de la greffe la première année, «elle a développé au cours de la 9ème année de greffe un rejet chronique ayant conduit à une obstruction partielle des artères de

son greffon et à une perte de la partie inférieure de son greffon facial en juin 2015».

Depuis novembre 2005, 36 transplantations faciales ont été réalisées dans le monde, dont 10 en France.

Six patients sont depuis décédés, selon l'hôpital.

Ces opérations ont «montré que la transplantation de face donnait des résultats fonctionnels et esthétiques très supérieurs à ceux offerts par la chirurgie conventionnelle réparatrice», selon l'hôpital d'Amiens. Toutefois, «la transplantation faciale est encore en cours d'évaluation» et «ne peut pas être considérée comme une activité de routine», a conclu l'établissement.

france 3

19.55 11.6

Avec François Cluzet, Bouli Lanners, Corinne Masiero, Juana Acosta
En novembre 2009, Toni Musulin, convoyeur de fonds soupçonné dans une importante affaire de vol d'argent, vient se rendre à la police. Quelques mois plus tôt, Toni, qui vit avec Marion, tente d'échapper à son univers. En conflit avec ses employeurs, apprécié de ses collègues, Toni, raconte des histoires à son entourage et se rêve une autre vie.

france 3

19.55 Le concert des étoiles

Le 6 septembre 2007, disparaissait l'une des plus grandes et plus belles voix du XXe siècle. Comme la Callas ou Caruso, le ténor italien Luciano Pavarotti était reconnaissable dès la première note. Durant des décennies, cet artiste au timbre lumineux et à la technique irréprochable triompha sur les scènes du monde entier.

TF1 JEUDI

19.55 La vengeance aux yeux clairs

Saison 1 - Episode 1
- Vingt ans pour toujours
Avec Laëtitia Milot, Bernard Yerlès, Claire Borotra, Aurélien Wiik
Alors qu'elle vient de fêter ses 20 ans, Emma Fortuny perd sa mère et son frère dans un meurtre déguisé en accident de voiture dont elle sort vivante par miracle. Dix ans plus tard, la jeune femme revient sur la Côte d'Azur sous une nouvelle identité, Olivia Alessandri.

2

19.55 Nos bébés ont une histoire

Après le 5e mois de grossesse, un nouveau-né entre en interaction avec son environnement. Lorsqu'il naît, il est déjà marqué par ce qu'il a vécu au cœur du ventre maternel. A partir des témoignages de parents dont le fœtus, atteint d'une hernie diaphragmatique - une pathologie grave - a dû être opéré in utero, un couple fictif, Audrey et Nicolas, qui attend son premier enfant, interprète ce qu'ont enduré ces familles.

M

20.00 Esprits criminels : unité sans frontières

Saison 1 - Episode 4
- Seppuku
Avec Gary Sinise, Daniel Henney, Tyler James Williams, Annie Funke
L'entrepreneur Damian Hall est retrouvé pendu à Aokigahara, une forêt au pied du mont Fuji, au sud de Tokyo, au Japon. Peu avant, il dinait avec son frère Kristopher, avec qui il était venu des Etats-Unis pour le travail.

CINE + FRISSON

19.45 Man of Tai Chi

Avec Keanu Reeves, Iko Uwais, Tiger Chen Hu, Simon Yam
Sun Jingshi policière émérite, enquête sur les activités de Donaka Mark, mystérieux homme d'affaires, qui organise des combats clandestins. Quand un de ses hommes, infiltrés, est tué, la jeune femme est dessaisie de l'affaire. Parallèlement, Tiger, coursier et étudiant en Tai Chi, est bientôt engagé par Donaka, qui veut le voir combattre pour lui.

CANAL+

20.00 Vikings

Saison 4 - Episode 5
- Promesses
Avec Travis Fimmel, George Blagden, Katheryn Winnick, Clive Standen
Ragnar et Björn organisent la prochaine invasion de Paris avec le soutien d'un nouvel allié. Le Viking, obnubilé par la conquête de la ville, est de plus en plus dépendant aux drogues de Yidu.

CINE + PREMIER

19.45 Pathfinder, le sang du guerrier

Avec Karl Urban, Moon Bloodgood, Russell Means, Clancy Brown
Cinq siècles avant Christophe Colomb, un drakkar viking s'échoue sur les côtes d'un continent encore sauvage. Seul un enfant survit. Grandissant dans la tribu d'Indiens qui l'a recueilli, Ghost devient un redoutable guerrier.

TF1 VENDREDI

19.55 Koh-Lanta

Saison 15 - Episode 3
Présenté par Denis Brogniart
Alors qu'ils ont commencé l'aventure depuis une semaine, les candidats apprennent qu'un mystérieux message a été caché sur chacun des camps. Celui qui aura la chance de le découvrir avant ses camarades bénéficiera d'un avantage de taille qui pourrait à la fois bouleverser son destin et celui de son équipe !

2

19.55 Les petits meurtres d'Agatha Christie

L'affaire Protheroe
Avec Samuel Labarthe, Laure Marsac, Blandine Bellavoir, Elodie French
Une jeune secrétaire est retrouvée pendue dans l'entrée de l'agence de publicité où elle travaillait. Alice Avril parvient alors à se faire engager comme secrétaire afin de servir d'appât.

20.00 NCIS

Saison 13 - Episode 7
- Élémentaire mon cher
Avec Mark Harmon, Bart Johnson, Michael Weatherly, Pauley Perrette
Les agents du NCIS enquêtent sur la mort d'un officier de la Navy à la retraite dont le corps a été retrouvé dans une forêt. La victime était, jusqu'à sa mort, déterminée à prouver l'innocence de son fils, accusé de meurtre seize ans plus tôt et toujours incarcéré.

CINE + FRISSON

19.45 Rocky II, la revanche

Avec Sylvester Stallone, Talia Shire, Burt Young, Carl Weathers
Le boxeur Rocky Balboa est devenu l'idole de toute l'Amérique après avoir résisté au champion du monde des poids lourds, Apollo Creed. Mais depuis lors, l'immigré italien de Philadelphie a arrêté la boxe, sur les conseils des médecins qui lui déconseillent de remonter sur un ring.

CANAL+

19.59 Agents très spéciaux : Code U.N.C.L.E

Avec Henry Cavill, Armie Hammer, Jared Harris, Hugh Grant
En pleine guerre froide, Solo, agent de la CIA, est envoyé en mission à Berlin Est pour exfiltrer Victoria, une jeune femme. Là, il échappe de peu à Kuryakin, un espion russe surentraîné. Peu de temps après, les deux hommes doivent collaborer pour empêcher un couple d'Italiens de fabriquer une bombe atomique.

CINE + PREMIER

19.45 Edge of Tomorrow

Avec Emily Blunt, Tom Cruise, Lara Pulver, Bill Paxton
L'Europe a été envahie par de terribles extraterrestres. Après des défaites en série, l'armée humaine prévoit un grand débarquement sur les plages normandes. Soldat inexpérimenté et incorporé malgré lui, Bill Cage se retrouve sur le front, incapable de contrôler sa cuirasse et ses armes. Il est tué en quelques minutes...

Horizontalement:

1. Elle a l'air agréable.
2. Petit bâtiment.
- Colle à mécolle.
3. Donnerai un coup de browing. Un peu court.
4. Ilot d'Océanie.
- Serpenter.
5. Train de nuit.
- Paralysie partielle.
6. Matière à corde.
- Sert la salale.
7. Direction des vents. Tournée à bibi. Pas de veine.
8. Code de la route.
- Couvre-livre.
9. Ivres.
10. Partit en cloche.
- Chevalets.

Verticalement:
A. Le vice et la vertu.
B. Manœuvre pour chasser.
C. Etre à la page.
Seul à bord.
De prime abord.
D. Y va.
Caroline d'Espagne.
E. Pris à revers.
Donnent l'explication.
F. Fait paraître.
Mineure, elle s'appelait Anatolie.
G. Au plus haut degré.
H. En suite.
Banal.
Puissance.
I. Paisibles.
J. Mots croisés.

■ LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7022

G	R	O	U	P	E	M	E	N	T
O	N	D	E	E		I	T	O	U
U		E		R	H		S	U	T
G	A	R	D	I	E	N		G	O
N	F		E		R		G	A	I
A	F	F	A	B	I	L	I	T	E
F	O	L	L	E	T		G	S	M
I	L	O		L	A	B	O		E
E	A	U	X		G	A	L	O	N
R	I	S	Q	U	E	T	O	U	T

FLECHES N°7022

A crossword puzzle grid with the following words filled in:

- Across:
RIVIERE
ARA
NE
D
OTE
N
NETS
ETE
EO
FRIC
IF
NEANT
- Down:
SALS
CAR
CHACAL
ODO
TROU
RA
SCIE
MAI
TAG
LIRE
FEE

FOUILLIS N° 7022 NOBEL (Nos - Belle)

CODÉS N° 7022

CODES N° 7022												
1 T	2 I	3 B	4 L	5 E	6 R	7 U	8 S	9 A	10 M	11 N	12 D	13 O
14 C	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1 R	2 A	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

15	13	2	7	9	9	7	1	4	9
1	2	6	9	6	11	9		10	3
8	14		2	11		4	14	8	6
6	14	2	12	6	11	4		7	1
9	2		4	9		9	4	1	2
4	14	16	4	10	4			17	5
14			9	1		3	5	6	4
4	10	2		4	3	1	6	9	
11	6	17	9		8	6	4		3
10	1	8	3		6	10		5	1
	4	1		2	1		9	7	4
8		2	1	1	4	10	4	4	9
17	4	16	7	10	2	6	10		2
4	5	5	4		7	4		11	12
9	7	4	4	9		11	8	6	4

Jeux proposés par Chérifa Benghani

	LIMONADE MILIEU DU JOUR	↔			CAMELOTE MÉDECINE DE BOUCHE À OREILLE	↔
	↔		↑	ALUMINIUM PAYS D'AFRIQUE	↔	
↔	AUTEUR D'OEUVRES MUSICALES		HURLEMENT NOTE DE MUSIQUE	↔	GRECQUE CÔTE À CÔTE	↔
	↔	INDÉFINI MATIÈRE GRASSE				↑
		↓	FILS AÎNÉ DE NOË RÈGLE	↔	POST-SCRIPTUM PIOCHE	↔
	↑					
NÉGATION PIERRE PRÉCIEUSE ROUGE						↔ LOGEMENT MISÉRABLE ATTACHEN
	↓	↔	TOUR PÉRIODE	↔	JUSTE ! TRÈS EXACTEMENT !	↔
			↑			
		↔	VOISINES DE COEUR LES AUTRES !		FEMME ACARIATRE ET MECHANTE AMAS	↓
						↔ CHLORE POSSESSIF
	↔	SIFFLÉ DE CÔTÉ PRONOM			↓	↓
			↔			
		↓	ANERIE EXPOSITION PERIODIQUE (FOIRE)	↔		
↔				↑		
SE MARRE CERTAIN	↔			BARREES, BIFFÉES, RAYÉES PUE	↔	

AGENCER -
AJOURNEMENT -
AMENDEMENT -
ATTENTION -
CASTE -
CHEVAUCHEMENT -
CIEL - CONTE -
COTON -
CRISSEMENT -
DATE - ECHO -
ENTOURAGE -
EPEE - EXCUSE -
EXECUTION -
FACILITE - FORET -
FORTERESSE -
GARE - IMPOT -
JOYEUSEMENT -
JUSTESSE - LITRE -
MANQUER - MESS -
MONDE -
MOUSTIQUAIRE -
MOUVEMENT -
NORIA - OTER -
PAGE - REVER -
SERVICE - TENSION -
TEST - TRAC -
TRICOT.

FOUILLIS N° 7023

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante

- Mon 1er, c'est quatre saisons.
- Mon 2e est un acte de préférence.

Mon tout est un petit poisson qu'on consomme mariné et salé.

R	C	I	E	L	M	A	N	Q	U	E	R	M	G	T
E	E	H	P	F	I	T	E	S	U	C	X	E	A	S
R	T	V	E	T	O	T	E	T	E	E	A	S	R	E
M	E	N	E	V	N	R	R	N	O	R	D	S	E	T
A	O	C	O	R	A	E	T	E	S	P	V	N	T	N
J	M	U	N	C	I	U	M	E	P	I	M	I	O	E
F	U	E	V	E	R	A	C	E	R	A	O	I	C	M
C	A	S	N	E	G	I	U	H	S	E	G	N	I	E
O	N	C	T	D	M	A	S	Q	E	U	S	E	R	N
I	F	O	I	E	E	E	R	S	I	M	E	S	T	R
N	O	T	R	L	S	M	N	U	E	T	E	Y	E	U
S	R	O	E	I	I	S	E	T	O	M	S	N	O	O
A	E	N	T	D	A	T	E	N	R	T	E	U	T	J
H	T	N	O	I	T	N	E	T	T	A	N	N	O	A
N	O	I	T	U	C	E	X	E	O	H	C	E	T	M



Nigeria: quatre policiers portés disparus après une attaque



Quatre policiers nigérians sont portés disparus après une attaque de pirates qui auraient pris d'assaut leur embarcation dans la région pétrolière du sud du Nigeria, a rapporté la police mercredi. Les policiers patrouillaient dans la zone d'Abonnema, à l'ouest de Port Harcourt lundi. Selon la presse locale, ils auraient été tués lors de l'attaque mais le porte-parole de la police, Nnamdi Omoni, a indiqué à l'AFP qu'il «était prémature» de conclure qu'ils étaient morts. «Nous sommes encore à leur recherche et ils sont présumés disparus», a-t-il précisé, sans clarifier si l'attaque avait été menée par des groupes armés qui ont pris récemment pour cible des installations pétrolières du sud du pays. La semaine dernière, 14 travailleurs nigérians du secteur pétrolier ont été enlevés près de la ville de Port Harcourt.

Les enlèvements sont relativement fréquents dans le sud pétrolier du Nigeria. Les victimes sont le plus souvent relâchées en échange d'une rançon. Fin août, l'armée nigériane a lancé l'opération «Sourire de crocodile» contre les groupes armés qui ont durablement affecté la production de pétrole en faisant exploser des oléoducs et plateformes off-shore et augmenté le niveau de piraterie maritime dans le golfe de Guinée.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Guerre verbale entre Téhéran et Ryad



Le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif a accusé les autorités saoudiennes de "fanatisme", la dernière critique en date de la guerre des mots entre les deux pays sur fond de dispute sur le pèlerinage.

En froid depuis des mois, l'Arabie saoudite, chef de file de l'islam sunnite, et l'Iran, son rival régional chiite, ont multiplié les attaques virulentes avant le début samedi du pèlerinage annuel de La Mecque, duquel sont privés cette année les Iraniens.

"Il n'y a aucune ressemblance entre l'islam des Iraniens et de la plupart des musulmans et l'extré-

misme fanatique que le haut dignitaire wahhabite et les maîtres saoudiens du terrorisme prêchent", a écrit M. Zarif sur son compte Twitter mardi tard le soir. Il répondait au grand mufti d'Arabie saoudite, cheikh Abdel Aziz ben al-Cheikh, qui a affirmé que les Iraniens "ne sont pas des musulmans". Leur hostilité envers les musulmans est ancienne, plus particulièrement envers les sunnites". Lui-même réagissait aux déclarations du numéro un iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a appelé lundi à reconstruire la gestion par Riyad des lieux saints musulmans à la Mecque et

Médine. L'ayatollah Khamenei a aussi accusé les dirigeants saoudiens qualifiés "d'égarés honteux" d'avoir "bloqué le chemin du hajj aux fidèles iraniens".

L'Iran et l'Arabie saoudite sont depuis des années engagés dans des luttes d'influence par procuration, notamment dans les conflits au Yémen et en Syrie.

Leurs relations se sont dégradées depuis la gigantesque bousculade qui avait endeuillé il y a un an le hajj à La Mecque, où quelque 2.300 pèlerins, dont 464 Iraniens, ont péri, selon des données compilées à partir de bilans fournis par leurs gouvernements respectifs.

Le gouvernement tunisien demande l'interdiction d'un parti islamiste



Le gouvernement tunisien a saisi la justice militaire pour faire interdire le parti islamiste radical Hizb Tahrir, régulièrement accusé de «troubles à l'ordre public» depuis sa légalisation dans le sillage de la révolution, a indiqué mercredi un responsable. «Une demande d'interdiction a été déposée ces derniers jours. Nous sommes dans l'attente de la décision du juge d'instruction militaire», a dit à l'AFP sous couvert de l'anonymat, ce responsable à la présidence du gouvernement. Selon lui, le jugement est imminent et concerne une interdiction pure et simple de Hizb Tahrir. Ce parti, qui prône l'instauration d'un califat et de la charia, avait fait l'objet mi-août d'une suspension d'un mois par la justice civile, mais cette décision avait été an-

nulée en appel pour «vice de forme». Après avoir obtenu gain de cause, Hizb Tahrir avait publié un communiqué dans lequel il justifiait à nouveau un «harcèlement policier» à son encontre et proférait des menaces. «Que ce gouvernement, ses criminels et ses maîtres anglais (anglo-saxons, ndlr) sachent que leur heure est arrivée et qu'il y aura des têtes et des mains qui seront coupées», avait-il notamment dit. Même si le mouvement est revenu sur ses propos, le président Béji Caïd Essebsi a vivement dénoncé Hizb Tahrir la semaine dernière devant le conseil de sécurité nationale. «Désormais, ils menacent de couper vos têtes et vos mains. Qu'est-ce qu'on fait? (...) Il faut trouver une solution parce que leur outrecuidance envers l'Etat sape son autorité», a clamé M. Caïd Essebsi.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

UNE KALACHNIKOV AU BOUT DE LA DÉMOCRATIE

avec quoi combattre le terrorisme et son pourvoyeur l'extrémisme et l'obscurantisme religieux ? Avec les armes mais aussi à travers une démocratie participative si l'on croit l'intitulé de l'atelier international qui s'est ouvert, hier, à Alger. Les participants à cette rencontre ont tous été unanimes à reconnaître l'expérience algérienne dans la lutte antiterroriste et le rôle que peuvent jouer les valeurs de démocratie, un Etat fort et souverain conjugué à l'apport citoyen et la liberté d'expression dans ce cadre.

Malgré tout ce qu'on peut dire, personne ne pourra remettre en cause l'expérience algérienne dans la lutte antiterroriste acquise dans le sang et les larmes alors qu'elle était frappée d'ostracisme par ces mêmes pays qui recherchent aujourd'hui des leçons à tirer de cette période. Les Américains, les premiers, le reconnaissent aujourd'hui et s'appuient volontiers sur cette expérience, évoquant davantage une coopération inter-

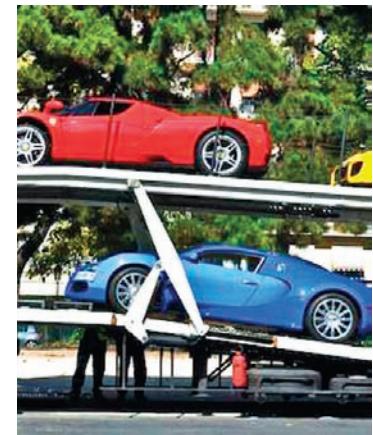
nationale dans la lutte contre le terrorisme que des actions individuelles. Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail, Tom Malinowski, présent à ce rendez-vous dira à ce propos qu'«aucun pays ne pourra à lui seul combattre le fléau du terrorisme sans l'aide d'autres pays partenaires». Mais difficile d'accorder un blanc-seing à un Etat qu'on accuse ouvertement d'avoir créé l'une des organisations les plus sanguinaires de ces dernières années.

Pour sa part, Alger met en avant les fondements mêmes d'un Etat-nation aux avant-postes de cette lutte. Messahel, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, le rappellera dans

son discours inaugural, soulignant que la démocratie est le meilleur révélateur des dangers véhiculés par l'islamisme et le terrorisme. Une réflexion qui nous ramène à cette équation de l'islamisme et de la démocratie. Il indiquera que tous les ingrédients définissant un Etat de droit: la démocratie, le pluralisme politique et les libertés individuelles et collectives, la tolérance, le dialogue, le respect de l'autre et la coexistence dans la diversité sont des valeurs de paix et de stabilité. Des paramètres malheureusement absents du quotidien algérien qui impose cette idée de la défaite militaire du terrorisme.

En effet, la lutte antiterroriste s'est habillée de politique et la loi sur la concorde civile en est le parfait témoin, occultant de fait le combat mené par les services de sécurité et l'armée. Alors avec quoi combattre le terrorisme ? Principalement par les armes et la démocratie, quand elle existe dans un pays, est avant tout préventive. Mais ceci est un autre débat.

Le fils du président de Guinée équatoriale jugé en France



Teodorin Obiang, le fils du président de Guinée équatoriale, soupçonné de s'être frauduleusement bâti en France un patrimoine de plusieurs dizaines de millions d'euros, a été renvoyé devant un tribunal parisien, ouvrant la voie au premier procès français des «biens mal acquis». Promu fin juin par son père Teodorin Obiang Nguema vice-président de Guinée équatoriale, il sera jugé par le tribunal correctionnel de Paris pour blanchiment d'abus de biens sociaux, de détournement de fonds publics, d'abus de confiance et de corruption, a appris mercredi l'AFP de source proche de l'enquête. L'instruction a permis d'établir que Teodorin Obiang, 47 ans, a acquis «en France, entre 2007 et 2011, soit directement, soit par l'intermédiaire de prête-noms ou sociétés écrans, un patrimoine mobilier et immobilier évalué à plusieurs dizaines de millions d'euros», relèvent les juges dans leur ordonnance rendue lundi, selon une source proche du dossier. Hôtel particulier de 4.000 m² dans le très chic XV^e arrondissement de Paris, robinets couverts de feuille d'or, Rolls-Royce, Bugatti, œuvres d'art de la collection Yves Saint Laurent-Pierre Bergé...

Ses dépenses somptuaires en France étaient très éloignées du quotidien du petit pays d'Afrique centrale dirigé d'une main de fer depuis 1979 par son père, où plus de la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Ce patrimoine, constitué alors qu'il était ministre de l'Agriculture et des Forêts, provient de l'argent «de la corruption» et «des détournements de fonds publics» dans son pays, estiment les juges, suivant les réquisitions du parquet national financier qui avait demandé en mai son renvoi devant un tribunal.

A 12 ans, un Indonésien entre à l'université au Canada

L'université de Waterloo, l'une des mieux cotées au Canada, accueille pour cette rentrée un jeune Indonésien de seulement 12 ans dont les résultats aux examens d'admission le placent déjà parmi les meilleurs élèves de sa cohorte. Cendikiawan (Diki) Suryaatinmadja va étudier la physique, en plus de prendre des cours en mathématiques, en chimie et en économie, a-t-on appris mardi auprès de l'administration de cette université du sud de Toronto (centre). Né en Indonésie, le nouvel étudiant — le plus jeune de l'histoire de cette université — a appris l'anglais ... en regardant des films à la télévision. Qu'importe son âge, seuls ses résultats scolaires ont été pris en compte, a précisé l'administration de l'université, notant qu'il avait eu des résultats excellents aux examens d'admission, parmi les meilleurs cette année. «Il a eu des notes phénoménales», a déclaré à la chaîne CTV Andre Jardin, responsable adjoint des admissions. «Il est totalement prêt au niveau académique. Ce qui nous préoccupe c'est le fait que ce soit un garçon de 12 ans», a-t-il souligné. Diki, lui, s'est déclaré «très enthousiaste de rencontrer les nouveaux étudiants et de (se) faire de nouveaux amis».

Le jeune Indonésien a expliqué vouloir appliquer les connaissances qu'il va acquérir au domaine des énergies renouvelables. Il habitera près du campus avec son père et souhaite apprendre la spécialité locale ... le hockey sur glace.